

هكذا امتنا اصل

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12931

4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 26 AOUT 1986

Traversée du désert pour le SPD

La rentrée sera précoce, et présidentielle, en République fédérale. A cinq mois du renouvellement du Bundestag, le Parti social-démocrate (SPD) ouvre ce lundi 25 août à Nuremberg un difficile congrès : tenu de démontrer qu'il représente seul, c'est-à-dire sans les Verts, une solution de rechange au pouvoir actuellement en place à Bonn, la SPD réussira-t-elle à exploiter s'il parvenait seulement à faire croire à l'opinion qu'elle est allemande qu'il en est lui-même convaincu. L'arithmétique électorale est implacable : 40 % des intentions de vote dans les sondages, et pas d'alliés possibles.

Un vent d'euphorie avait pourtant soufflé dans les rangs sociaux-démocrates après que l'éclatante victoire de M. Johannes Rau aux élections régionales de Rhénanie-du-Nord-Westphalie eut fait de lui le candidat désigné du parti à la chancellerie. Il n'a fallu déchanter, et particulièrement ces derniers mois : pour la première fois cet été, la cote de M. Rau a été inférieure à celle d'un chancelier qui n'a pourtant jamais fait de merveilleux en matière d'indices de popularité.

Les sociaux-démocrates ont découvert, d'autre part, que la très vive sensibilité des Allemands de l'Ouest aux questions d'écologie n'a pas leur profitant pas électoralement. En juin, quelques semaines seulement après la catastrophe de Tchernobyl, les chrétiens-démocrates maintenaient leur avance aux élections régionales de Basse-Saxe. Le SPD n'avait pas encore très clairement tranché la question de ses rapports avec le Parti vert, et il paye cette expectative trop longtemps observée.

Mis en cause à son tour en juillet dans le scandale du financement des partis politiques, éclaboussé par l'affaire du Neue Helmut, l'empire immobilier des syndicats menacés de faillite, le SPD ne pouvait même plus se présenter comme un recours moral. Les revers, de surcroît, s'accumulaient dans les Länder qu'il dirige : en Sarre, le bouillant Oskar Lafontaine et son ministre Jo Leinen, militant écologiste bien connu, se sont trouvés pris de court au mois d'août par une spectaculaire affaire de pollution dans la Sarre et la Moselle. A Hambourg, le gouvernement social-démocrate, accusé de laxisme en matière de sécurité, n'a pu se défendre de deux de ses membres, responsables de la police et de la justice. Sans parler des éternels problèmes du ministre-président de Hesse avec les Verts, partenaires de la coalition qu'il dirige.

L'alle droite du parti, fort discrète depuis le retrait de M. Helmut Schmidt de la chancellerie fin 1982, reste solidement implantée, notamment dans le mouvement syndical. Les sondages la confirment : le SPD n'a plus à gagner de l'électorat modéré qu'en direction des Verts, et M. Rau le sait qui se donne pour objectif la conquête du « centre ». Mais la synthèse n'a pas encore été réalisée entre cette aile droite pragmatique et les nouvelles aspirations apparues ces dernières années entre autres en matière de sécurité et de protection de l'environnement.

Cette difficulté à intégrer de façon crédible des courants souvent contradictoires reste le principal handicap du SPD à un moment où la politique du gouvernement commence à porter ses fruits, y compris dans le domaine de l'emploi.

Le projet de nouvelle carte électorale

Le Front national et le PC victimes du redécoupage

La majorité gagnerait trente sièges

Le Conseil d'Etat s'est vu transmettre, lundi après-midi 25 août, par le ministre de l'intérieur le projet d'ordonnance sur le découpage électoral. Le rapport de la Commission des « sages » publié par le « Journal officiel » mardi devait être rendu public lundi après-midi. Il accompagnait les corrections effectuées par M. Charles Pasqua, ainsi que le projet lui-même.

A la différence du PC qui presse M. François Mitterrand de ne pas signer l'ordonnance électorale, le PS ne veut pas donner l'impression de dicter sa conduite au chef de l'Etat. Reste que les socialistes recensent les motifs de mécontentement et que l'avant-projet, du moins ce qu'ils en connaissent, suscite dans leurs rangs des inquiétudes pour le long terme : le principe privilégié par le ministre de l'intérieur, à savoir une nette distinction entre circonscriptions « de droite et de gauche », est conçu pour « geler » le paysage politique pour « vingt ans », prédit un ancien ministre socialiste.

Les simulations réalisées par la Place Beauvau aboutissent sur la base des résultats de mars 1986 à la quasi-disparition du Front national qui n'aurait plus qu'un ou deux représentants à l'Assemblée nationale et à une nette réduction des effectifs communistes avec une vingtaine de sièges. En revanche, l'actuelle majorité, avec plus de trois cent vingt députés, verrait comblé l'un de ses vœux : disposer de trente sièges de plus qu'elle n'en avait obtenus le 16 mars.

(Lire nos informations page 24.)

Une réponse à M. Séguin et à M. Maire

« Le chômage ne se règle pas en faisant de la poésie »

nous déclare M. Bergeron (FO)

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. André Bergeron prend ses distances avec les propositions de M. Philippe Séguin pour de nouvelles formes d'emploi que M. Edmond Maire, dans ces mêmes colonnes, semblait admettre. Le secrétaire général de Force ouvrière craint qu'elles ne soient de la « poésie » et que, « par petits bouts », elles ne portent atteinte au code du travail.

« Comment voyez-vous le climat social à la rentrée, alors que les salariés ne semblent pas plus désemparés, depuis les élections de mars, qu'ils ne l'étaient auparavant, à se lancer dans des grèves ? »

« Le climat social pourrait se dégrader en profondeur si le gouvernement mettrait en cause le statut des cheminots ou d'autres, comme celui des électriciens et des gaziers. Cela provoquerait des difficultés majeures. Il y a un mécontentement réel, mais je n'ai pas le sentiment que les salariés soient prêts à s'engager dans des mouvements de grande dimension. L'expérience nous apprend cependant que les tensions

sociales se manifestent lorsque personne ne les prévoit.

« Quel bilan dressez-vous de la concertation avec le gouvernement de M. Chirac ? »

« Il serait malhonnête de ne pas donner acte à M. Philippe Séguin que les discussions qui ont porté sur l'autorisation de licenciement, le travail différencié et la protection sociale collective ont été réelles et approfondies. Sur la Sécurité sociale, le gouvernement hésite. »

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT. (Lire la suite page 21.)

Trois morts, des milliers d'hectares ravagés sur la Côte d'Azur

« Le feu, comme une bombe »

Plus de 7 000 hectares ont été détruits, au cours des incendies qui ont fait rage dans le Var et les Alpes-Maritimes samedi 23 et dimanche 24 août. Deux personnes ont trouvé la mort — et une troisième, un jeune pompier, dans les Bouches-du-Rhône — et cent soixante ont été blessés ou intoxiqués.

Le plan Orsec a été déclenché et des sapeurs venant d'une quarantaine de départements ont participé à la lutte contre le feu.

CANNES. de notre correspondant régional

Tout a commencé près du lac de Saint-Cassien, au pied du massif du Tanneron dans le Var, où 1 200 hectares avaient déjà brûlé le 24 juillet dernier. Trois foyers se sont déclarés presque simulta-

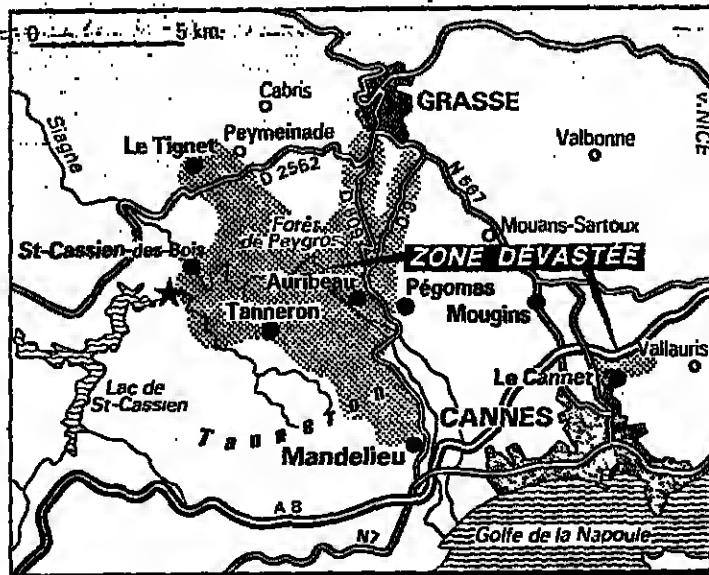
nément, samedi 23 août, en début d'après-midi.

La forêt était sèche. Le vent chaud et violent. Un mistral « pourri » tourbillonnant, soufflant en rafales de 60 à 80 kilomètres-heure. « Le feu est parti comme une bombe », explique le commandant Roland Germain, directeur des secours des services d'incendie du Var.

Il ne sera plus arrêté pendant des heures et des heures de cavale, embrasant les mimosa sauvages ou cultivés et les bois de pins et de châtaigniers de la commune de Tanneron, puis, dans les Alpes-Maritimes, d'Auribeausur-Siagne et de Pegomas, avant de s'élargir vers Grasse.

GUY PORTE.

(Lire la suite page 7.)



L'étoile indique le point de départ de l'incendie à proximité de l'usine hydro-électrique du lac de Saint-Cassien.

« Le Turc en Italie », de Rossini, à Pesaro

Un carnaval éblouissant

La ville de Pesaro, en Italie, célèbre Rossini, l'enfant du pays, par un festival qui commence bien et promet beaucoup.

Bénéficiaire du travail et des éditions critiques de la Fondation Rossini, le Festival de Pesaro, qui n'a pris son essor en 1980, est devenu, mieux qu'un conservatoire ou un musée, le véritable Bayreuth de Rossini, l'enfant du pays, le compositeur du *Barbier de Séville* et de *Guillaume Tell*.

Un Bayreuth cependant qui mériterait bien un Festivalhaus comme celui que Wagner, prévoyant, s'était fait construire. Car, dans les deux petits théâtres de cinq cents et de mille places, on s'arrache les billets. Il règne une chaleur étouffante et les éventails des dames, les programmes agités par les messieurs, font autant de bruit qu'une climatisation primitive. Il y a quelques jours, Katia Ricciarelli s'est arrêtée tout net, disant qu'elle ne pouvait chanter sa cavatine avec une ventilation pareille.

Malgré ce climat enfiévré, on se délecte d'entendre les œuvres du « Cygne de Pesaro » dans leur version authentique et des réalisations qui n'ont rien à voir avec

celles des antiques théâtres de province.

Le *Turc en Italie*, dit-on, n'est plus tout à fait au niveau de ses premières représentations de 1813, mais, pour un nouvel arrivant, la chose est à peine croyable : la distribution, emmenée par le Sélim aussi tendre que cruel et naïf que l'arceur de Ruggero Raimondi, se marie parfaitement avec les jeunes troupes du London Sinfonietta Opera Orchestra et du Chœur philharmonique de Prague, sous la direction de Ricio Sagani (un Américain, grand prix Karajan 1984), souple, pimpante, malicieuse, dépourvue de cet éclat sec que les chefs sans cœur croient devoir imprimer à Rossini.

Mais c'est tout le spectacle qui fait corps avec la musique, dans une mise en scène exceptionnelle d'un disciple de Strehler, Egipto Marcucci, pour qui Emanuele Luzzati a imaginé les décors d'un carnaval, peuplant la scène et les cartons qui l'entourent de Pierrots à tête noire, Turcs et Pimprenelles de tout genre ; et, de son côté, Santuzza Calì a laissé libre cours à sa fantaisie dans ses mélanges savoureux de costumes, gaudins romantiques, « merveilleuses » extravagantes, filles de

Monsieur Fenouillard, tsiganes farouches comme des pirates, gymnastes, jongleurs et autres Turcs sortis de l'imagerie d'Épinal.

Cette fête dévergondée de l'œil est à l'image de cette folle histoire sortie de l'esprit quelque peu titubant d'un poète censé mener l'action sur la scène ; il multiplie les coups de théâtre invraisemblables, à seule fin que Rossini puisse prodiguer des dizaines d'airs et d'ensembles, du duo aux sextuors avec chœurs, disposés selon leurs « compartiments » habituels, du plus lent au plus volubile, avec, pour finir, les crescendo les plus glorieux.

La verve comique s'y révèle sans égal, même si le compositeur ne se prive pas d'y glisser un air des plus tragiques, lorsque Fiorilla, désespérée d'être abandonnée à la fois par le mari qu'elle a dédaigné et par le pacha qu'elle n'aguiche, se repaît de sa coupable légèreté.

Si la musique est la base même de notre enchantement, encore qu'un bout d'un acte et demi Rossini se fatigue, la mise en scène en décuple l'effet.

JACQUES LONCHAMPT. (Lire la suite page 8.)

CHRONIQUE DES ANNÉES 60

Jean Vilar s'en va
PAGE 19

Catastrophe au Cameroun

Nombreuses victimes dans une zone volcanique à la suite d'émission de gaz.
PAGE 4

Mutations dans la presse londonienne

Trois nouveaux quotidiens à l'automne.
PAGE 11

Les conséquences de Tchernobyl

Nouvelles précisions en matière médicale.
PAGE 5

L'aide personnalisée au logement

Réformer un système de plus en plus coûteux.
PAGE 20

Le Monde

ECONOMIE

- L'acier américain sous perfusion.
- La chronique de Paul Fabra.
PAGES 17 et 18

Le sommaire complet se trouve page 24

EN LIBRAIRIE LE 29 AOUT

Pascal QUIGNARD



Le salon du Wurtemberg

roman

GALLIMARD *rf*

« Le Turc en Italie », de Rossini, à Pesaro

Un carnaval éblouissant

La ville de Pesaro, en Italie, célèbre Rossini, l'enfant du pays, par un festival qui commence bien et promet beaucoup.

Bénéficiaire du travail et des éditions critiques de la Fondation Rossini, le Festival de Pesaro, qui n'a pris son essor en 1980, est devenu, mieux qu'un conservatoire ou un musée, le véritable Bayreuth de Rossini, l'enfant du pays, le compositeur du *Barbier de Séville* et de *Guillaume Tell*.

Un Bayreuth cependant qui mériterait bien un Festivalhaus comme celui que Wagner, prévoyant, s'était fait construire. Car, dans les deux petits théâtres de cinq cents et de mille places, on s'arrache les billets. Il règne une chaleur étouffante et les éventails des dames, les programmes agités par les messieurs, font autant de bruit qu'une climatisation primitive. Il y a quelques jours, Katia Ricciarelli s'est arrêtée tout net, disant qu'elle ne pouvait chanter sa cavatine avec une ventilation pareille.

Malgré ce climat enfiévré, on se délecte d'entendre les œuvres du « Cygne de Pesaro » dans leur version authentique et des réalisations qui n'ont rien à voir avec celles des antiques théâtres de province.

Le *Turc en Italie*, dit-on, n'est plus tout à fait au niveau de ses premières représentations de 1813, mais, pour un nouvel arrivant, la chose est à peine croyable : la distribution, emmenée par le Sélim aussi tendre que cruel et naïf que l'arceur de Ruggero Raimondi, se marie parfaitement avec les jeunes troupes du London Sinfonietta Opera Orchestra et du Chœur philharmonique de Prague, sous la direction de Ricio Sagani (un Américain, grand prix Karajan 1984), souple, pimpante, malicieuse, dépourvue de cet éclat sec que les chefs sans cœur croient devoir imprimer à Rossini.

Mais c'est tout le spectacle qui fait corps avec la musique, dans une mise en scène exceptionnelle d'un disciple de Strehler, Egipto Marcucci, pour qui Emanuele Luzzati a imaginé les décors d'un carnaval, peuplant la scène et les cartons qui l'entourent de Pierrots à tête noire, Turcs et Pimprenelles de tout genre ; et, de son côté, Santuzza Calì a laissé libre cours à sa fantaisie dans ses mélanges savoureux de costumes, gaudins romantiques, « merveilleuses » extravagantes, filles de Monsieur Fenouillard, tsiganes farouches comme des pirates, gymnastes, jongleurs et autres Turcs sortis de l'imagerie d'Épinal.

Cette fête dévergondée de l'œil est à l'image de cette folle histoire sortie de l'esprit quelque peu titubant d'un poète censé mener l'action sur la scène ; il multiplie les coups de théâtre invraisemblables, à seule fin que Rossini puisse prodiguer des dizaines d'airs et d'ensembles, du duo aux sextuors avec chœurs, disposés selon leurs « compartiments » habituels, du plus lent au plus volubile, avec, pour finir, les crescendo les plus glorieux.

La verve comique s'y révèle sans égal, même si le compositeur ne se prive pas d'y glisser un air des plus tragiques, lorsque Fiorilla, désespérée d'être abandonnée à la fois par le mari qu'elle a dédaigné et par le pacha qu'elle n'aguiche, se repaît de sa coupable légèreté.

Si la musique est la base même de notre enchantement, encore qu'un bout d'un acte et demi Rossini se fatigue, la mise en scène en décuple l'effet.

JACQUES LONCHAMPT. (Lire la suite page 8.)

USA

LE RAYONNEMENT DE LA FRANCE

Les chiffres rendent moroses. La France paraît toujours en retard d'une guerre économique. Mais elle a d'autres richesses : elle est suffisamment armée pour diffuser la culture, bien essentiel de demain, estime Thierry de Beaucé. Alain Touraine n'en disconvient pas et demande que l'Etat se désengage activement de ce domaine.

Comment stimuler la création

Etendre les déductions fiscales au monde de l'art et du savoir

A mesure que l'Etat doit faire face de manière plus active aux défis du développement, de la concurrence internationale et des grandes transformations technologiques, il doit se retirer des tâches d'administration et de gestion d'activités qui exigent plus d'initiative, de diversité, de conviction. La place de l'Etat n'est plus au centre de la société, mais à ses frontières, pour faire face économiquement comme militairement aux menaces qui peuvent peser sur l'avenir du pays. Opposer le Tout-Etat au dépassement de l'Etat ne relève que d'une rhétorique confuse : nous avons besoin à la fois de plus d'Etat là où les intérêts du pays face à l'extérieur sont engagés, et de moins d'Etat là où les acteurs sociaux doivent innover et entrer en concurrence, en conflit et en négociation entre eux.

Si on suit cette idée, le domaine de la culture devrait être un de ceux dont l'Etat aurait le devoir de se désengager le plus activement, car le domaine de la culture n'est pas celui de la nécessité mais celui des choix, non pas celui de l'unité mais celui de la diversité.

Cette tendance est en fait déjà visible en France. D'abord parce que l'Etat même n'a pas imposé de culture d'Etat et s'est même parfois mis délibérément au service des créateurs. Ensuite parce que Jack Lang, qui a clairement formulé, après Jacques Duhamel en particulier, cette conception élevée de la politique culturelle, a été plus loin en permettant à des contribuables d'affecter partie de leurs impôts à des sociétés de financement de la production cinématographique. Action limitée, puisqu'il s'agit de défendre une industrie jugée essentielle pour la sauvegarde de la culture nationale, mais qui peut avoir valeur exemplaire.

C'est du Brésil que nous vient aujourd'hui l'exemple le plus encourageant. La loi que Celso Furtado, ministre brésilien de la culture et intellectuel de renommée internationale, vient de faire adopter par le Congrès permet à des particuliers, par un jeu de déductions fiscales, de contribuer directement au dévelop-

par ALAIN TOURAINE (*)

peement d'activités culturelles et artistiques. La loi brésilienne fait même un pas décisif vers la transformation qui s'impose aujourd'hui : permettre le financement privé, mais contrôlé par l'Etat, d'activités de formation, puisque le premier des objectifs que son article 11 donne à ces déductions fiscales est de « développer la formation artistique et culturelle en attribuant des bourses d'étude, de recherche et de travail, au Brésil ou à l'étranger, à des auteurs, artistes et techniciens, Brésiliens ou étrangers résidant au Brésil ». Texte qui mériterait d'être cité pour son admirable ouverture d'esprit.

Pourquoi la liberté pour les particuliers d'affecter une partie de leurs impôts à la défense du patrimoine ou au développement des arts ne serait-elle pas étendue à l'ensemble du domaine de la création intellectuelle et scientifique ? Ce qui fait le plus obstacle à un tel changement est l'idée que la science et la technologie sont au-delà des choix culturels et sociaux. Idée qui n'est que partiellement acceptable. Le débat des idées ne connaît pas en réalité de séparation absolue entre la science qui serait au-delà des opinions, et le monde des opinions qui serait étranger à la science.

Jusqu'à l'éducation...

Un mot doit être ici prononcé dont nous avons presque perdu l'usage : l'éducation. N'est-elle pas la construction d'une culture, à la fois cohérente et diverse, reposant sur des convictions et permettant des innovations, des initiatives, et aussi des débats ? Ne combine-t-elle pas l'objectivité de la science et le choix d'une civilisation ? Le monde de la création intellectuelle et scientifique, pas plus que celui de la création culturelle, ne peut être identifié à un Etat dont l'unité serait le correspondant social de l'unité intellectuelle de la science.

Laissons au despotisme éclairé de l'ère des Lumières des idées si floues. (*) Sociologue.

gnées de notre expérience. Suivons donc l'ensemble du Brésil et nous le plus vite possible plus loin encore en permettant aux contribuables d'affecter une partie de leurs impôts au développement de tous les ordres de création culturelle, de la science, à l'éducation et à l'art.

La liberté des citoyens ne peut se réduire à contrôler indirectement, par l'intermédiaire de leurs élus, l'emploi des ressources publiques. Il faut avancer vers une démocratie plus directe, permettant à des citoyens d'opinion et à des préférences personnelles de se manifester par le financement de certaines activités culturelles. Il est souhaitable qu'une administration et le pouvoir politique interviennent pour s'assurer que les déductions fiscales orientent des flux financiers vers des activités de création véritable, dans le respect des créateurs et des exigences internes de la connaissance.

Mais on l'a vu d'appuyer de manière artificielle privé et public, Etat et marché, demandons au Parlement et au gouvernement une loi qui permette à ceux qui le souhaitent de choisir l'affectation d'une part de leur contribution aux dépenses publiques à des activités et à des institutions d'ordre scientifique, éducatif et culturel. Une telle mesure contribuerait de manière décisive à nous rendre plus conscients que la culture est un ensemble de choix, de représentations, de valeurs, en même temps que de connaissances, et qu'il faut tout faire pour lui, et non plus pour séparer, ce qui apparaît comme de l'ordre de la vérité et ce qui apparaît comme de l'ordre de la préférence, de la croyance ou du goût.

On prête à des personnalités politiques des projets de réforme fiscale qui iraient dans une direction analogue. Il serait bon que se forme dans l'opinion publique un mouvement en faveur de mesures permettant au plus grand nombre possible de participer, par leurs choix financiers personnels, à la création culturelle et non pas seulement à la consommation ou à l'utilisation des œuvres et des produits de la science et de la culture.

Le moment culturel

Avec son patrimoine de références, la France a les moyens d'encourager une stratégie de la multiplicité

par THIERRY DE BEAUCÉ (*)

La France est pressée de partir. Le temps a passé qu'il l'acable d'histoire, de références et parfois de parti pris. Elle mesure la rivalité des cultures fortes ou faibles, la machinerie économique, la loi des grands nombres qui la poussent à l'écart. Elle envisage les modes qui la dépassent parce que les instruments de promotion ne lui appartiennent plus. Elle n'est plus si fière de ses grands hommes et les compte sur les doigts de la main parce que, dans l'art, la notion même de grand homme devient une approximation. Japon, tiers-monde, Amérique, intégrés partout, c'est-à-dire repêchés. La France peut confondre ce qui relève de son incertitude personnelle, d'un déclin de l'Europe formelle, d'une comparaison peu à son avantage de nation trop petite ou trop vieille, de la lassitude générale qui s'attache à la banalité industrielle de l'Occident. On combinera comme on voudra ces données négatives pour exprimer au moins la gravité d'une interrogation.

Et pourtant ce pessimisme infusé ne devrait pas nous tenir lieu d'excuse. Car la France ne saurait être ce qu'elle est dans le monde sans la présence de sa culture. La constance de liens historiques, de séductions ou d'attirances ne s'explique ni par le rapport des forces ni même par le poids de son économie. Ces relations particulières qui sous-tendent une diplomatie la rendent moins redoutable des circonstances et plus attachée, malgré les aléas, à ce qui demeure en dépit des agacements. La France reste pour tant d'autres une Grèce de l'esprit. Est-ce un avantage à la mesure des attractions ou l'image un peu fanée d'une référence intemporelle ?

Notre politique étrangère ne peut négliger cette donnée. A l'indépendance que garantit sur le plan militaire le principe de dissuasion répond l'ouverture permanente d'une invitation culturelle. La France n'est pas une puissance comme les autres. Elle a les moyens d'une défense autant que d'un rayonnement. Au long de son histoire, les deux ont justifié ses soins.

Le français est langue universelle. Tant de peuples, de communautés, de minorités l'utilisent. Les cinq continents échangent sur de mêmes mots leurs origines multiples et leurs contrastes d'existence. Il ne s'agit plus d'une langue d'empire, conformiste et placée en référence unique à la puissance qui l'impose, mais du foisonnement de civilisations, de politiques, qui trouve sur une voix le mode hésitant d'une parenté.

L'évidence post-coloniale et l'affirmation - chacune selon son chemin -

des nations qui ont en affaire à la France, le succès des pays industriels qui en utilisent le langage, Canada, Suisse, Belgique, enlèvent tout soupçon d'impérialisme culturel. Ici et là, ces ancêtres qui ne sont pas gaulois, ces découvertes et ces identités qu'une même langue sert à partager. Pour 120 millions d'hommes, le français est l'expression privilégiée de leur universalisme.

Maintenant que la constatation est faite et, semble-t-il, les faux sentiments dépeçés, la dispersion francophone (ne mettons pas de termes plus contrainants) cherche à mieux se connaître, à démultiplier les effets du langage, à rationaliser les convergences scientifiques, en valorisant un patrimoine évidemment commun pour l'avantage très égoïste de chacun. Un premier sommet des chefs d'Etat et de gouvernement ayant en commun l'usage du français s'est tenu à Paris en 1986. Le prochain aura lieu au Québec en 1987. Ses comités du suivi s'attachent minutieusement aux applications concrètes des décisions prises, à l'échange des regards et des moyens. L'enjeu est considérable. Il intéresse chacun des peuples qui refusent l'uniformité. Pourquoi l'image de la modernité, la séduction des modes de vie, la beauté même, devraient-elles préférer l'apparence américaine par l'effet d'une anteriorité industrielle et selon les lois routinières du marché ? L'évolution des besoins, l'enracinement des formes culturelles, appellent - en sens contraire - à la diversité. La France a les moyens d'encourager une stratégie de la multiplicité et de lui donner les dimensions plus vastes de l'Europe complémentaire et de la francophonie.

La défense européenne

Il y a l'Europe aussi, trop réussie (quelles que soient les déceptions conjoncturelles) pour ne pas réaffirmer ses parentés. Jamais tant de peuples, tant de langues, d'idées diverses, d'oppositions politiques ou religieuses n'ont été concentrés dans un espace si étroit et d'ont avec autant de force - et chacun pour sa part - prétendu à l'universel. Grâce des origines, empire de Rome, humanisme et chrétienté, vagabondages des conquérants, résistances anonymes du commerce et de l'industrie, propagations d'idées requises, installations coloniales ; pour le meilleur ou pour le pire, à un moment ou à un autre de son histoire, chaque coin du monde a été inquisité par l'Europe.

Aujourd'hui, la mise en œuvre d'une volonté politique exige le rapprochement des intelligentsias. Ce schéma « grancien » vaut pour la construction communautaire. Sans la curiosité retrouvée des uns pour les autres, l'idée même de l'Europe se sera plus précisée - et rendue possible - par l'avant-garde de l'esprit.

D'ailleurs, la technologie l'impose. Dans quelques années, les images de satellites venues d'ailleurs - et d'en haut - défieront sur la planète. Inévitable. Les Etats n'auront plus les

moyens d'en rejeter l'invasion. La « guerre des images », selon l'expression de José Frèche, a commencé. La culture est devenue l'enjeu principal de la souveraineté. Cela explique en partie le retour aux particularismes nationaux, aux divers regrets religieux, aux enrêlements de civilisation. Il faut vite, très vite, conforter les acquis, dresser des murailles qui ne tombent pas sous les enchantements de ces trompettes de Jéricho. Mais le repli tactique ne suffit plus. Les armes du passé ne feront pas reculer ces avalanches : ce sont les chevaliers d'Azincourt. Il faut forger des accoutumances ; la multilatéralisation des esprits implique une stratégie plus ouverte qui définisse des alliances ou des équilibres, qui échange les respects et reconstruise à l'universel la possibilité d'approches multiples.

A cet égard, la France dispose d'un patrimoine de références, de culture, d'un parler aux connotations parsemées. Le moment est venu pour elle d'utiliser à son avantage le réseau du gigantisme audiovisuel, d'y prendre sa place en termes économiques ou techniques, d'inspirer des programmes, d'inviter aux coproductions, à l'échange des regards et des moyens. L'enjeu est considérable. Il intéresse chacun des peuples qui refusent l'uniformité. Pourquoi l'image de la modernité, la séduction des modes de vie, la beauté même, devraient-elles préférer l'apparence américaine par l'effet d'une anteriorité industrielle et selon les lois routinières du marché ? L'évolution des besoins, l'enracinement des formes culturelles, appellent - en sens contraire - à la diversité. La France a les moyens d'encourager une stratégie de la multiplicité et de lui donner les dimensions plus vastes de l'Europe complémentaire et de la francophonie.

La transformation de l'économie postindustrielle appelle une plus grande consommation de biens culturels, autour des besoins de loisirs, des besoins de formation, de l'élevation du niveau de vie, des plus hauts standards d'éducation, de la nécessité, dans tous les domaines, d'une plus grande ouverture internationale. Dans une époque qui paraît couramment économique, douloureuse, encadrée par la faim, par la course des guerres, par le terrorisme, matérialiste en somme, car les idéologies de l'espérance ont déserté plus vite que prévu, la culture a une vocation plus forte que celle de dresser les décors de l'oubli ou d'inventer, sur le mode suranné, un art de se survivre. Point par point, elle correspond aux exigences les plus modernes, celles de l'industrie, de la science, de l'avancée médiatique, des politiques contrastées qui s'accrochent jalousement à leur identité et doivent pourtant aller et venir sur les chemins variés du cosmopolitisme.

COURRIER DES LECTEURS

La mort du général de Larminat

Sous la plume d'André Fontaine (*Le Monde* du 1^{er} août) on a pu lire que les conditions dans lesquelles le général de Gaulle a institué le tribunal militaire que devait présider le général de Larminat auraient conduit celui-ci au suicide.

Comme le savent tous ceux qui ont conservé en mémoire le texte de la lettre au général de Gaulle laissée sur sa table de nuit par le général de Larminat, il s'agit là d'un contre-sens. Cette lettre a été rendue publique. J'en ai lu le manuscrit, le jour même. Elle ne contenait pas un mot de critique, ni de regret, d'avis accepté la présidence du tribunal.

Le Monde du 12 juillet 1962 a publié un texte de M. André Bouloche qui peut encore aujourd'hui servir à rappeler les véritables raisons du geste du général de Larminat, dont la mémoire demande qu'elle ne soit pas dénaturée.

OTHAR AMILAKVARI
Souissi (Maroc).

[La « libre opinion » de M. André Bouloche à laquelle se réfère le prince Othar Amilakvari - fils du héros de la Cour militaire de justice, à la tête de laquelle la confiance et l'estime du chef des Français libres l'avaient appelé.]

Cet été à Paris
branchez vous en anglais

Un entretien personnel, sans engagement de votre part, permet d'analyser vos besoins. Les professeurs d'I.L.C., tous diplômés et de langue maternelle anglaise, vous proposeront la formule la mieux adaptée. En petit comité et à votre rythme. A partir de 200 F la semaine.

INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
20, Passage Dauphine
75006 Paris
Tél. 43.25.41.37

« LES TROIS FRANCE », d'Hervé Le Bras
Famille, région, nation

A U-DELA des moyennes nationales, nécessairement réductrices, trouver le sens caché des comportements régionaux, expliquer la lente et inégale industrialisation de la France par le contrôle différencié de la reproduction, telle est l'ambition d'Hervé Le Bras.

L'histoire de ce contrôle, depuis plus de deux siècles, diffère selon les régions autant par le moment de son déclenchement que par ses modalités : est elle-même liée à trois grands types de « tempéraments », d'aspirations et de conceptions d'organisation familiale et politique, issus de trois forces autrefois dominantes selon les régions : la force familiale, qui s'exprimait par les familles complexes (famille-souche, famille patriarcale) aujourd'hui presque complètement disparues mais dont subsistent de nombreux éléments de la régulation sociale qu'elles avaient mis en place dans le Sud-Ouest, le Sud-Est et le Centre du pays ; la force régionale ou locale, structurée socialement et politiquement par la religion catholique, dominante en Bretagne, dans l'Est, au Sud du Massif Central et au Pays basque ; enfin, s'opposant aux deux premières, cherchant à les soumettre, la troisième force est la force nationale, celle du centralisme parisien qui l'emporte dans la troisième France, celle du Bassin parisien.

A travers le désordre apparent des comportements économiques, démographiques, familiaux, sociaux et électoraux, Hervé Le Bras, à l'aide de nombreuses cartes nous en avons

recensé deux cent vingt-deux, fait progressivement apparaître ces trois France.

Cet ouvrage ambitieux foisonne d'hypothèses et de recherches systématiques d'explications, parfois irritant et souvent séduisant, solidement appuyé sur une documentation remarquable et en particulier sur les recherches antérieures de l'auteur sur la famille.

« L'histoire », écrit-il, n'est pas faite de mystérieuses coïncidences à des siècles de distance. Elle existe toujours, sous des mécanismes précis, par lesquels les phénomènes se perpétuent et resurgissent. On aura compris que les mécanismes décrits, qui partent du politique (au sens exact du terme) pour aboutir à l'économie en passant par la démographie, sont en totale contradiction avec la vision des marxistes.

Economistes, sociologues, statisticiens et autres spécialistes de l'aménagement du territoire ne trouvent pas d'avantage grâce aux yeux de l'auteur. Tous pourtant ne sauraient que tirer profit de cette radiographie approfondie qui permet de mettre au jour des explications inédites et originales : ainsi de l'importance du vote en faveur du Front national, mis en équation, et dont la carte est rapprochée de celle du suicide au début du siècle, de celle de la richesse et des migrations internes et, plus profondément, de celle des familles nucléaires de tradition ancienne...

PIERRE SURAULT.

★ Editions Odile Jacob, Seuil, 1986, 267 p., 99 F.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde ».

Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wauters.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Conducteur en chef :
Claude Sales.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. : MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 331 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à fournir leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 420 dr. ; Tunisie, 465 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 216 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-R., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Hongrie, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 6 000 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 3 kr. ; Pays-Bas, 2 g. ; Portugal, 710 esc. ; Sénégal, 205 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,20 F. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$.

La tension au Sud du Liban

La FINUL au cœur des rivalités chiites

La situation de la FINUL au Liban du Sud « reste préoccupante », estime le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond. Quelques heures après le déroulement pacifique d'une manifestation chiite dimanche 24 août à Maarakeh, non loin du quartier général du contingent français, le ministre interrogé par Antenne 2, a relevé que « le problème de fond » des conditions dans lesquelles cette force exerce sa mission « reste posé ». Il a réaffirmé que la France ne retirait « pas un iota » de ses soldats, mais souligne qu'à terme « aucune hypothèse n'était exclue ». Pour M. Raimond, « il faut sortir » de la situation actuelle où les soldats français « sont des cibles », comme ce fut le cas la semaine dernière lorsque quinze « casques bleus » ont été blessés.

La manifestation de Maarakeh était dédiée à la mémoire de Haidar Khalil, un responsable chiite local, tué le 11 août par un « casque bleu » français — incident qui devait déclencher les affrontements des jours suivants. Ces accro-

chages ont mis en relief l'opposition ouverte entre les deux composantes du mouvement chiite : Amal (dont le chef, M. Nabih Berri, était ce week-end dans le sud de la France), qui souhaite la maintien de la FINUL dans la région, d'une part, et le Hezbollah (parti de Dieu, intégristes pro-iraniens) définitivement opposé à la présence des « casques bleus », d'autre part.

Préoccupé par un éventuel retrait français, le président libanais, M. Amine Gemayel, doit réunir cette semaine les ambassadeurs des pays fournissant un contingent à la FINUL (France, Irlande, Finlande, Fidji, Ghana, Suède, Népal, Norvège et Italie), et annoncer la radio la Voix du Liban (phalangiste).

Enfin, alors qu'on avait évoqué, la semaine dernière, l'éventuel départ du porte-avions Foch pour le Liban, un communiqué officiel a indiqué, dimanche soir, que le bâtiment devait appareiller ce lundi pour deux jours de manœuvres au large des côtes françaises. — (AFP.)

BEYROUTH
de notre correspondant

La FINUL (Force interarmées des Nations Unies pour le Liban du Sud) est-elle en train de subir le même sort que la Force multinationale des années 1982-1984 à Beyrouth, c'est-à-dire de se muer en un corps étranger implanté dans un environnement hostile, soumis à un harcèlement croissant ? Bien qu'une manifestation à Maarakeh, au sud du Liban, dimanche 24 août, se soit déroulée dans l'ordre, à quelques centaines de mètres du poste français où s'est produit le principal incident entre « casques bleus » et miliciens chiites, rien n'est réglé, au contraire.

Sous l'influence de l'aile modérée de la communauté chiite — réunie pour la circonstance, Cheik Mohamed Mehdi Chamseddine, vice-président du conseil supérieur communautaire, se retrouvant côte-à-côte avec les chefs locaux d'Amal, — la manifestation a été placée sous le signe de l'appui à la résolution 425 du Conseil de sécurité en vertu de laquelle la Finul est déployée au Sud. Mais, en même temps, concession au courant de fond qui balaye la communauté chiite libanaise, le représentant d'Amal a dû souligner : « Nous n'adoptons en aucune façon une

position opposée à celle de la République islamique d'Iran notamment concernant le Liban et le Sud. » Or la position de l'Iran, exprimée la semaine dernière et relayée au Liban par les intégristes du Hezbollah (parti de Dieu), est très claire : rejet de la résolution 425. Si bien que Damas a dû demander des explications à son infortuné allié iranien sur cette question cruciale, le président Hafez El Assad déléguant samedi son vice-président, M. Abdelhelim Kaddham à Téhéran.

Tandis que se déroulait la manifestation de Maarakeh sous un très strict contrôle d'Amal, qui avait été jusqu'à prendre à sa charge la garde du poste français à la place des sentinelles de faction, Cheik Mohamed Hussein Fadlallah, guide spirituel du Hezbollah, déclarait : « Cette résolution (425) stipule certes le retrait inconditionnel de toutes les forces étrangères du Liban du Sud mais elle stipule également la fermeture définitive du dossier de la résistance contre Israël de manière que toute action des moudjahidines [combattants de l'islam] soit considérée comme un crime national (...). elle pourrait être positive actuellement pour le Liban et pour la sécurité du Sud, mais, à l'avenir, elle enclencherait le Liban, le Sud, et la région tout entière. (...) »

« Nous ne sommes pas contre la FINUL, mais contre sa mission, a

poursuivi Cheik Fadlallah, ajoutant : « La France cherche à améliorer sa position et à affirmer sa présence au Liban du Sud ; ses projets ne sont pas nécessairement dans l'intérêt des sudistes. »

La FINUL harcelée

Hostilité potentiellement grandissante au sud à l'égard de la FINUL et épreuve de force entre modérés et intégristes de la communauté chiite constituent des perspectives inquiétantes. Le harcèlement de la FINUL est en passe de devenir incessant : après les graves accrochages de Maarakeh avec le contingent français, à la mi-août, et l'incident du 21 août où la patrouille irlandaise qui a sauté sur une mine (un mort, deux blessés), le contingent français a été l'objet d'une attaque, de même qu'un autre poste français à Oudj-Blos, dans la nuit de vendredi, qui n'a fait deux blessés.

La FINUL n'en est pas à ses premières victimes, mais, jusqu'à présent, elle évoluait en terrain ami, même lorsqu'elle était en conflit ouvert avec les forces actives de la région : Palestiniens d'abord, pro-iraniens de l'Armée du Liban du Sud, et même parfois éléments armés chiites locaux. Aujourd'hui, son environnement devient hostile. Les Français sont les premières victimes, mais c'est le mandat de l'ensemble de la FINUL, qui risque d'être remis en cause.

LUCIEN GEORGE

« La sort des otages du Liban. — M. Jean-Bernard Raimond a indiqué, dimanche 24 août, qu'il ne saurait envisager de se rendre en Iran ni de normaliser les relations avec ce pays « tant que les [sept] otages français ne sont pas libérés ». Interrogé par Antenne 2, M. Raimond n'a, toutefois, pas exclu de rencontrer une personnalité iranienne ailleurs qu'à Téhéran.

Les relations entre Le Caire et Washington

Les manœuvres aéronavales américano-égyptiennes prouvent que l'incident de l'« Achille-Lauro » est clos

Selon le Washington Post, les manœuvres aéronavales américano-égyptiennes prévues du 24 au 28 août en Méditerranée se déroulent au large de la Libye, mais pas dans le golfe de Syrte. Les responsables cités par le journal soulignent que ces manœuvres « de routine » étaient prévues depuis plusieurs mois et qu'elles ne constituent pas le prélude à une nouvelle opération militaire contre la Libye. Le Wall Street Journal affirme cependant que l'administration Reagan s'apprête à administrer au colonel Kadhafi une « nouvelle leçon » et que le Pentagone est en train d'élaborer

des projets de nouveaux et plus importants bombardements d'objectifs libyens.

Le début des manœuvres américano-égyptiennes a coïncidé avec l'arrivée en Libye du président syrien Hafez el Assad, accompagné d'une importante délégation. Dès son arrivée, M. Assad a rendu hommage à la Libye, « qui reste ferme face aux plans impérialistes », et a affirmé que « toute attaque contre la Libye, que nous soutenons fermement (...), est une agression contre la Syrie et la nation arabe tout entière ».

LE CAIRE
de notre correspondant

L'incident américano-égyptien qui a suivi le détournement de l'« Achille-Lauro » est clos. Tel est le sens des manœuvres Sea Wind qui ont débuté dimanche 24 août au large des côtes égyptiennes. Deux porte-avions de la VI^e Flotte : le Forrestal et l'America, des escorteurs et des navires de débarquement participent à l'exercice consistant à attaquer une cible côtière puis à y établir une tête de pont. L'armée égyptienne s'exerce, elle, à répondre à une attaque venant du large, grâce notamment à ses escadilles de F 16 de fabrication américaine.

Ces manœuvres auraient dû en fait se dérouler en décembre dernier. Elles avaient toutefois été reportées sine die par le président Moubarak en octobre, à la suite de l'affaire de l'« Achille-Lauro ». Les chasseurs américains partis justement des ports-avions de la VI^e Flotte avaient intercepté et détruit sur la base de Sigonella en Sicile le Boeing d'Egyptair transportant les quatre pirates palestiniens. Le raid avait qualifié l'intervention américaine d'« acte de piraterie » et de « crise très grave nécessitant beaucoup de temps pour pouvoir être dépassée ».

Aujourd'hui la « blessure » s'est cicatrisée, presque l'Egypte accorde de nouveaux aux Etats-Unis les facilités militaires octroyées initialement par le président Sadate. Les dernières manœuvres conjointes datent de l'an dernier. Dix mille soldats américains appartenant aux trois armées avaient participé, en août dernier, aux manœuvres Bright Star 85, qui s'étaient déroulées en Egypte.

Un note que les manœuvres Sea Wind se déroulent tant à l'intérieur des eaux égyptiennes, près d'El-Alamein, à l'ouest d'Alexandrie, que dans les eaux territoriales, à quelques centaines de kilomètres seulement des côtes libyennes, mais pas dans le golfe de Syrte, au-delà de la « ligne de mort » fixée par le colonel Kadhafi. Cependant, un aussi grand déploiement de forces ne peut que provoquer sa colère tant contre les Américains que contre les Egy-

ptiens. Ces derniers, qui avaient condamné en avril le raid américain contre la Jamahiriya, semblent aujourd'hui revenus à leur hostilité traditionnelle à l'égard du régime de Tripoli.

Il faut enfin souligner que l'exercice américano-égyptien a lieu au moment où le commandant en chef de l'armée de l'air égyptienne vient de terminer une série d'entretiens avec les responsables du Pentagone, à Washington. Le général Abdel Hamid Helmi a déclaré, à l'issue de sa visite aux Etats-Unis que « les Américains ont approuvé toutes les demandes formulées par l'Egypte ».

ALEXANDRE BUCCIANTI

Selon « le Point »

Deux Airbus ont été livrés à la Libye malgré l'embargo occidental

La Libye a réussi à contourner l'embargo occidental en prenant livraison de deux Airbus A-310, avec leurs moteurs américains General Electric, que lui a vendus, à son insu, la British Caledonian. C'est ce que révèle le Point du 25 août. M. Stephen Vella, le directeur de la deuxième compagnie britannique, s'est rendu compte de la supercherie en téléphonant à son présumé client, le président de la compagnie Europe Aero-Service (sous-traitant de la compagnie Air France), M. Georges Masurel. Celui-ci ignorait tout de la transaction en question. La British Caledonian a dû reconnaître qu'elle avait été joindé par une société de Hongkong, la Cobra Airways, qui couvre les achats clandestins du colonel Kadhafi.

Les deux appareils, immobilisés à Amman (Jordanie) et Dabat (Emirats Arabes unis), ont finalement été livrés à Tripoli après l'échec de la procédure judiciaire pour empêcher la transaction. « Les deux avions sont en Libye et il n'y a guère de chance de les récupérer », a déclaré un porte-parole du Foreign Office. Début août, l'hélicoptère britannique The Observer avait fait

état de la livraison du premier Airbus par l'intermédiaire de plusieurs sociétés égyptiennes. M. Masurel, condamnant une négligence qui fait tort à sa société, a fait part de son intention d'attaquer British Caledonian en justice : « Il est impensable que sur un contrat portant sur une telle somme une compagnie puisse accepter un simple telex pour traiter avec deux sociétés, dont une totalement inconnue, la société suisse Charlie Bravo Trade and Cargo. »

Selon M. Masurel, British Caledonian n'a pas effectué les démarches pour savoir qui était l'utilisateur final de ces appareils. Le montant de la transaction, 100 millions de francs, semble avoir endormi la vigilance de la compagnie aérienne britannique qui avait dû licencier mille employés en mai. Depuis un an, la compagnie cherchait à vendre ces Airbus pour compenser financièrement la diminution de son trafic sur l'Atlantique nord.

Il y a quelques années les Etats-Unis s'étaient opposés, avec succès, à la vente par Airbus Industrie de deux Airbus à la Libye.

Asie

Une nouvelle enquête sur la tragédie du Boeing sud-coréen conclut à une série d'erreurs des militaires soviétiques

Washington. — Le Boeing sud-coréen abattu le 26 septembre 1983 par la chasse soviétique n'était pas une mission d'espionnage, mais les Soviétiques ont cru, en raison d'une série d'erreurs, qu'ils attaquaient un avion de reconnaissance américain, affirme une nouvelle enquête sur cette affaire.

Dans un article à paraître dans le numéro de septembre de la revue Atlantic Monthly, M. Seymour Hersh, ancien journaliste au New York Times, indique que le Boeing de la compagnie sud-coréenne n

pénétra dans l'espace aérien soviétique au-dessus de la péninsule de Kamtchatka du fait d'erreurs de navigation de son équipage.

M. Hersh se fonde sur des informations des services américains de renseignement, ainsi que sur des interviews de responsables soviétiques, dont le chef d'état-major, le maréchal Ogarkov, réalisées en 1984 en URSS.

Selon l'article d'Atlantic Monthly — qui doit faire l'objet d'un livre, La chute est décevante, paraitra en septembre, — les Américains ont intercepté les premières communications soviétiques concernant l'intrusion de l'avion dans l'espace aérien de l'URSS, mais celles-ci n'ont été analysées que quatre heures plus tard, trop tard, pour avertir l'appareil.

Ces conversations révélaient, selon l'auteur, que les militaires soviétiques ont confondu le Boeing civil avec un appareil américain de surveillance électronique, et que le pilote qui a tiré sur l'appareil n'a pas suivi les ordres stipulant une reconnaissance visuelle avant toute attaque. L'une de ces conversations a eu lieu en clair, après que les lignes téléphoniques assurant le secret des communications soit tombées en panne. L'officier soviétique se trouvant sur la côte du Pacifique s'efforçait d'obtenir des instructions de Moscou. « Il n'allait pas abattre un appareil américain, indique un analyse des services américains, sans obtenir une autorisation du commandement à un niveau plus élevé. »

Selon des responsables américains cités dans l'article, l'erreur des Soviétiques pourrait s'expliquer par l'important trafic habituel d'avions de reconnaissance américains au-dessus de cette région. D'après M. Hersh, les radars soviétiques ne pourraient, en effet, faire la différence entre des appareils de tailles diverses et, en certaines occasions, la chasse soviétique a même attaqué par erreur des avions de lignes soviétiques.

Enfin, M. Hersh attribue la faute de navigation de l'équipage sud-coréen à des erreurs dans la programmation du système de navigation de l'appareil. — (AFP, UPL.)

INDE Téléphone à main armée

NEW-DELHI
de notre correspondant

Les tribulations de l'interurbain ont un raison, samedi 23 août, des nerfs de l'ancien ministre de l'intérieur. Après plusieurs essais infructueux auprès du standard pourtant réservé aux VIP (personnalités), M. Sethi, un peu éméché dit-on, se précipite en pleine nuit au central téléphonique de la capitale indienne suivi de ses deux gardes du corps et de son beau-fils.

Déjà, son revolver, il gagnait le neuvième étage de l'immeuble où travaillait son informateur opérationnel et commençait à l'insulter. « Je peux me payer des filles comme vous pour cinq roupies », murmurait-il notamment. C'en était trop pour ses collègues, en majorité des femmes, qui commencent aussitôt tout travail, coupant ainsi le courant au reste du pays pendant quarante-huit heures, malgré l'intervention de l'armée.

Les accusations de M. Sethi auprès de ses « sœurs » ont un peu calmé la tempête, mais seule la promesse de poursuites judiciaires contre ce membre du Parlement a pu stopper la fureur des trois mille employés du téléphone. — (Interim.)

La guerre du Golfe

L'imam Khomeiny veut « pousser Saddam Hussein à se suicider ou à abandonner le pouvoir »

S'adressant à de hauts responsables du gouvernement et à des chefs militaires réunis dans une mosquée proche de sa résidence, l'imam Khomeiny a réaffirmé, dimanche 24 août, sa détermination de « poursuivre la guerre jusqu'à la victoire » et de « refuser toute proposition de l'extérieur ». « Certains », a-t-il dit, « appellent à la paix et au compromis, et affirment qu'on peut trouver un arbitre qui règlera les problèmes. En sept ans, nous avons eu le temps d'apprendre que étaient ces arbitres et le genre de personnes que peuvent être ces prétendus pacifistes. »

Il a ajouté : « Saddam Hussein a été frappé en plein front. Il a subi de tels coups qu'il ne sait pas ce qu'il fait. Tantôt il menace, tantôt il supplie et qu'on lui dise : « Puisse le monde couler avec moi. » En conséquence, il faut lui infliger un dernier coup pour le pousser à se suicider ou à abandonner le pouvoir avant qu'il ne cause d'autres dégâts à l'Irak, tel un royaume qui préfère entrainer d'autres dans la mort. »

L'escalade du conflit inquiète Damas

Les risques d'escalade de la guerre entre l'Iran et l'Irak inquiètent Damas, qui l'a fait savoir directement à plusieurs reprises à l'Iran, dont la Syrie reste le meilleur allié au sein du monde arabe, malgré des approches différentes du problème libanais. Le vice-président syrien, M. Abdel Halim Khaddam, qui a effectué une visite de quelques heures samedi à Téhéran, a remis au président iranien, l'holodjolestan Ali Khamenei, un message dans ce sens du président Hafez el Assad, le deuxième en l'espace de cinq jours. De source bien informée à Damas,

on indique que c'est à la demande de l'Arabie saoudite, avec qui la Syrie entretient de bonnes relations, que le président Assad a délégué à Téhéran M. Khaddam, à la suite des violentes menaces formulées vendredi dernier par le président iranien à l'adresse des pays du Golfe.

M. Khamenei avait mis en garde « certains régimes du Golfe » dont l'aide permet à l'Irak de poursuivre sa guerre contre l'Iran, « menaçant ainsi de « mettre en danger toutes les exportations pétrolières du Golfe ». (Le Monde daté 24-25 août). Du côté libanais, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, est arrivé dimanche à Damas, pour participer, selon l'agence iranienne d'information IRNA, à une cinquième réunion conjointe des chefs de la diplomatie syrienne, libyenne et iranienne. — (AFP, Reuters.)

● ISRAËL : amnistie de sept membres du Shin Beth. — Le président israélien, M. Haim Herzog, a amnistié dimanche 24 août sept agents des services de sécurité israéliens (Shin Beth) directement impliqués dans le meurtre de deux Palestiniens qui avaient détourné un autobus israélien en avril 1984. Cette mesure fait suite à l'amnistie accordée la mois dernier par le président de l'Etat hébreu à quatre responsables du Shin Beth, impliqués dans le même affaire.

M. Herzog a expliqué sa décision par des « impératifs de sécurité de l'Etat », et a estimé qu'il aurait été injuste de punir des agents subalternes, une fois la grâce accordée aux responsables. M. Herzog avait en effet accordé la mois dernier des mesures de grâce au responsable du Shin Beth, M. Avraham Shalom, et à trois de ses adjoints, impliqués dans cette affaire. — (AFP.)

Une histoire des mers du bout du monde

Afrique

Catastrophe naturelle au Cameroun

Des émanations de gaz font de nombreuses victimes dans une région volcanique

Des émanations naturelles de gaz toxique ont fait de nombreuses victimes au bord du lac volcanique de Nioa, près de la ville de Wena, dans la province du nord-ouest du Cameroun. Elles ont commencé le vendredi 22 août, mais la situation s'est aggravée samedi. Il était impossible d'évaluer le nombre des victimes, qui se

comptent sans doute par centaines. Le gouvernement camerounais a lancé un appel à l'aide internationale, auquel la France pourrait être un des premiers pays à répondre, en même temps qu'Israël. En effet, le premier ministre, M. Shimon Pérès, est reçu en visite officielle à Yaoundé lundi et mardi.

La situation est « grave », indiquait lundi le radio camerounais, tout en restant assez vague sur ce qui se passait exactement. Certaines sources camerounaises présentent le gaz mortel comme un dérivé de l'anhydride sulfureux. Selon le volcanologue Haroun Tazieff, il s'agit plutôt d'une « émission non violente de gaz carbonique ».

M. Haroun Tazieff, interrogé par l'AFP, a déclaré : « Si l'émission avait été violente, le gaz, expédié à haute altitude, se serait mélangé à l'air et aurait été donc sans danger pour les populations. Par contre, lorsqu'il s'agit d'une émission non violente, le gaz s'écoule à la surface du sol comme de l'eau car il est plus lourd que l'air. Le gaz se trouve alors sur plusieurs mètres d'épaisseur sur le sol. J'ai été moi-même pris dans du CO₂ et je peux vous dire que l'on ne peut pas respirer. On est asphyxié sans douleur. Ni l'hydrogène sulfureux (H₂S) ni l'anhydride sulfureux (SO₂) ne peuvent entraîner ce genre de décès lorsqu'il y a émanation. Ces deux gaz sont plus légers que l'air et les populations ne peuvent donc se laisser recouvrir. En outre, ils dégagent une telle odeur de pourri que les gens sont alertés et ne restent pas à proximité ».

M. Shimon Pérès arrive avec des médecins

Cette catastrophe a eu lieu alors que le Cameroun s'apprêtait à recevoir M. Shimon Pérès. Cette visite, la première d'un chef de gouvernement israélien en Afrique noire depuis vingt ans, devait aboutir au rétablissement des relations diplomatiques entre le Cameroun et l'Etat hébreu. (Le Monde du 24 et 25 août). M. Pérès a décidé juste avant son départ d'apporter avec lui une équipe de quinze médecins militaires pour secourir les victimes camerounaises.

Parallèlement, un renforcement du contrôle des dépenses publiques au niveau de l'Etat et des entreprises publiques est à l'étude. Il a été également décidé de mettre fin au régime du travail limité à la matinée dans les administrations pendant la période estivale le 1^{er} novembre au plus tard. Le congé compensatoire pour les jours fériés coïncidant avec les jours hebdomadaires du dimanche. Ces deux décisions, qui risquent de ne pas être très populaires, « tendent à inciter toutes les forces du pays à davantage d'efforts, de travail et de don de soi », a dit encore M. Sfar.

Enfin, le premier ministre a annoncé que le président Bourguiba avait nommé M. Béchir Khantouche membre du bureau politique du PSD, où une place était vacante depuis que l'ancien premier ministre, M. Mohamed Mzili, en avait été écarté le 24 juillet. M. Khantouche, originaire du Sahel et avocat au barreau de Tunis, avait fait, en juin, son entrée au comité central du parti, antichambre du bureau politique. Il s'est particulièrement distingué comme avocat de la partie civile dans des affaires de corruption et de mauvaise gestion dans lesquelles étaient impliqués des proches de M^{me} Wasila Ben Ammar (dont le président vient de divorcer) obtenant à leur rencontre des condamnations maximales.

MICHEL DEURÉ.

TUNISIE : la campagne pour la « propreté »

Les dirigeants devront présenter un état de leurs biens

TUNIS
de notre correspondant

Depuis qu'il a lancé sa campagne contre la corruption, le président Bourguiba n'a eu de cesse d'insister sur l'exemple que doivent donner en priorité les cadres du pays. Les appels à cette « propreté », que renouvelle en toute occasion le chef de l'Etat, s'ont, semble-t-il, pas toujours été entendus par l'ensemble du haut personnel politique. Ainsi obligation va-t-elle être faite à tous les responsables, et plus particulièrement aux membres du bureau politique du Parti socialiste destourien (PSD), aux ministres, aux gouverneurs (préfets) et aux présidents-directeurs généraux des entreprises publiques de présenter un état de leurs biens au début et à la fin de leur mission.

Le bureau politique du PSD doit mettre au point les dispositions relatives à cette mesure dans les prochains jours. Le premier ministre, M. Rachid Sfar, qui venait de s'entretenir avec le président, a déclaré, samedi 23 août, que cette initiative « illustre la résolution bourguibienne d'instaurer la propreté et de permettre aux responsables de travailler dans une atmosphère de confiance et à l'abri des suspicions » et qu'elle est de nature « à galvaniser les énergies, à conférer plus de transparence à la gestion, à dissiper les rumeurs ».

CEPES
SCIENCES-PO
préparations d'été ou annuelles sur place, et par correspondance
1^{re} et 2^e année - Fin d'A.P. - 2 centres : Quartier latin du Nouilly

36.15 le 15/9:

bientôt, Le Monde va crever l'écran.

Le Monde sur Minitel, le 15 septembre 1986.

Amériques

EL SALVADOR

Accord de principe entre le gouvernement et la guérilla pour de nouveaux pourparlers de paix

Mexico. — Les représentants du gouvernement et ceux de la guérilla de Salvador ont conclu un accord de principe samedi 23 août à Mexico pour engager de nouvelles négociations de paix. La rencontre, au plus haut niveau, devait avoir lieu le 19 septembre à San Salvador, une ville salvadorienne située à 153 kilomètres à l'est de la capitale, San Salvador, et qui a été le théâtre de nombreux combats entre l'armée et les guérilleros depuis six ans.

Le président Duarte devait assister à cette nouvelle rencontre avec

les délégués de la guérilla pour tenter de trouver une issue pacifique à une guerre civile qui a déjà fait au moins 60 000 morts, la plupart non combattants. La dernière rencontre entre les autorités et les délégués de la guérilla a eu lieu en novembre 1984, près de San Salvador, et s'était soldée par un échec complet.

Mgr Rivera y Damas, archevêque de San Salvador et médiateur entre le gouvernement et les insurgés du Front Farabundo-Martí de libération nationale, a confirmé l'accord

de principe conclu samedi. Il a également précisé que les deux délégations avaient laissé ouverte la possibilité d'une modification de la date et du lieu de la rencontre au plus haut niveau. Une nouvelle réunion préparatoire doit avoir lieu à cet effet, sans doute à Mexico, dans la première quinzaine de septembre.

Deux des représentants de la guérilla, aux pourparlers de Mexico, MM. Salvador Samayoa et Jorge Villacorta, ont déclaré qu'ils avaient dû accepter que la réunion du 19 septembre se tienne ailleurs que dans la capitale. « Le gouvernement, ont-ils dit, s'était montré absolument intransigent sur ce point ». Et ils ont insisté sur le fait que l'accord conclu samedi à Mexico ne peut en aucun cas « être considéré comme définitif ». « Tout dépend, ont-ils ajouté, de la nouvelle réunion préparatoire au cours de laquelle devraient être également définis l'ordre du jour et les modalités de la rencontre de San Salvador ».

On estime dans les milieux proches des deux délégations que le dialogue « au fond » reste bloqué en dépit de l'accord de principe pour une troisième série de pourparlers de paix. Le gouvernement salvadorien maintient son offre d'amnistie générale seulement si les insurgés déposent les armes sans conditions. De leur côté, les délégués de la guérilla insistent sur la nécessité « de conclure des accords concrets afin de parvenir à la paix de façon progressive ». — (AFP, AP, Reuters.)

● CHILI : arrestation d'un témoin de la mort d'un manifestant. — M. Pedro Marcelo Martínez Pradenas, qui a vu des militaires bruler deux jeunes manifestants le 2 juillet dernier à Santiago, provoquant la mort de l'un d'eux, a été arrêté samedi 23 août, ont annoncé ses avocats. Ils ont par ailleurs affirmé qu'un autre « témoin », M. Jorge Salazar, avait été séquestré samedi 23 août, durant quatre heures, par trois hommes et une femme, qui ont exigé, sous la menace, qu'il ne se rende pas au tribunal pour témoigner. — (AFP, Reuters.)

ETATS-UNIS

Arrestation pour espionnage d'un fonctionnaire soviétique des Nations unies

Washington. — Un fonctionnaire soviétique des Nations unies a été arrêté pour espionnage, le samedi 23 août, à New-York, tombant dans un piège tendu au terme de trois années d'enquête, a annoncé le Bureau fédéral d'investigation (FBI). M. Guennadi Fedorovitch Zakharov a été interpellé dans une section de métro, après qu'il eut acheté pour 1 000 dollars des documents sur le moteur d'un avion de l'armée de l'air américaine. Son contact était un étudiant qui travaillait pour deux compagnies spécialisées notamment dans les matériaux de défense, et qui depuis trois ans était en fait un informateur du FBI.

M. Zakharov, trente-neuf ans, était arrivé en 1982 aux Etats-Unis pour travailler au centre pour le développement de la science et de la technologie du secrétariat de l'ONU. Il y a trois ans, l'agent soviétique avait passé contrat avec l'Union, qui, en contrepartie du financement de ses études, devait lui fournir des documents techniques pas nécessairement secrets mais difficilement accessibles, dans le domaine de la robotique et de l'informatique.

Le visa de M. Zakharov ne lui donne qu'une immunité diplomatique limitée qui ne couvre pas l'espionnage, a indiqué le FBI. Il risque la prison à vie. — (AFP, AP, Reuters.)

Nouveau tir réussi d'un missile intercontinental américain MX

Washington. — L'armée de l'air américaine a procédé, samedi 23 août, avec succès, à un troisième tir d'un missile intercontinental MX, qui, pour la première fois, a dirigé de fausses ogives nucléaires sur deux objectifs différents. Le missile MX, porteur de neuf ogives, a parcouru en trente minutes plus de 6 700 kilomètres entre la base de Vandenberg (Californie) et sa zone cible dans le périmètre d'essais des Kwajalein (Iles Marshall) du Pacifique, a précisé le Pentagone. Le MX, dernier des missiles intercontinentaux américains, peut porter jusqu'à dix têtes nucléaires indépendantes, sur une distance supérieure à 9 600 kilomètres; il a plus de précision que les vieux missiles Minuteman qu'il doit remplacer.

● URSS : tir de fusées porteuses. — L'URSS a annoncé samedi 23 août qu'elle avait procédé à des tirs de fusées porteuses dans l'océan Pacifique, du 28 août au 5 septembre. Les armes testées seraient, selon les spécialistes occidentaux, des fusées balistiques à parabole haute lancées à partir de sous-marins, mais l'absence d'indications sur la hauteur de l'espace aérien interdit d'empêcher de se faire une idée précise sur la nature des missiles. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Chine Pékin accuse l'Inde d'incursions militaires

Pékin. — La Chine a accusé samedi 23 août l'Inde de poursuivre ses incursions militaires en territoire chinois aussi bien par voie terrestre qu'aérienne. « L'Inde franchit l'actuelle zone de contrôle (entre les deux pays) en plusieurs endroits afin de grignoter une partie du territoire chinois et de créer ainsi de nouvelles zones de dispute », affirme la Quotidien du peuple, l'organe du Parti communiste chinois.

Les diplomates occidentaux en poste à Pékin soulignent que c'est la première fois depuis plusieurs années que la Chine prend l'initiative d'accuser l'Inde de violations territoriales. « Jusqu'à présent, elle se contentait de rejeter avec vigueur les accusations indiennes », a indiqué l'un d'entre eux. Le Quotidien du peuple ajoute qu'en dépit des remarques répétées de la Chine l'Inde continue sa « politique expansionniste ». Tous les jours, selon le journal, toutes les accusations indiennes d'intrusion chinoise en territoire indien sont « sans fondement ». — (AFP.)

Un Américain condamné pour espionnage

Pékin. — Un citoyen américain d'origine chinoise, M. Shansu Loo, a été condamné à douze ans de prison en Chine pour espionnage au profit des Etats-Unis et de Taiwan, a annoncé samedi 23 août l'agence Chine nouvelle.

La Chine fait régulièrement état de cas d'espionnage au profit de Taiwan, mais c'est la première fois depuis l'établissement des relations diplomatiques en 1979 qu'elle accuse Washington de collusion avec les autorités nationalistes. Un porte-parole de l'ambassade des Etats-Unis à Pékin a déclaré que le gouvernement américain n'a rien à voir dans cette affaire. Un responsable consulaire a rétorqué ainsi qu'il est pour vérifier que M. Loo bénéficiait des droits que lui accorde la loi chinoise. (AFP.)

Nicaragua Le vice-président de la chambre de commerce arrêté

Managua. — Le vice-président de la chambre de commerce de Nicaragua, M. Guillermo Quirós, a été arrêté sous l'inculpation d'espionnage au profit des Etats-Unis, a annoncé dimanche 24 août, le ministre de l'Intérieur.

M. Quirós a été arrêté le 19 août, a indiqué le ministère dans un communiqué, précisant qu'il a reconnu avoir été recruté par la CIA (services de renseignement américains) et a admis avoir reçu du matériel et un entraînement adéquat pour remplir sa mission. Toujours selon le communiqué, les enquêteurs ont découvert au cours d'une perquisition au domicile de M. Quirós les codes qui lui permettaient de déchiffrer les messages que lui faisait parvenir par radio la CIA.

Les autorités ont annoncé qu'elles poursuivaient leur enquête pour découvrir d'éventuels collaborateurs du vice-président. — (AFP.)

Panama

Le président Delvalle hostile à l'entraînement des « contras » par les Américains

Panama. — La président du Panama, M. Erik Delvalle, a affirmé, samedi 23 août, que le territoire panaméen ne serait pas utilisé par les Etats-Unis pour l'entraînement militaire des « contras », les rebelles anticomunistes nicaraguayens. Le chef de l'Etat panaméen faisait allusion à des déclarations de porte-parole officiels américains évoquant la possibilité pour les instructeurs américains d'entraîner les « contras »

au Panama, au Honduras et au Salvador.

M. Delvalle a réaffirmé qu'il croyait « au principe d'autodétermination des peuples et à une solution pacifique du conflit en Amérique centrale », comme le préconise le groupe de Contadora, dont fait partie le Panama aux côtés de la Colombie, du Mexique et du Venezuela. Aux termes des traités Torrijos-Carter, l'entraînement militaire de forces étrangères est totalement interdit sur le territoire panaméen. Cette mesure est entrée en vigueur depuis la formation, en 1984, de l'Ecole des Amériques dans la zone du canal. — (AFP.)

Ouganda

Le président Museveni accuse le Soudan d'aider ses adversaires

Kampala. — Le président Museveni a accusé samedi 23 août les troupes gouvernementales soudanaises d'aider les rebelles ougandais qui ont lancé une série d'attaques contre son armée dans le nord du pays, au cours des deux dernières semaines. M. Yoweri Museveni, qui s'adressait aux journalistes et aux diplomates accrédités à Kampala, a notamment affirmé que le Soudan avait permis à 3 000 rebelles ougandais de franchir la frontière pour attaquer, le 21 août, une unité ougandaise stationnée à proximité. Il a affirmé également que les troupes soudanaises avaient fourni aux rebelles des armes et des véhicules, qui ont été saisis.

« Certaines unités soudanaises, qui ont été coupées de leurs arrières par le colonel John Garang [chef de la rébellion du sud du Soudan] tentent maintenant de faire du nord de l'Ouganda une base d'approvisionnement », a ajouté M. Museveni. Il a appelé le gouvernement soudanais à arrêter l'infiltration de rebelles. S'il ne peut le faire, a-t-il dit, « qu'il accorde le droit de suite à l'Ouganda ». — (AFP.)

Philippines Cinq membres de la commission constitutionnelle annoncent leur démission

Manille. — Cinq membres de la commission présidentielle chargée de rédiger une nouvelle Constitution philippine ont annoncé samedi 23 août leur démission.

La commission avait voté peu avant une disposition autorisant les investisseurs étrangers à posséder 40 % du capital des entreprises publiques. A la veille du départ de M^{re} Aquino pour l'Indonésie, ces cinq personnes, dont la démission devait être annoncée ce lundi, ont exprimé leur « dégoût devant l'institutionnalisation de la domination économique étrangère ». L'une d'elles, M^{re} Luz Quesada, a expliqué que la plupart des dispositions concernant l'économie ont été décidées dans la précipitation. « Il était clair que les autres membres défendaient certains intérêts, a-t-elle estimé. « Le contenu pro-philippin de la Constitution est en train de disparaître, et nous ne voulons pas participer à un organisme qui va tromper les Philippines », a-t-elle ajouté.

Par ailleurs, le primate de l'Eglise catholique des Philippines, le cardinal Jaime Sin, a dénoncé le retour d'habitudes existantes avant la prise du pouvoir par M^{re} Aquino, en février dernier. « L'intérêt général n'existe plus, la générosité n'existe plus, même l'esprit de sacrifice qui nous avait unis », a-t-il dit samedi devant une foule, dans la cathédrale de Manille.

« Les vieux politiciens remettent en place les bases de leur puissance personnelle au détriment du bien-être du pays », a-t-il ajouté, notant que les riches « se laissent à nouveau tenter par l'avidité, tandis que le nombre des pauvres augmente ». — (AFP.)

هكذا / من الأصل

Europe

ALLEMAGNE FÉDÉRALE : l'afflux des réfugiés

La communauté tamoule, cible de la campagne contre les demandeurs d'asile

BONN
de notre correspondant

Le gouvernement ouest-allemand, qui examine mardi 26 août de nouvelles mesures pour limiter l'afflux des demandeurs d'asile, envisage notamment d'imposer aux compagnies aériennes des amendes allant jusqu'à 2000 marks (6000 F) pour chaque passager débarqué en RFA sans visa valide. L'ensemble du dossier doit faire l'objet, le 25 septembre, d'une conférence à laquelle le chancelier Kohl a convié les ministres-présidents des Länder et les représentants des grands partis politiques, à l'exception des Verts.

La violente campagne lancée cet été par les milieux conservateurs en faveur de mesures radicales contre l'augmentation du nombre de réfugiés est en train de porter ses fruits. Sur la défensive, les libéraux et le parti social-démocrate ne semblent plus guère en mesure de s'opposer à un durcissement de la politique de Bonn. Le ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, qui avait tenté dernièrement de remettre les pendules à l'heure, a été violemment pris à partie vendredi 22 août par M. Franz Josef Strauss dans le quotidien populaire Bild.

Début août, à Berlin-Est le courant favorable à un renforcement de la législation avait dramatisé l'afflux des réfugiés. L'odyssée des cent cinquante-cinq Tamouls repêchés au large de Terre-Neuve est désormais utilisée pour renforcer le sentiment de plus en plus répandu que les réfugiés politiques ne sont, en fait, que des trouble-fête venus profiter de la générosité de la législation ouest-allemande. L'organisation des Libération Tigers of Tamil Eelam, assez largement implantée dans la communauté tamoule, est accusée de se servir de la RFA comme d'un terrain de manœuvre pour ses opérations en Sri-Lanka.

Cette accusation s'appuie sur les déclarations faites à la police par un des deux intermédiaires tamouls entendus dans le cadre de l'enquête sur l'embarquement clandestin, à bord du cargo *Aurige*, des cent cinquante-cinq réfugiés tamouls. Chacun des passagers avait dû s'acquitter à l'avance d'une somme d'environ 5 000 Deutschmarks (15 000 francs). On ignore cependant à combien se montait le total des fonds rassemblés ; certains, qui avaient payé, n'ont apparemment pas pu être embarqués.

Le lendemain du départ du cargo, avant même que l'affaire ne soit connue, la police de Brême, préve-

nue par l'épouse allemande d'un des deux intermédiaires tamouls, était intervenue pour délivrer celui-ci des mains d'une trentaine de ses compatriotes. Cet intermédiaire a affirmé avoir été victime d'une tentative de racket au profit du Mouvement de libération tamoul. Depuis plusieurs mois une autre enquête est en cours dans le sud du pays sur dix Tamouls également accusés d'avoir extorqué des fonds à des réfugiés.

Un simple travail d'information

L'organisation mise en cause a vivement démenti ces allégations. Jeudi dernier au cours d'une conférence de presse à Bonn. Tout en affirmant représenter 90 % de la communauté tamoule en République fédérale, les Tigers nient en bloc toutes les accusations portées contre eux. Ils affirment ne faire qu'un travail d'information sur la situation au Sri-Lanka et recruter des sympathisants. Leur porte-parole, M. Sathiyam Sathan, a donné une toute autre version de la séquestration de l'intermédiaire. Selon lui, celui-ci était retenu par les personnes qui n'avaient pas pu être embarquées et qui réclamaient le remboursement des sommes versées. Le rôle des Tigers, a-t-il ajouté, s'est limité à jouer les bons offices « pour éviter qu'il y ait des meurtres ».

M. Sathan a profité de la conférence de presse, qui s'est déroulée sous la surveillance discrète de la police des frontières, pour dénoncer la campagne contre les réfugiés tamouls et se plaindre du mauvais accueil qu'ils rencontrent dans certaines parties de la RFA. L'affaire de l'*Aurige* s'explique, selon lui, par la crainte des réfugiés d'être renvoyés vers le Sri-Lanka. « La situation, a-t-il dit, montre que les Tamouls ne sont plus les bienvenus en Sri-Lanka ».

Il y a en RFA 4,5 millions d'étrangers, soit à peu près la même proportion qu'en France. Beaucoup d'entre eux sont tirés (environ 1,5 million), mais les Yougoslaves, les Italiens et les Grecs sont également nombreux. Par rapport à ce chiffre, le nombre des réfugiés est assez limité (600 000), surtout si l'on tient compte du fait qu'il englobe les personnes ayant fui les pays d'Europe de l'Est autres que la RDA (220 000 environ), ainsi que 130 000 personnes pour lesquelles la procédure de demande d'asile est en cours et qui ne sont pas sûres d'obtenir le statut de réfugiés.

HENRI DE BRESSON.

ITALIE

Les ravages de la drogue dans les familles

ROME
de notre correspondant

Les doigts pénétrant maladroitement son visage boursoufflé, Vito Antonio Peluso, vingt-quatre ans, héroïnomane depuis 1978, pleure sur son lit d'hôpital devant les caméras de télévision. Il demande qu'on l'envoie au plus tôt à Poggioreale, le tristement célèbre pénitencier de Naples. « Ma seule chance d'en sortir, pour le moment du moins », affirme-t-il d'une voix haéchée. Au pied du lit, Maria, quarante-cinq ans, version napolitaine de Mère Courage, acquiesce sans mot dire de la tête. Son histoire est celle d'une femme lasse de devoir combattre chaque jour les ravages de la drogue dans son propre foyer ; une histoire banale en Italie. Dans cette même ville de Naples, d'autres mères frappées de désespoir se sont suicidées. A Rome, dans le quartier populaire de Primitivo, des mères de jeunes drogués se sont organisées pour dénoncer à la police les pourvoyeurs de leurs enfants.

Maria est allée plus loin : surpris par son fils en train de cambrioler l'appartement de voisins

absents, elle n'a pas hésité à téléphoner à la police pour le faire arrêter. Licencié de son travail, Vito s'était mis à voler, y compris chez lui, pour se procurer de la drogue. « Déjà, du vivant de mon mari, nous devions confier le peu que nous avions à des voisins quand nous nous absentions », dit la mère. « Je ne supportais plus de le voir déchoir ainsi. J'étais seule. Les pouvoirs publics n'ont rien fait pour m'aider », accuse-t-elle. Un jour, Vito est surpris par son frère dans la cuisine, la seringue à la main. « Il tremblait tellement que j'ai dû faire la piqûre moi-même », dit le frère. A peine ramené au domicile familial après sa condamnation à six mois d'assignation à domicile, Vito reprend le large. « Plus je me reverrais plus », affirme-t-il. Quelques heures plus tard, on le retrouve, inconscient, dans les bas-fonds de la Forcella, victime d'une overdose. Arraché in extremis à la mort, il promet de faire amende honorable. Dès qu'il sera rétabli, les policiers le conduiront à Poggioreale, Maria ayant finalement refusé l'assignation à résidence.

(Interim.)

BANQUES : LE SERVICE N'EST PLUS COMPRIS.

SCIENCE & VIE
ECONOMIE

SEPTEMBRE

La conférence de Vienne sur la catastrophe de Tchernobyl

Le rapport des Soviétiques apporte d'intéressantes précisions en matière médicale

VIENNE
de notre envoyée spéciale

Les experts du nucléaire civil réunis à Vienne par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) vont vivre cette semaine sous le signe de Tchernobyl. Du 25 au 29 août, des spécialistes de cinquante et un pays vont examiner le rapport sur l'accident de la centrale ukrainienne que les Soviétiques ont rédigé à leur intention. Quatre groupes de travail analyseront l'accident, ses suites immédiates, les problèmes posés par l'évacuation de la population et par la décontamination du site, et discuteront des résultats des traitements appliqués aux irradiés.

On connaît maintenant l'essentiel du contenu du rapport soviétique, qui retrace le scénario de l'accident et tente d'en estimer les effets sur la santé de la population (*Le Monde* du 22 août et du 24-25 août). Mais les experts rassemblés par l'AIEA auront de nombreuses questions à poser à leurs collègues soviétiques pour pouvoir, dans leurs pays respectifs, tirer toutes les leçons de cette catastrophe unique dans l'histoire du nucléaire.

Malgré l'« honnêteté » avec laquelle les Soviétiques ont rédigé leur document, de nombreux points restent en effet obscurs. Dans les milieux occidentaux, on s'interroge sur le « pourquoi » des essais qu'ils se livraient les techniciens de Tchernobyl le 25 avril dernier. On s'interroge aussi en savoir plus sur le programme de formation donné au personnel des centrales nucléaires.

On s'interroge d'autre part à ce qui s'est passé à Tchernobyl après l'accident. Les premiers dix jours ont été cruciaux pour les Soviétiques, qui ont dû maîtriser les incendies de graphite puis bloquer la contamination et entreprendre de décontaminer les sols. Il se sont trouvés là, note M. Pierre Tanguy, d'EDF, membre du Comité international consultatif sur la sûreté

nucléaire « dans une situation sans précédent. Ils ont une expérience unique et nous avons tout à apprendre d'eux », souligne-t-il.

Les greffes de moelle osseuse

Mais c'est dans le domaine médical que les leçons à tirer de la catastrophe devraient être les plus importantes. Les Soviétiques indiquent en effet que la principale cause de décès est venue des brûlures provoquées par le dépôt de radioéléments sur la peau des victimes. Ils soulignent en outre que ces brûlures — contrairement à celles dues à la chaleur ou à des produits chimiques — peuvent s'étendre au cours du temps. Un phénomène jusqu'alors inconnu, sur lequel les spécialistes

de la médecine nucléaire devront désormais se pencher. Quant aux transplantations de moelle osseuse pratiquées sur les personnes sévèrement irradiées, « elles n'ont pas été décisives dans le traitement », notent les Soviétiques. Les sept personnes les plus atteintes ayant subi ces traitements sont mortes, et, sur les six autres, quatre sévèrement touchées, la greffe n'a pas pris. M. Goukova, responsable du service radiologique de l'hôpital n° 6 de Moscou, souligne, à cette occasion, que la transplantation de moelle peut entraîner des effets secondaires, risque de mettre en danger la vie des patients, et que la proportion des victimes pour lesquelles cette greffe est réellement indiquée est très faible.

Elisabeth Gordon.

Les risques de cancer

Six mille cinq cent trente cancers mortels pourraient se développer dans les cinquante et une années à venir par suite de l'accident de Tchernobyl, indiquait samedi 22 août la presse américaine (*Le Monde* du 24-25 août). Ce chiffre recueilli à la lumière des informations contenues dans le document soviétique demande à être replacé dans son contexte.

Que disent les Soviétiques ? D'abord que parmi les cent quatre-vingt mille personnes se trouvant dans la zone proche de la centrale nucléaire, quatre mille seraient « spontanément » (en l'absence de tout accident nucléaire) mortes d'un cancer dans les cinquante-dix ans à venir. L'accident, souligne le rapport, devrait augmenter ce dernier chiffre de moins de 2 % (donc provoquer moins de deux cent

quatre-vingt cancers mortels supplémentaires).

Dans les régions avoisinant la zone la plus dangereuse, poursuit le rapport, la population a reçu un taux d'irradiation, cumulé sur cinquante ans, trois fois supérieur à l'irradiation naturelle. Les effets de l'accident devraient augmenter le nombre de cancers mortels attendus (9,5 millions) de 0,05 % — soit quatre mille sept cent cinquante morts supplémentaires. A cela s'ajoutent les cancers de la thyroïde. On en prévoit cent cinquante mille. Les isotopes radioactifs de l'iode injecté du réacteur pourraient augmenter ce chiffre de 1 % (soit mille cinq cents morts supplémentaires).

Encore ne s'agit-il là que d'estimations dont le rapport soviétique souligne qu'il fournit les valeurs « maximales ».

Après l'éclatant succès du
BREVIAIRE DU CARABIN
Florilège des salles de garde. Voici...

LE PLAISIR DES DIEUX

Enregistrement intégral de 89 chansons "musclées"

Un succès sans précédent

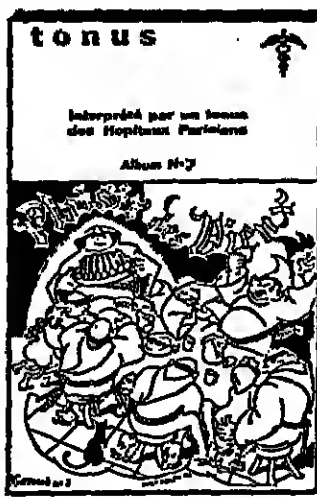
Réunir en un seul volume 74 chansons de salle de garde, les plus connues, comme celles dont quelques initiés ont seuls gardé le souvenir, les plus "innocentes" comme les plus salées, était une gageure que l'A.S.G.M.P. (Association de salles de garde de médecins et de pharmaciens) a réalisée en éditant il y a deux ans le "BREVIAIRE DU CARABIN". Un éclatant succès a couronné cette initiative, succès auquel a sans nul doute contribué les 60 illustrations puissamment paillardes dues au groupe des humoristes associés: Avoine, Barbe, Blachin, Bridenne, Fred, Lacroix, Laville, Loup, Mose, Napo, Nicolaud, Sabatier, Serre, Siné, Soulas, Trez et c...

Donnez "tous"

Nombreux furent les acheteurs du BREVIAIRE qui nous demandèrent s'il était un enregistrement de ces chansons. Nous fûmes surpris d'apprendre que depuis près de 30 ans, aucune publication musicale n'en avait éditée, et ce, malgré l'existence des matrices de base. Nous avons comblé cette lacune et sommes heureux de vous en proposer la réédition intégrale en douze cassettes, format standard, d'une parfaite qualité sonore, enregistrée dans l'ambiance joyeuse et paillardes des "tous" de salle de garde. C'est donc à 6 heures d'audition agréablement grivoise que nous vous convions.

Chastes oreilles,

n'écoutez pas. Certaines de ces chansons comme Jean-François de Nantes, vous sont sans doute connues et font figure pour le carabin d'innocentes bluettes, d'autres, comme la malheureuse aventure de cette pauvre Charlotte qui avait la prétention de se passer des hommes sont plus musclées; assez connues, elles éveilleront sans doute quelques souvenirs de jeunesse dans votre mémoire. Ce peut être également le cas des Filles de Camaret ou du Curé Pineau. Mais de plage en plage, vous découvrirez, souvent ignorée du grand public, l'aventure exemplaire de ce Grenadier qui revenait de Flandre, les avatars de L'avalide à la p. de bois, ou le portrait peu flatteur de l'inspiratrice des Stances à Sophie. Vous apprécierez, nous le pensons, la façon facétieuse dont les étudiants latins se moquaient du respectable Père Dupanloup, champion des écoles confession-



nelles en "glorifiant" du bercail au cercueil les attributs sexuels de ce digne prélat, ainsi que les psaumes grivois du *De Profundis Morphonibus*. Vous irez de petit plaisir en grande joie et exercerez peut-être votre mémoire en essayant de retrouver par cœur les 31 couplets! Tous d'une musique et d'un rythme différents, de l'ébouriffante *Peau de Couille*.

Cadeau
Nous avons le plaisir d'offrir gratuitement à tous les acheteurs de l'intégralité de cet exceptionnel enregistrement, qui nous adresseront leur commande dans les 10 jours, un exemplaire du BREVIAIRE DU CARABIN, relié plein cuir, d'une valeur de 288 Francs. Si comme nous le pensons, vous possédez déjà ce précieux ouvrage, vous pourrez toujours en faire profiter un de vos amis, afin qu'il puisse pénétrer les arcanes de cette culture paramédicale.

Un tirage limité

à 500 exemplaires. Nous avons voulu, pour être certains de la qualité de l'enregistrement, limiter le tirage du Plaisir des Dieux à 500 exemplaires. Si vous le désirez, vous pouvez nous commander la cassette témoin qui vous sera adressée avec la liste complète des douze tous au prix de 173,50 Francs (franco de port). Mais si d'emblée vous commandez l'ensemble des 12 cassettes au prix de 1.920 Francs (franco de port), réglable en trois versements de 640 Francs, vous bénéficierez alors de notre cadeau: le "BREVIAIRE DU CARABIN" relié (valeur: 288 Francs).

Droit de retour
Dans tous les cas, vous pouvez commander sans aucun risque, car si vous êtes le moins du monde déçu, il vous suffira de faire retour de notre envoi pour être immédiatement et intégralement remboursé. Mais hâiez-vous, car nous vous le rappelons, le tirage est limité à 500 exemplaires.

Le brevinaire du carabin.
Vous êtes peut-être parmi ceux qui n'ont pu encore acquiescer le "Brevinaire du carabin". Nous vous rappelons qu'il est édité sur beau papier couché, mat, grand format 18 x 24, qu'il est illustré de 60 créations originales et que la plupart des chansons sont accompagnées de leur partition; Vous avez le choix entre deux présentations:
- édition standard sous couverture rigide illustrée: 640 Francs, plus 21,60 Francs (port), soit 189,60 Francs TTC.
- relié plein cuir: 288 Francs, plus 21,60 Francs (port), soit 309,60 Francs TTC.
Le droit de retour sous 10 jours vous est garanti.

BON DE COMMANDE À RETOURNER À
A.S.G.M.P. 107 rue VICTOR HUGO 92270 BOIS COLOMBES

Nom Prénoms

Adresse Ville

Code Postal
Veuillez noter ma commande :
☐ Ensemble de 12 cassettes "PLAISIR DES DIEUX" au prix de 1.920 Francs (franco de port) réglables en 3 versements de 640 Francs.
Le 1^{er} versé d'un coup, le 2^{ème} payable à réception, le 3^{ème} à 30 jours.
Je recevrai en outre gratuitement:
le "BREVIAIRE DU CARABIN" relié plein cuir,
ou La cassette essai au prix de 173,50 Frs (franco de port).
LE BREVIAIRE DU CARABIN
☐ Edition standard 640 Francs plus 21,60 Francs de port, soit: 189,60 Francs.
☐ Edition pleine cuir 288 Francs, plus 21,60 Francs de port, soit: 309,60 Francs.
Je vous prie de renvoyer ci-joint le somme correspondant à cette commande.
Il est bien entendu que je bénéficierai du droit de retour sous 10 jours et que si je suis le moins du monde déçu, je serai immédiatement remboursé.
Date Signature

Selon M. Mauroy

Le projet de découpage dans le Nord est « une offense à la démocratie »

LILLE

de notre correspondant

M. Pierre Mauroy a qualifié, samedi 23 août à Lille, « d'offense à la morale et à la démocratie » le projet de découpage de l'agglomération lilloise établi par le ministère de l'Intérieur. Ce projet a d'ailleurs fait l'objet de recommandations de la part de la commission des sages qui ont demandé au ministre de l'Intérieur de revoir sa copie. Mais il se murmure que ces recommandations lilloises figurent parmi la vingtaine sur lesquelles M. Pasquin n'aurait pas l'intention de suivre les avis de la commission. « Je veux croire, a-t-il dit, que ce projet sera amendé et qu'il ne s'agit que d'une distraction d'état du gouvernement ». L'ancien premier ministre a, par ailleurs, démenti avoir incité le président de la République à ne pas signer cette ordonnance sur le découpage des circonscriptions.

« Le projet de découpage de l'agglomération de Lille-Roubaix-Tourcoing, a insisté M. Mauroy, tel qu'il est connu aujourd'hui, est un chambardement total que rien, en apparence, ne justifie. A partir de déséquilibres réels, on crée d'autres déséquilibres encore plus graves. Il est vrai que les propositions de découpage de la métropole lilloise ont suffisamment ébranlé depuis les premières esquisses pour susciter l'inquiétude des socialistes du Nord (le Monde du 22 juillet).

Toute la difficulté naît, en fait, de la nécessité que semble s'être imposée le gouvernement d'assurer à ses membres des circonscriptions relativement aisées à conquérir. C'est ainsi que M. Alain Chandon pourrait trouver un point de chute facile dans une circonscription formée des cantons ruraux de Pont-à-Marcq et Cysing et d'une partie du canton de Launoy. Visiblement, s'y ajoute le canton d'Orchies, près de l'arrondissement de Douai pour assurer un poids

démographique suffisant à la circonscription ainsi créée.

M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat au tourisme, pour sa part, semble déjà considérer comme sienne une circonscription entièrement lilloise réunissant les cantons de Lille-sud, Lille-est-ouest et Lille-centre. Celle-ci, fait-il remarquer, n'a attiré aucune remarque de la part de la commission des sages. Elle a, cependant, contraint les auteurs du projet à quelques « ajustements » sur les secteurs voisins. Ainsi, M. Claude Dhinin, député RPR, voyait-il le canton de Lille-centre lui échapper et sa position devenir plus fragile. C'est pourquoi plutôt que de lui adjoindre le canton de Lille-est, favorable à la gauche, on a choisi de compléter démographiquement son secteur en prenant quelques bureaux à son voisin, M. Serge Charles, député-maire RPR de Maro-en-Barœul.

Quant au canton de Lille-est, on le réunit à ceux de Villeneuve-d'Ascq et de Lille-sud-est pour former une circonscription sise à la gauche mais « gonflée » démographiquement. Celle-ci, en effet, arrive à près de 20 % au-dessus de la moyenne départementale (et même départementale de l'agglomération de 1982 à Villeneuve-d'Ascq, a fait remarquer le maire de cette ville, M. Gérard Gaudron, (PS), alors que les deux circonscriptions voisines, celle de M. Dhinin et celle de M. Charles, sont largement en dessous.

Les socialistes s'étonnent aussi du découpage de certains cantons, notamment à Roubaix et à Tourcoing. Ils constatent que les secteurs favorables à la gauche sont concentrés dans trois grosses circonscriptions et concentrent, de la sorte, le poids électoral de la gauche ; et de rappeler que sur dix sièges dans l'arrondissement de Lille, la gauche en comptait huit en 1978 et sept en 1981.

JEAN-RENÉ LORE.

PROPOS ET DEBATS

M. Séguin :

moins objectif

M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a évoqué, dimanche 24 août, lors du « Forum de l'Économie », l'éventuelle non signature par le président de la République de l'ordonnance sur le redécoupage électoral pour mettre les dirigeants socialistes en garde, car ils risquent « d'avoir un découpage qui serait beaucoup moins objectif que celui auquel est parvenu le gouvernement », si le projet passe devant l'Assemblée nationale et le Sénat. M. Séguin se demande si « le Parlement s'imposerait à lui-même les règles, les contraintes que le gouvernement s'est imposées ». Quant au différend qui subsiste entre M. Charles Pasqua et la commission des sages sur 22 circonscriptions, M. Séguin le juge « étonnant ».

Le ministre s'est enfin déclaré stupéfait des critiques adressées par M. Pierre Mauroy au projet de découpage pour son département. Car, « s'il y a vraiment un homme dans ce pays qui n'a rien à dire en matière de moralité politique et en matière de découpage, c'est M. Mauroy », M. Séguin a rappelé que l'ancien premier ministre porte la responsabilité de la loi PLM (Paris-Lyon-Marseille) et du découpage cantonal de 1982 qui était, selon le ministre, « un scandale ».

M. Barrot :

la première victime

M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, juge, dans une interview publiée le lundi 25 août par le quotidien Ouest-France, que M. François Mitterrand serait « la première victime d'une non-signature » de l'ordonnance sur le redécoupage électoral. « Le gouvernement, continue M. Barrot, s'est entouré de précautions, et le pays ne comprendrait pas que le président n'en tienne pas compte. En outre, François Mitterrand serait peu dans ce cas comme le gardien des intérêts particuliers de la gauche ».

M. Barrot s'affirme, par ailleurs, « pas totalement satisfait » de la place des centristes dans la majorité. « On ne peut pas, affirme-t-il, conduire ce pays le nez dans une soi-disant bible libérale ».

Le PS et l'ouverture au centre

M. Stirn bat le rappel des « déçus de la droite »

M. Olivier Stirn, député socialiste de la Manche, a effectué, le samedi 23 août, dans le Pays-de-Dôme, son premier déplacement officiel en tant que délégué national auprès du premier secrétaire du PS, chargé de l'ouverture. Cette tâche dans le centre de la France — tout un symbole — est aussi la première du tour de France que va entreprendre le nouveau délégué auprès de M. Lionel Jospin.

CLERMONT-FERRAND
de notre envoyé spécial

Il s'agit, pour M. Stirn, « de souligner, d'accentuer et de concrétiser » une « dynamique », qui selon lui, s'esquisse depuis deux ou trois mois, partout en France, et qui voit des élus locaux traditionnellement favorables à la droite, « basculer » dans le soutien à la gauche et au président de la République.

S'il ne s'agit pas d'une « dynamique majeure », ce mouvement est d'autant plus significatif, aux yeux de M. Stirn, que ces élus se placent ainsi dans une position qui n'est pas toujours très facile, tant vis-à-vis de leurs anciens amis qu'à l'égard des socialistes, dont certains peuvent souffrir de scepticisme ou de méfiance « compagnons de route ».

Le choix du Pays-de-Dôme comme première étape du tour de France de M. Stirn s'apparente, de ce point de vue, à un pied de nez à M. Valéry Giscard d'Estaing. C'est à Mural-Le-Quaire, en plein cœur de la « Giscardie », que son ancien secrétaire d'Etat, entouré d'une bonne partie de l'« établissement » socialiste local, a annoncé, lors de la première réunion publique de sa tournée, que « huit élus significatifs » sont passés avec armes et bagages du camp de M. Giscard d'Estaing à celui de la gauche.

Parmi ces élus qui ont transité par l'Union centriste et républicaine (UCR), devenue aujourd'hui un club où se côtoient socialistes et non-socialistes, un jeune avocat, M. Gilles-Jean Portejoie, ancien vice-président départemental de l'UDF, candidat unique de la droite aux élections législatives de 1981 dans la première circonscription du Pays-de-Dôme.

L'élection législative partielle de Haute-Corse

La réélection de MM. Pasquini (RPR) et Zuccarelli (MRG) menacée par des incidents

BASTIA

correspondance

La Corse s'attendait à une élection législative partielle sans histoire, car le scrutin paraissait sans enjeu : les deux députés invalidés étaient hors de portée de leurs rivaux. Il n'est donc pas étonnant que — la lutte contre les faccendes aidant — près de la moitié des électeurs de Haute-Corse ne se soient pas déplacés pour réélire, en effet, MM. Pierre Pasquini (RPR) et Emile Zuccarelli (MRG).

La surprise est venue à 13 heures, au moment où les électeurs descendaient les bureaux de vote pour aller déjeûner : trois commandos de trois ou quatre hommes, le visage dissimulé par des capotons ou des masques de carnaval, armés de marteaux ou de barres de fer, ont envahi trois bureaux de vote, rue Césaire Campinchi, à la Citadelle, et à Lupino, un des quartiers périphériques de Bastia. Action non revendiquée lundi matin et qui s'est soldée par la destruction de trois machines à voter, remplacées en toute hâte.

Les réactions à ces incidents graves ont été aussi rapides que divergentes. Jean Zuccarelli, le maire de Bastia, s'est interrogé sur l'absence de forces de l'ordre pour surveiller le bon déroulement du scrutin : « Ce sont des procédés auxquels nous n'avons pas habitude. Ceux qui les ont utilisés sont ceux qui savent qu'ils n'ont pas le suffrage universel avec eux et qui ont peur de son verdict. » Opinion diamétralement opposée du côté nationaliste avec Léo Battesti, l'un des leaders du MCA (Mouvement corse pour l'autodétermination) : « Dans un système où tout est possible, il ne faut pas s'étonner que certains utilisent de tels procédés pour dire non à la Corse de la magouille. Qu'on n'attende pas de nous une condamnation de ces actions ».

Les résultats de ce scrutin sont donc tributaires de la décision de validation de la commission de recensement des votes, qui devait se réunir lundi dans la matinée et proclamer les résultats dans la soirée. Personne en Corse ne considérait cette élection autrement que comme une formalité.

Si la participation a été faible, par démobalisation de l'électorat, dans certains villages de Bastia, l'attention relève d'un choix politique. Le conseil municipal de Bastia avait appelé à ne pas voter pour protester contre l'incursion des élus face au problème des incendies. Conséquence à l'insu des électeurs : à Bastia, aucun des soixante-trois électeurs ne s'est présenté aux urnes. Trois électeurs sur 409 inscrits se sont déplacés à Arago.

En fin de compte, les votants ont offert une prime aux sortants. MM. Pierre Pasquini et Emile Zuccarelli gagnent trois points et demi de pourcentage, tandis que les nationalistes et la coalition MCA-UPC gagnent un point : M. Antoine Acquaviva, le seul nouveau visage dans cette élection, ancien grand reporter à l'Humanité, a réussi sur son nom et son enthousiasme plus de votes que l'ancien candidat, M. Sisti, à la réputation moins établie. La cote est en hausse en revanche pour M. Jean Baggiani, le candidat de l'UDF qui perd 4,5 points, et Jean Monroli, le candidat du Parti socialiste qui perd 2,5 points.

(finir.)

| | 24 août 1986 | 16 mars 1986 | 14 juin 1981 (1) | 12 mars 1978 (1) |
|-------------------|--------------|--------------|------------------|------------------|
| Inscrits | 113 753 | 114 763 | 115 532 | 115 654 |
| Votants | 62 112 | 87 387 | 71 716 | 79 513 |
| Abstentions | 45,39 % | 23,93 % | 37,92 % | 31,24 % |
| Suffr. expr. | 60 977 | 85 411 | 70 876 | 78 333 |
| | Voix | % | Voix | % |
| RPR | 19 477 | 31,94 | 24 061 | 28,17 |
| MRG | 16 916 | 27,74 | 20 531 | 24,63 |
| UDF | 8 280 | 13,57 | 15 232 | 17,83 |
| PS | 4 537 | 7,44 | 8 313 | 9,73 |
| PC | 4 728 | 7,75 | 6 974 | 8,16 |
| UPC-MCA | 4 498 | 7,37 | 5 554 | 6,50 |
| FN | 2 541 | 4,16 | 4 746 | 5,55 |
| Div. d. | | | | 148 (10) |
| Écol. | | | | 0,28 |
| | | | | 7 459 (7) |
| | | | | 1 331 (8) |
| | | | | 1,69 |

(1) Le scrutin majoritaire étant en vigueur, figure ci-dessous le total des chiffres relatifs aux deux circonscriptions de la Haute-Corse : (2) MM. Giacometti et Pasquini qui étaient candidats d'union RPR-UDF en 1981 ; (3) MM. J. Zuccarelli et Giacometti qui en 1981, avait laissé la place à M. Lusi ; (4) M. Vinciguerra, PR ; (5) M. Cariani ; (6) MM. Giordicelli et Duriani ; (7) M. Geronzi, CNIP ; (8) M. Moficelli ; (9) MM. Santoni et Sanginetti ; (10) M. Albertini-Battistoni, ex. d.

Le campus d'été des Jeunes giscardiens

Vingt ans après...

CHAMONIX
de notre envoyé spécial

Les anniversaires se succèdent ces jours-ci à Chamonix. Après le bicentenaire de l'ascension du mont Blanc, ce sont trois cents Jeunes giscardiens qui fêtent depuis samedi 23 août le vingtième anniversaire de leur mouvement (1). En regardant également vers un autre sommet, celui de l'élection présidentielle. Un maître-mot et un slogan pour leur traditionnel campus d'été. Le maître-mot n'est inscrit nulle part, mais il est dans toutes les têtes et dans toutes les bouches. M. Michel d'Ornano, venu ouvrir les travaux de ce campus samedi, l'a défini comme « la vertu essentielle en politique », à savoir la fidélité.

Fidélité, bien sûr à la personne de M. Valéry Giscard d'Estaing, mais aussi à son bilan, « celui d'un septennat injustement critiqué », à ses idées, « parce qu'il inspire et incarne le grand courant libéral », et enfin à l'œuvre de l'ancien président. Le phare de ces jeunes présents à Chamonix n'était pas né en 1966, n'avaient pas encore l'âge de raison en 1974. Pour eux, « Giscard président ! », c'est pour demain. Ils applaudissent quand leur président sortant, M. Patrick Giscard, rappelle en leur nom que « Valéry Giscard d'Estaing est le meilleur (et qu'ils) veulent le voir gagner ». Ils signent des deux mains quand M. d'Ornano leur livre cette définition de leur passion : « Être giscardien, ce n'est pas une nostalgie, c'est une expérience. Et s'ils conviennent qu'ils peuvent être « giscardiens et léotardiens », c'est pour aussitôt préciser que l'un ne peut être cependant « léotardien sans être giscardien ».

Faut-il dès lors s'étonner que, mis en présence, dimanche matin, d'un tel auditoire, M. François Léotard se soit évertué à rassurer son bétail giscardien ? Partant après trois de ses amis ministres, MM. Claude Malhuret, Jacques Douffaigne et Jean-Jacques Descamps (ces deux derniers s'étant prudemment déclarés « giscardiens léotardiens et heureux »), le ministre de la culture et de la communication a rendu un hommage appuyé et imprévu à l'ancien président : « Je dois à son exception, à sa personne et au bilan exceptionnel et positif de son septennat, le rôle que je joue aujourd'hui ».

Un hommage certes peu prospectif mais assorti cependant de cette assurance sur les destinées du Parti républicain, continué enjeu entre l'un et l'autre : « Le rôle du PR

aujourd'hui n'est pas d'être le parti d'une personne, mais de l'être soi-même. C'est d'être une formation qui poursuive la très vieille mission des libéraux ».

« Prendre une longueur d'avance »

Ces bonnes paroles favoriseraient-elles un réchauffement des relations entre les deux hommes, passablement refroidies depuis le congrès de Toulouse du PR du 7 juin dernier ? Dans l'entourage de M. Léotard, on l'espère, convenant que, pris par ses occupations gouvernementales, celui-ci n'a peut-être pas « été assez attentif à un homme qui, lui, est toujours attentif au plus petit signe ». Tous deux, en tout cas, se rencontrèrent en septembre.

Les Jeunes giscardiens ont aussi un slogan : « Prendre une longueur d'avance ». Ce qui peut signifier également prendre quelque distance par rapport à l'action gouvernementale. Ainsi le ministre d'Etat, M. Edouard Balladur, en vacances

Le baromètre de l'IFOP

M. Mitterrand et M. Chirac perdent huit points

Selon le baromètre de l'IFOP, publié par le Journal du dimanche du 24 août (1), 51 % des personnes interrogées sont très satisfaites ou plutôt satisfaites de M. François Mitterrand comme président de la République, et 40 % sont très satisfaites ou plutôt satisfaites de M. Jacques Chirac comme premier ministre. Les deux hommes perdent donc chacun huit points, puisqu'ils recueillaient au baromètre équivalent du mois de juillet respectivement 59 % et 48 % d'indices de satisfaction. Les très mécontents ou plutôt mécontents passent de 29 % à 35 % pour M. Mitterrand et de 37 % à 43 % pour M. Chirac. Le président et le premier ministre paient donc l'« accroc » à la cohabitation du mois de juillet.

Sur la question de savoir qui tire le plus grand bénéfice politique de la cohabitation, 35 % des personnes interrogées désignent M. Mitterrand (40 % en juillet) et 30 % M. Chirac (28 % en juillet). Si M. Mitterrand reste en tête, les deux courbes sont donc contraires.

M. Raymond Barre recueille 50 % d'opinions bonnes ou très bonnes (49 % en juillet) et 36 % d'opinions plutôt mauvaises ou très mauvaises (35 % en juillet). M. Michel Rocard recueille 53 % de bonnes opinions et 26 % de mauvaises, et reste parfaitement stable par rapport au mois de juillet. M. François Léotard passe de 44 % à 47 % d'opinions favorables, et de 33 % à 31 % d'opinions défavorables. M. Laurent Fabius a 44 % de bonnes opinions (42 % en juillet) et 41 % de mauvaises (43 % en juillet). M. Valéry Giscard d'Estaing recueille 41 % d'opinions favorables (39 % en juillet) et 47 % de mauvaises opinions (chiffre stable par rapport à juillet). L'ancien président de la République et le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, ont désormais en commun avec M. Chirac d'enregistrer plus d'opinions négatives que positives.

(1) Sondage effectué du 18 au 22 août, auprès de 1 816 personnes âgées de dix-huit ans et plus, constituant un échantillon national représentatif.

M. Léotard et le « célèbre Michel Pinton »

M. François Léotard n'appréhende guère les « théologues de l'UDF ». C'est ainsi qu'il a qualifié dimanche 24 août le « célèbre Michel Pinton » qui, au nom d'une quinzaine de parlementaires et de présidents de fédérations départementales de l'UDF, s'inquiète la semaine dernière dans le Monde (nos éditions du 23 août) de l'empirisme du RPR sur la majorité et des conséquences sur celle-ci de la cohabitation. Au détour d'une question d'un ministre giscardien lui reprochant sa rapide visite à Chamonix pour pouvoir honorer, dans l'après-midi, l'invitation des Jeunes RPR réunis, eux, en Corne, le ministre de la culture et de la communication a tenu, en présence d'ailleurs du ministre d'Etat M. Edouard Balladur, à mettre les choses au point.

Estimant « n'avoir de leçon à recevoir de personne » et se demandant avec ironie « n'étaient les donneurs de leçons pendant la campagne législative », il a réaffirmé que l'union RPR-UDF « dans la loyauté dans une perspective d'émula-

tion » était « la seule hypothèse ». « Il n'y a pas d'autre solution, a-t-il déclaré, dans la France d'aujourd'hui, que le travail en commun du RPR et de l'UDF. L'UDF a choisi cette stratégie démocratiquement et je ne souhaite pas qu'elle revienne là-dessus ».

Pour deux raisons au moins, M. Léotard juge que l'UDF doit s'en tenir à cette stratégie. D'abord parce que c'est cela qui fait du tort à nos adversaires. Quand nous voyons les socialistes malheureux, c'est que vous êtes au bon chemin. Actuellement, le bon chemin, c'est celui des socialistes et de la majorité. Secondairement : « C'est le seul moyen de redresser le pays. Ce n'est pas avec une formation contre une autre qu'on résoudra les difficultés du pays ».

Le ministre de la culture devait évoquer la perspective législative en rappelant que « ce n'est pas à l'UDF de désigner ses candidats », mais que c'est aux candidats de se déterminer et aux partis de décider de leur choix.

هكذا امتحان

سكنا من الوطن

Société

Le Monde • Mardi 26 août 1988 • 7

7 000 hectares détruits, 3 morts, 160 blessés

Les incendies sur la Côte-d'Azur prennent l'allure d'une catastrophe sans précédent

Les dramatiques incendies qui ont fait rage pendant tout le week-end ont créé un véritable état de choc sur la Côte-d'Azur. Deux personnes sont mortes - un retraité terrassé par une crise cardiaque à Tanneron, dans le Var, samedi 23 août et une sexagénaire brûlée vive à Luceram, dans les Alpes-Maritimes, dimanche 24 - et 160 personnes, civiles, secouristes et sauveteurs, ont été blessées ou intoxiquées, parmi lesquelles deux sapeurs-pompiers gravement brûlés dont l'état inspire les plus vives inquiétudes.

Malgré les importants moyens de lutte terrestre et aérienne qui ont été engagés, plus de 7 000 hectares ont été détruits dans le Var et les Alpes-Maritimes, ainsi qu'une cinquantaine de maisons

d'habitation, de bâtiments agricoles et industriels, restaurants et cabanons, et une quinzaine de véhicules dont trois camions de sapeurs-pompiers. Des milliers de personnes ont dû être évacuées temporairement dans des campings, le centre hospitalier de Vallauris et plusieurs logements de la commune de Mougins-le-Haut, à Mougins, dans les Alpes-Maritimes.

L'extrême sécheresse qui règne sur la Côte-d'Azur, où il n'a pas plu depuis le mois de mai, et un violent Mistral tourbillonnant sont à l'origine des incendies dévastateurs qui ont pris l'allure d'une véritable catastrophe. Ils ont été d'autant plus dramatiques qu'ils se sont propagés dans des zones

urbanisées, où les pompiers ont dû mener une lutte très difficile pour préserver des centaines d'habitations.

Si le bilan humain est lourd, les conséquences écologiques et économiques sont également très graves et seront longues à effacer. On peut parler, comme le fait le maire (UDF) de Grasse, M. Hervé de Fontmichel - qui a réclamé le rétablissement de la peine de mort pour les pyromanes - d'un « catastrophe sans précédent », qui a réellement traumatisé habitants et estivants.

M. Robert Pandrand, ministre chargé de la sécurité, s'est déplacé, dimanche, sur les lieux, où il a annoncé le déclenchement du plan Orsec. Des sapeurs-vendeurs de la gendarmerie de département

ont commencé à arriver dimanche soir sur la Côte-d'Azur et dans les Bouches-du-Rhône, où plusieurs feux se sont également déclarés près d'Allex-en-Provence et de l'étang de Berre. Un jeune sapeur-pompier de la commune d'Aubagne, Philippe Noclerc, a trouvé la mort en combattant l'incendie à Châteauneuf-le-Rouge (Bouches-du-Rhône).

La plupart des incendies étaient maîtrisés ou contenus, lundi matin 25 août. Mais on redoutait dans la journée la réapparition du Mistral annoncé par les services météorologiques.

Des incendies ont également eu lieu ces jours derniers en Corse, coûtant la vie à un gendarme mobile, Pascal Benito, mort asphyxié, mercredi 20 août.

« Le feu, comme une bombe »

(Suite de la première page.)

Vers 16 heures, les flammes qui ont sauté le lit de la Siagne, encerclent le village perché d'Auri-Beau. Il y aura huit maisons entièrement détruites et huit autres endommagées.

Le dimanche matin, quand le jeune maire d'Auri-Beau, M. Jacques Varroze, tenta d'établir un premier bilan, il nous dit : « Le feu, comme une bombe ». « Le paysage de la commune était magnifique. Nous nous étions efforcés de lui conserver un caractère naturel. C'était notre fierté. Aujourd'hui, regardez, c'est un paysage de guerre. » Plus de 400 hectares sur 600 sont partis en fumée. Les pertes ne se limitent pas aux bois et aux maisons d'habitation. Plusieurs bâtiments agricoles, un élevage de 30 000 poules pondeuses, un autre de 2 000 lapins ont également flambé, de même qu'un célèbre restaurant, La Vignette Haute, qui avait fait la réputation de la commune. De cette ancienne ferme transformée en établissement de luxe avec des meubles haute époque et des tapisseries anciennes, il ne reste qu'un amas de débris. « Tous les soirs, ici, on allumait mille bougies et chandelles. » Le propriétaire, M. Yves Uzan, ne parvient pas à se persuader que le cadet de La Vignette Haute n'est plus qu'un souvenir. Les dégâts ? « Plusieurs millions de francs. Mais il est impossible de reconstruire. »

Autre détrese : celle de cette famille très modeste d'Auri-Beau,

les Ricord, dont la petite maison de parpaings a brûlé et en faveur de laquelle la population a spontanément organisé une quête. En ce samedi dramatique, le feu s'est acharné un peu partout sur les collines du Tanneron mises à nu, rabotées, racées jusqu'à la pierre. Il est monté aussi jusqu'aux portes de Grasse, où il a menacé le centre hospitalier, dont les deux quartiers psychiatriques ont été évacués en même temps que les locaux d'un village de vacances voisin, accueillant 700 personnes. Dans la soirée, l'incendie s'empare encore d'une ligne de crête au-dessus de Mandelieu en formant un front de plusieurs kilomètres, jusqu'à ce qu'un retour de vent le rejette providentiellement vers des zones déjà dévastées.

Une nouvelle journée rouge

Dimanche matin, un jour pâle, incertain, se lève sur les plaies de la veille. Sans son allié le vent, le feu semble avoir capoté. Un simple répit jusqu'à l'heure du déjeuner, où le mistral reprend sa sarabande. Une nouvelle journée rouge commence. Du creux des arbres où elles se sont tapies, les flammes jaillissent. D'autres foyers se déclarent au Tignet, à Peymeinade, à nouveau dans les quartiers sud de Grasse, au Cannet, à Mougins.

Samedi, à Tanneron, le feu a déjà fait une victime, M. Augustin Gil, cinquante-neuf ans, un

retraité des PTT, terrassé par une crise cardiaque en défendant sa maison. Il en fera une seconde, loin de Tanneron, à Luceram, aux confins du département des Alpes-Maritimes, où une dame âgée, M^{me} Vincente Bonna, meurt carbonisée dans un autre violent incendie. Son mari, Jean Bonna, soixante-quatre ans, est brûlé au second degré sur toute la moitié du corps.

A Mandelieu et au Tignet, deux pompiers seront gravement brûlés. Le premier accident s'est produit dans le milieu de l'après-midi, alors que quatre pompiers cannois s'efforçaient de préserver des habitations dans un vallon escarpé. Le feu les a pris de vitesse et ils ont cherché à se protéger derrière leur camion quand ils ont manqué d'eau. L'un d'eux, le caporal-chef Jean-Claude Foglia, a été brûlé à 40 % au visage et au thorax. L'autre blessé, au Tignet, a été atteint de brûlures plus graves encore, tous les deux faisant l'objet d'un diagnostic réservé.

Au moment même où M. Pandrand, ministre chargé de la sécurité, amonçait à Mandelieu, vers 18 heures, le déclenchement du plan Orsec, une catastrophe était évitée de justesse aux Hauts-de-Mougins, un village néo-provençal de 500 appartements surplombant l'autoroute Estère-Côte d'Azur, entre Cannes et Antibes. Ses 200 habitants présents - résidents permanents et touristes - venaient d'être évacués. Le feu rôdait déjà autour du lotissement.

Une quinzaine de pompiers du corps de Cannes arrivent sur les lieux et mettent leurs lances en batterie. Quelques minutes après, tout s'embrase. A l'entrée du village, le feu franchit la route de ceinture, et des flammèches, cent mètres plus loin, le transportent sur le balcon d'un appartement.

Dans une épaisse fumée, les pompiers vont être débordés (ils ne sont alors que quatre) et tout le village, construit en collimaçon, risque d'être détruit. Comment se sortiront-ils de cette situation critique ? Avec beaucoup de chance et les quelques centimètres qui seront nécessaires pour que l'une de leurs lances atteigne de justesse le troisième étage de l'immeuble où l'incendie s'est déclaré. Dans la soirée, d'importants effectifs de pompiers devront intervenir pendant plusieurs heures pour venir à bout de ce sinistre qui dressera un véritable mur de feu en bordure de l'autoroute.

GUY PORTE.

La chasse aux pyromanes

Pendant tout le week-end, la chasse aux pyromanes a été ouverte sur la Côte d'Azur. Pompiers, gendarmes, élus, tous se déclarent convaincus que les incendies qui se déclarent entre Mandelieu et Grasse étaient d'origine criminelle. Selon le commandant Germain, directeur des secours des services d'incendie du Var, trois foyers presque simultanés ont été à l'origine du feu initial du Tanneron.

« Tous, précisait-il, en bordure d'une route. Et avaient été précédés, un quart d'heure auparavant, par quatre autres départs de feux à une dizaine de kilomètres du lac de Saint-Cassien, manifestement, ceux-là, déclenchés par des pyromanes. »

Dans les propos des habitants et des estivants revient sans cesse l'obsédante question des incendiaires. Un pilote d'hélicoptère en aurait repéré un du haut du ciel, mais n'aurait pu se poser à temps pour l'appréhender. Un individu suspect à moto aurait réussi à échapper aux gendarmes. La maire de Tanneron, aussitôt-on, aurait reçu un coup de fil d'un correspondant anonyme lui annonçant « qu'il ferait

brûler tout le massif avant le fin de l'été ».

Samedi soir un jeune « routard » allemand a été arrêté par des gendarmes, près de Carnoules (Var). Il avait été dénoncé par des passants qui l'avaient vu enflammer des brindilles avec un briquet. Il a été présenté au parquet de Toulon, ce lundi matin.

Vers 22 h 30, dimanche, des gendarmes ont interpellé deux jeunes gens circulant à vélo-moteur au pied de la colline des Hauts de Mougins, et qui s'étaient cachés à leur approche. « On voulait voir le feu et aider les pompiers », ont-ils expliqué. L'un d'eux avait en poche un paquet de cigarettes, mais ni briquet ni allumettes. Une raison supplémentaire de le suspecter...

« Les pyromanes ? S'il existe des gens capables de provoquer autant de ruines, ils sont abjects. Ce sont des ennemis de l'humanité », estimait le maire (RPR) d'Auri-Beau, M. Jacques Varroze. Le maire (UDF) de Grasse, M. Hervé de Fontmichel, s'est déclaré favorable, lui, à des « châtiments exemplaires à l'égard des incendiaires, et même à la peine de mort ».

G. P.

A Cattenom

L'inondation du sous-sol des réacteurs va retarder de plusieurs semaines la mise en service de la centrale

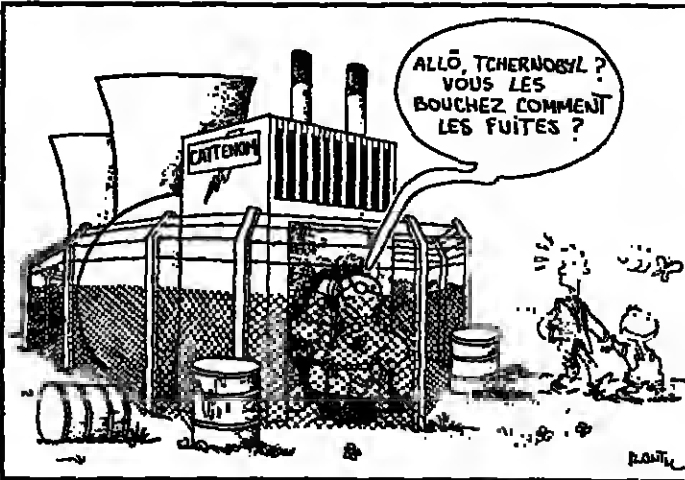
METZ de notre correspondant

Les galeries souterraines situées sous les deux premières tranches de la centrale nucléaire de Cattenom (Moselle) ont été inondées dans la nuit du 23 au 24 août. Les essais en cours sur le réacteur numéro 1, qui devait être mis en service fin octobre, ont été interrompus. Aucune émission radioactive n'a été enregistrée, selon les responsables du centre de production nucléaire de Cattenom, qui ont ouvert une enquête pour déterminer les causes exactes et l'origine de l'inondation. Ils ont annoncé le report du couplage de la première tranche sur le réseau électrique EDF.

Après avoir procédé au chargement en combustible nucléaire (les 118 tonnes d'uranium étant en place depuis le 17 juillet dernier), une ultime série de vérifications était lancée avant la mise en service du premier réacteur de 1 300 mégawatts de la centrale de Cattenom, qui doit en compter quatre. Samedi soir, vers 20 heures, alors que les équipes de pilotage suivaient un essai de montée en température du

lors des derniers rassemblements, se sont regroupés pour exiger des explications précises sur les causes de l'incident. M. Bergeron, accompagné de deux responsables techniques du site, leur a expliqué le déroulement des opérations. Les manifestants se sont ensuite dispersés sans incident.

Les réactions, notamment étrangères, ne se sont pas fait attendre. Ainsi, M. Oscar Lafontaine,



circuit primaire, un agent effectuant une ronde a signalé la présence anormale d'eau dans les galeries souterraines. La montée rapide du niveau risquant d'atteindre des organes jugés importants pour le fonctionnement ultérieur de la centrale, les responsables du site ont décidé d'interrompre les essais. Les sapeurs-pompiers de l'arrondissement de Thionville, appelés en renfort, ont pompé entre 5 000 et 8 000 mètres cubes d'eau.

Au cours d'une conférence de presse, le chef du centre de production nucléaire, M. Jean-Pierre Bergeron, a cité les trois origines possibles de l'inondation : la rupture d'une tuyauterie, hypothèse jugée « peu vraisemblable » ; la défaillance d'une vance, ou un défaut d'étanchéité d'une des portes de visite des galeries d'amenée d'eau. L'alimentation de la centrale est prévue à partir soit de la Moselle, soit du lac artificiel de Mirgenbach. Sans attendre les résultats des examens, les responsables d'EDF estiment que le retard dans le planning de démarrage de la première tranche pourrait atteindre plusieurs semaines.

L'annonce de l'inondation du sous-sol des réacteurs 1 et 2, est à l'origine de la manifestation des militants écologistes, dimanche après-midi, à proximité du site de la centrale. Deux cents personnes, essentiellement des Sarrois comme

JEAN-LOUIS THIS.

MONDES EN DEVENIR

POUR UN NOUVEL ORDRE MONDIAL

Sous la direction d'Edmond JOUVE

Le tiers monde et ses luttes

13,5 x 20 cm - 232 p. - 110 F

Editions BERGER-LEVRULT

LES SECRETS DES CAMBISTES :
COMMENT DES MILLIONS DE DOLLARS
CHANGENT DE MAINS EN QUELQUES
SECONDES.

SCIENCE & VIE

ECONOMIE

SEPTEMBRE

Vingt-trois interpellations pour trafic de drogue au Havre

Vingt-trois personnes impliquées dans un trafic de drogue au Havre (Seine-Maritime) viennent d'être interpellées. Six d'entre elles - quatre Havrais toxicomanes et deux fournisseurs parisiens d'origine africaine - ont été écrouées à la prison de la ville pour trafic et usage de stupéfiants. L'opération a été menée par des services douaniers et la gendarmerie à permis de démanteler le réseau qui approvisionnait la région en héroïne et en cocaïne depuis avril dernier. Les revendeurs avaient écoulé, selon les enquêteurs, quelque sept mille doses d'un mélange héroïne-cocaïne, appelé « speed-ball », à trois cents francs l'unité.

Déjà, au début d'août au Havre, une affaire similaire avait entraîné l'arrestation de huit personnes accusées d'avoir fourni trois mille doses d'héroïne aux toxicomanes havrais. ■ Mesure sur l'autoroute Bordeaux-Bayonne. - Un homme de cinquante-deux ans d'origine marocaine a été tué de plusieurs coups de feu dans la nuit du samedi 23 au dimanche 24 août sur l'autoroute A 63 Bordeaux-Bayonne, à Mios (Gironde), par le conducteur d'une voiture qu'il avait semé-t-il, par sa conduite. Dimanche vers 1 heure, Mohammed Felchou, demeurant à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), repartait de vacances avec ses cinq enfants et son épouse lorsqu'une autre voiture avec deux hommes à bord l'a doublé, le contraignant à se garer sur la bande d'arrêt d'urgence. Après avoir obligé Mohammed Felchou à sortir de son véhicule, les deux hommes l'ont tué de plusieurs coups de feu avant de prendre la fuite. Sous le coup de l'émotion, M^{me} Felchou n'a pu donner qu'une vague description des meurtriers et n'a pu relever le numéro d'immatriculation de leur voiture.

Nombreux accidents de montagne en Autriche et en Allemagne

Quatre personnes ont trouvé la mort dans les Alpes autrichiennes, les 23 et 24 août, en raison du bizzard qui s'est abattu sur la région. Trois d'entre elles, d'origine allemande, ont été découvertes mortes d'épuisement et de froid dans la vallée du Pinzgau, dans la province de Salzbourg. Une quatrième victime, autrichienne, est morte de froid en tentant l'ascension du Grossglockner.

En Allemagne de l'Ouest, quatre autres alpinistes se sont tués ou sont morts d'épuisement en essayant de vaincre le mont Watzmann, situé non loin de Berchtesgaden, dans les Alpes bavaroises, qui a déjà coûté la vie à quatre-vingt-huit personnes depuis sa première ascension en 1881. Enfin, deux Hongrois ont disparu en tentant l'escalade, dans les Alpes suisses, le sommet du Cervin.

■ Incendie criminel dans un salon de coiffure de Maurice Joffo. - D'importants dégâts ont été causés par un incendie d'origine criminelle qui s'est déclaré samedi matin dans un salon de coiffure, 102, rue Saint-Lazare à Paris (9^e), appartenant à Maurice Joffo, arrêté en novembre 1984 par la brigade de répression du banditisme dans une affaire de recel de bijoux volés. La porte d'entrée du salon a été forcée et dans l'arrière-salle un bidon en matière plastique ayant contenu de l'essence a été retrouvé calciné.

En attendant l'ouverture de son procès début octobre, Maurice Joffo est toujours détenu à la prison de la Santé.

ROCK

Prince est à Paris, au Zénith, ce lundi 25 août, pour un unique concert. Événement dont l'impact dépasse toutes les prévisions. Prince veut lancer son film, « Under the Cherry Moon » qui sort le 27 août. Il espère que l'accueil sera meilleur qu'aux États-Unis.

Après trois concerts à guichets fermés à Londres et trois autres donnés dans les mêmes conditions à Rotterdam, Prince est au Zénith ce lundi 25 août. Une semaine auparavant, les six mille tickets d'entrée avaient été vendus en moins de trois heures.

Ce spectacle surprise de la rock star peut-être la plus mégalomane et

la plus boulimique s'inscrit en fait dans le cadre de la promotion européenne de *Under the Cherry Moon*, le premier film réalisé par Prince, qui en a composé et interprété la musique et les chansons avec son groupe, The Revolution. Conçu comme un hommage au cinéma romantique des années 40 et tourné en noir et blanc dans les studios de la Victorine à Nice, *Under the Cherry Moon* a été produit après le succès commercial aux États-Unis (75 millions de dollars de bénéfices) de *Purple Rain*, la saga autobiographique du « kid de Minneapolis » devenant une superstar. Dans ce film, Prince se contente d'être comédien et chanteur. *Under the Cherry Moon*, pour sa part, a reçu un accueil glacial de la presse américaine. Surtout, il a été, outre-Atlantique, un échec public retentissant. Pour tenter un sautoir européen du film (sortie à Paris

Au Zénith Prince : la dernière star

mercredi 27 août), Prince renoue avec la scène, deux ans après une formidable tournée à travers les États-Unis, au cours de laquelle il avait laissé entendre qu'il se consacrerait désormais au travail en studio et à la musique de film.

Publié en mars dernier, l'album *Parade* apparaît comme un avant-goût du film et marque un retour du chanteur à un style concis, épuré, plus proche de ses débuts, un électro-funk nerveux et dépoillé, avec bien sûr dans la voix, cette manière si particulière de maintenir chaque note jusqu'à paroxysme. *Parade* est le huitième album de Prince, Ragan Nelson à Minneapolis, le 7 juin 1981, d'un père (John Nelson) pianiste et compositeur de jazz et d'une mère (Mattie) chanteuse dans la lignée de Billie Holiday. Son premier 33 tours (*For you*), paru il y a huit ans, avait été autoproduit. Comme le deuxième, publié l'année suivante qui imposait

une image ambiguë, délibérément sensuel, une combinaison musicale de genres très diversifiés. Dès lors, tous les albums — un par an, comme pour souligner l'abandon — allaient être vendus par millions.

Idole des années 80, Prince a passé beaucoup de son temps dans des studios équipés des derniers modèles de synthétiseurs, de batteries électroniques et d'un arsenal de guitares, travaillant ses instruments, explorant les possibilités de la technique et de l'électronique.

Homme d'affaires, Prince dirige sa propre maison d'édition, produit d'autres groupes, comme The Time et Apollonia 6.

Pourtant il reste d'abord un artiste de scène à la fabuleuse énergie, l'un des plus étonnants apparus dans le show-biz américain. C'est en partie avec les titres de *Parade* que Prince, sans jupon ni dentelles, présentera au Zénith un spectacle de deux heures. Il sera entouré par Matt Bluman à la trompette, Eric Leeds au saxophone, Mico Weaver, Mark Brown et Wendy aux guitares, Bobby Z aux percussions, et par les chanteurs et danseurs Jerome Benton, Wally Safford et Greg Brooks.

CLAUDE FLÉOUTER.

* Zénith 20 h 30, albums WEA.

« Under the Cherry Moon »

Rude journée pour le Prince. Le 8 juillet dernier, son Altesse Pourpre faisait face à une dure réalité doublement dure : son nouvel album, *Parade*, ne semblait guère parti pour battre le record de *Purple Rain*. Sa nouvelle œuvre, *Under the Cherry Moon*, — A film by Prince — semblait, dès sa sortie américaine, partie pour nulle part (le film a d'ailleurs complètement disparu de l'affiche). Un enterrement de première classe. A l'unanimité de la critique. Et en fait, sur le thème : « Jojo glisse sur la rivière, ce n'est pas rien ».

C'est en effet quelque chose, *Under the Cherry Moon*. Prince et son compagnon Jerome Benton sont deux gigolos originaires de Miami, qui, jusqu'au jour où ils rencontrent « l'amour-toujours », mènent la grande vie du côté de la côte. Une Riviera des années 30, filmée en noir et blanc par Michael Ballhaus, avec des allures de salle de bal qui s'attendrait plus que Fred Astaire et Ginger Rogers.

« Il était une fois dans la Bronx... » Et pan, caméra sur Prince entouré d'une troupe de piano pour une dame de la haute, tout en lui caressant le décolleté d'un regard velours. Vous le devinez d'ambé, le monde pervers et doré sur tranche de la costa

azurienne n'est pas de force à résister à Christopher Prince, statuette d'ébène trempée dans du café au lait, revêtu d'un boléro de brocard noir, le nombril à l'air. Le film a été commencé par Mary Lambert, réalisatrice des vidéos de cet autre nombril célèbre qu'est Madonna. Mais au bout d'une semaine, Prince a repris la direction de la mise en scène.

En piste donc, Norcisseo. Autant dans *Purple Rain*, mélodrame intimiste et provincial, Prince était un croisé de lord Byron et de James Brown, autant ici il louchait en direction du cinéma muet — et de la comédie musicale des années 30, Prince en Dolores del Rio qui n'attendait qu'un panier de fruits pour s'encastiller du côté de Carmen Miranda. Un jeu de prunelles jamais vu depuis Zazu Pitts, un jeu de moues à faire pâlir Gloria Swanson, des narines palpitant à faire rougir Dorothy Malone, et toutes les femmes de s'évanouir dès qu'il pose sur elles un regard souligné d'un œil-à-l'œil plus soutenu que celui de Caligari, de cis enrobés d'un mascara si dense qu'il en ferait couler de rage celui de Liza Minnelli. Mais il est à la fois le Prince et la Danseuse, c'est à son propre corps qu'il destine ses caresses les plus subtiles. Et

lorsqu'il fait enfin l'amour à Kristin Scott-Thomas, ce n'est pas la peine qu'elle aille se réhabiliter, elle ne s'est jamais déshabillée — c'est lui qui est nu. Certes, Prince metteur en scène donne de jolis réels à Jerome Benton et à la Kristin Scott-Thomas, mais tout de même, trop, c'est trop.

Jusqu'à ce que vous ayez compris que c'est en direction de Mase West qu'il convient de regarder. Grand prétre hermaphrodite d'un Dionysos « beat » ou clown hétéro ? Prince s'élève au-dessus de ces frontières-là. Sex is sex — il suffit d'observer ses jeux de mains tout ou long du film — et Camp est sa réponse. Il provoque, il allume, il choque. Tout dans la démarche, tout dans l'attitude, tout dans l'humour. Ludique comme un enfant sexuellement précoce et sans complexe. Certes, il s'adonne, se vautre et s'isole, mais avec tant d'élan qu'on ne peut plus lui en vouloir.

Seul d'une chose : l'absence de musique. Deux numéros à peine, dont un sous-générique de fin — mais il s'agit, n'ayons peur de rien, de l'ascension de Prince... au Paradis. Il serait intéressant d'imaginer sa rencontre au sommet avec Mase West. On saurait tout enfin du sexe des anges.

HENRY BÉHAR.



Prince : la star la plus boulimique et la plus mégalomane du rock.

FESTIVAL

Un carnaval éblouissant

(Suite de la première page.)

J'ai le souvenir, en France, de plusieurs *Turcs* où le scénariste du poète paraissait totalement absurde au point de réajuster sur la musique. Ici, au contraire, la comédie semble légère, portée par un jeu exquis de gestes, d'ocillades, qui complètent et habillent la musique de la manière la plus spirituelle. Jamais de traduction littérale mais une invention subtile qui garde cependant la spontanéité même de la vie.

Le fest rosière de la comédie adoucit parfois en de charmanes tableaux, le rêve et la poésie ont aussi leur place dans cette joyeuse mascarade.

Autour de Ruggero Raimondi, tourbillonnent maintes figures plénières, tel Enzo Dura qui fait du mari une éblouissante caricature de basse bouche, presque à l'égal de Paolo Montarsolo, Édouard Gimeux, Jean, Patrick Rastier, déchaînés en poète byronien dépeint par ses personnages, et Gloria Banditelli, superbe trizane à la voix sauvage et vigoureuse. Quant à Florilla, la bien nommée, c'est l'interprète Lucia Alberti, au visage pointu, qui déverse sans cesse sur scène des cascades de fioritures avec une technique ultrabrilante, ne peut s'écarter de sa perfection, comme son timbre, qui pourtant capte des reflets de la Calais.

JACQUES LONCHAMPT.

ARTS

Germaine Acremant est morte à quatre-vingt-dix-sept ans

La « Dame au chapeau vert » — Germaine Acremant, la célèbre auteur de *Ces dames aux chapeaux verts*, est morte dimanche 24 août à l'hôpital Gallieni de Neuilly. Elle avait quatre-vingt-dix-sept ans.

(Originaire de Saint-Omer dans le Pas-de-Calais, Germaine Acremant avait commencé sa carrière littéraire en 1921 en publiant *Ces dames aux chapeaux verts*, une chronique mettant en scène, avec légèreté et humour, le petit monde des vieilles filles d'un village de son Nord natal. Le roman est depuis sans cesse réédité et a été traduit en vingt-deux langues. Il s'est, par la suite, adapté pour le théâtre et le cinéma.)

Elle était chevalier de la Légion d'honneur et a été couronnée à plusieurs reprises par l'Académie française et la Société des gens de lettres.

MUSIQUE

La rentrée du mélomane

Création en baisse, répertoire en hausse

Le Festival d'automne à Paris et Musica à Strasbourg ouvrent la saison musicale en France. C'est désormais la tradition.

FESTIVAL D'AUTOMNE

A Paris, le Théâtre Mogador, loué par le Festival d'automne, ouvre ses portes le 18 septembre à un opéra chinois, le *Pavillon des pivoines*, représenté par une troupe de Nan-kin, puis, du 25 au 29, à un *Rêve dans le pavillon rouge* venu de Shanghai (location par téléphone : 42-85-28-80). L'automne continuera à être chinois avec des spectacles de maisons de thé à Chaillot (2-26 octobre), des marionnettes à Gémier (24 octobre-7 novembre) et

du théâtre masqué aux Bouffes du Nord (16-26 octobre).

De grands concerts également, comme toujours au Festival d'automne, avec notamment la suite du cycle Xénakis entouré de Chopin, Scriabine et Stravinski et marqué par le retour de Maurizio Pollini (Pleyel, les 15, 16, 17 octobre) ; une création mondiale de Jean-Claude Eloy pour instruments de gagaku, chant boodhistes, percussion et bande (Centre Pompidou, les 19, 20, 21) ; ou création de Steve Reich (Nanterre, les 25 et 26 novembre), etc.

MUSICA

Pluridisciplinaire et plus soucieux d'informer sur les courants du siècle que de comptabiliser les créations mondiales, le festival strasbourgeois reçoit la visite de Pierre Boulez comme lors de sa première édition

en 1983. Celui-ci se dirigera lui-même pour la reprise de *Pili selon Pili* (13 septembre) et la création en France de son *Dialogue de l'ombre double* (l'Ensemble Intercontemporain redonnera à Paris le 6 octobre).

Diversité et originalité restent la marque de Musica, avec, cette année, une suite des quatuors (16 septembre), le Cabaret contemporain de la Fénice-Opéra (17 septembre), l'opéra-ballet selon la *Phédre* de Racine, composé par Bussotti (18 septembre), *Stimmung* de Stockhausen (21 septembre), Pascal Dusapin avec Marc Monnet et avec la chorégraphie Dominique Bagouet (25, 26, 30 septembre), sans compter des repas en musique, un bel ouvrage, un grand cycle de musique de film, le *William Breuer Kolkiev* (1^{er} octobre) et le retour de Boulez pour un ultime concert (3 octobre).

CONCERTS ET RÉCITAUX

■ *L'Orchestre de Paris* fête en grande pompe le dixième anniversaire de ses chœurs avec une *Neuvième Symphonie* de Beethoven, dirigée par Bernstein (Pleyel, 21, 24, 25, 26 septembre). Bernstein enregistre pour le premier acte de *Siegfried* avec Jerusalem et Fischer-Dieskau (Pleyel, 1^{er} et 3 octobre). Le 22 septembre, place à Bernstein qui dirige Bernstein (création de son *Jubilee Concert*), Lucie Foss et Dvorak (*Neuvième Symphonie*) au pupitre de l'Orchestre philharmonique d'Israël.

■ *Orchestres de la Radio*. — Les deux formations symphoniques de Radio-France se succèdent à l'UNESCO pour la clôture du Festival d'automne. D'abord le National dans Debussy et Oubay, avec le violoncelliste Alvaro Meoier, direction Andras (17 septembre). Puis le Philharmonique dans Tchaïkovski et le *Deuxième Concerto pour piano*, de Liszt, soliste Jorge Bolet, direction Marek Janowski (un bénéfice d'Amnesty International, 18 septembre). Le même Janowski dirige le NOP pour la rentrée officielle de l'orchestre dans la *Deuxième Symphonie* de Beethoven et le *Wag-Deuxième Concerto pour piano* de Mozart, soliste Emmanuel Ax (grand auditorium, 24 septembre).

Beethoven à nouveau, mais cette fois la *Huitième Symphonie* par lo National, et le *Concerto "l'Empereur"* par Radu Lupu (22 octobre, salle Pleyel).

■ *L'Ensemble orchestral de Paris* change de chef et de cap et revoilà, sous la houlette d'Armin Jordan, qui remplace Jean-Pierre Waller, une programmation « variée et inventive ». Coop d'envoi : une sérénade de Mozart et la *Paukenmesse* de Haydn (Pleyel, 21 octobre).

■ *Les matinales du Rond-Point* peaufinent elles aussi leur formule : vingt-cinq heures et les Solistes de l'Orchestre de Paris (5 octobre) ; puis l'intégrale en plusieurs séances des sonates piano-violon de Mozart ; sept récitals de piano — Béroff, Duchable, Pommeroy, Egorov, Gelber, Raski, Pirès, et d'excellents quatuors (Rond-Point des Champs-Élysées, le dimanche, 10h).

■ *Les lundis de l'Athénée* vont défilier cette année encore, le « gratin » du chant international. Dans un premier temps : Barbara Hendricks (29 septembre) et Kurt Moll (13 octobre).

■ *Chez les Musiciens amoureux*, on aime les années folles et on leur consacre pour bies commémorer l'année un « concert-salade » auquel il est recommandé d'assister en costume d'époque (6 octobre). Soirées thématiques tous les quinze jours : à la Comédie des Champs-Élysées.

■ *A noter également* : Deux opéras d'église de Britten à Fontevraud (30 août, reprise dans la capitale les 1^{er} et 10 septembre) ; l'ouverture par Vlado Perlemuter et Eugen Istomin du septième Festival « Piano sur Jacobins » (les 2 et 5 septembre, Toulouse) ; Barenboim-Argerich à Pleyel (3, 5 octobre) ; Georges Pludermacher dans sa très beau programme Beethoven-Liszt à Favart (13 octobre) ; une création de Philippe Hersant par le Groupe vocal de France (Saint-Vincent-de-Paul, 14 novembre).

OPÉRAS DE PROVINCE (1)

■ Une nouveauté à Lyon : les voyages de M. Broucek, opéra fausement comique de Janáček, par

l'équipe Amy-Erlo-Rapp (19-31 octobre). Avant le *Pelléas* mis en scène par Stroesser (novembre). L'Opéra de Nice accueille pour sa part une *Clémence* de Tintin produite par le Holland Festival, direction Götter (21-30 octobre) et *l'Arlane à Nazor* d'Aix avec Zylis-Gars, direction Klobaear (21-29 novembre).

OPÉRAS D'EUROPE

■ *Aux Pays-Bas*, à moins de six heures de train de Paris, un établissement lyrique flamboyant ouvre ses portes à Amsterdam (*le Monde* du 10 avril). Il sera inauguré en grande pompe, avec la création mondiale d'*Istokha*, du compositeur néerlandais Otto Ketting, mise en scène par Lucas Vis (23 septembre et jusqu'au 17 octobre).

■ *En Belgique*, la saison du Théâtre de la Monnaie s'ouvre à Bruxelles par le *Martyre de Saint-Sébastien* revu par Béjat et rapatrié de Salzbourg (Cirque Royal, 16-25 septembre). Puis John Pritchard

dirige le *Chevalier à la rose* (13-29 novembre).

■ *En Grande-Bretagne*, à Covent Garden, version tchèque mais sous-titres anglais pour *Jenůfa* de Janáček, sous la baguette de Bernard Haitink et dans une mise en scène de Ljubimov (sua réprésentations à partir du 17 novembre) ; puis *Orlo*, avec Ricciarelli et Domingo ; avant un mystérieux *King Goes Forth to France* du Finlandais Sallinen.

■ *En Allemagne*, enfin, le responsable artistique de l'Opéra de Munich, Wolfgang Sawallisch, paye comme à l'accoutumée de sa personne en dirigeant les deux premières productions de la saison : *Arabella*, de Strauss, avec Lucia Popp (septembre) et *Palestrina*, da Pfitzner, avec Peter Schreier et Kurt Moll (novembre).

A.R.

(1) Les programmes détaillés du club Geriex et de la salle Favart ont été publiés dans *le Monde* du 20 juin dernier.

CHAMPIONNATS NATIONAUX A VICHY

De 29 août au 14 septembre, Vichy vous propose la tradition, le dépassement, la fascination de trois compétitions sportives de haut niveau. Trois championnats, trois spectacles qui contribueront à faire de Vichy la ville du sport et de l'élégance.



CHAMPIONNAT DE FRANCE DE POLO
29 / 30 / 31 AOUT
18 équipes



CHAMPIONNAT NATIONAL D'ATTÉLAGE
12 / 13 / 14 SEPTEMBRE
Dressage, maniabilité, marathon.



NATIONAL DE TENNIS
8 AU 14 SEPTEMBRE
Championnat de France 1ère série

Office du Tourisme: 70.98.71.94



Semaine du 25 au 31 août

S'il n'est pas à Paris le 27 août pour le concert-réunion avec Maurice Ohana, organisé par le Festival estival à l'auditorium des arts (à partir de 18 h 30, avec l'Opus Ensemble, puis le quatuor Talich), le « Mélo-mane » est à Menton, à la plénière de la musique de Liszt est mise en regard de celle de ses héritiers, de Bartók à Stockhausen (tél. : 84-78-01-83).

Reste encore la possibilité d'aller à Deauville le 26, écouter le pianiste Eugen Istamin (tél. : 31-88-29-55) ou le claviériste Gustav Leonhardt, le 30, à Saint-Guilhem-le-Désert (tél. : 87-63-14-98). Mais, si l'on cherche la calme et la verdure, il faut découvrir le Festival de la harpe à Gargliessa, dans l'Inde, qui présente chaque jour un concert du 28 au 31 août (tél. : 54-47-83-11).

هكذا امت الأصل

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 25 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Feuilleton : Gaspard des montagnes. D'après l'œuvre d'Henri Pourrat. Adaptation et dialogues : Claude Santelli et Maurice Barry. Réal. : Jean-Pierre Decourt. Avec Bernard Noël, Françoise Bergé, Claire Vernet, Jean Topart, Laurent Joly. Deuxième partie : L'enfant de l'ombre.
- 22 h 15 Documentaire : *Africa*. De Basil Davidson, version française de Guy et Marianne Morano. La montée du nationalisme (septième partie).
- 23 h 5 36, photos vacances.
- 23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Théâtre : *N'écoutez pas Mesdames*. Pécès de Sacha Guitry, mise en scène de Pierre Mondy, réalisation de Pierre Badel. Avec Pierre Dux, Michelles Bosdet, Jacques François, Michelles Dux, Jacques Legras, Jackie Sardou.
- 22 h 25 Documentaire : *L'Intrépide*. Proposé par l'INA, une revue de création et de recherche préparée par Thierry Garrel.
- 23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Cinéma : *Légitime violence*. Film français de Serge Leroy (1982). Avec Claude Brasseur, Thierry Lhermitte, Roger Planchon, Francis Lemarque, Christiane Bonille, Véronique Genest, Michel Amont, Plastic Bertrand, Christophe Lambert et Jean-Marie Lemaire.
- 22 h 10 Journal.
- 22 h 35 Documentaire : *Les grandes batailles du passé*. Prod. éd. Henri de Turenne. Réal. : Jacques Dupont ; La

bataille de Waterloo. Avec la participation de John Keegan, professeur à l'école royale de Sandhurst ; Karl Hammer, de l'Institut historique allemand ; François T'Sas, de l'Institut royal de l'armée ; Jacques Logie, Gustave Thibon, François Crozet et le lieutenant-colonel Jean Franck.

Extraits de films : *Guerra et Paix* ; les *Misérables* ; Jean-Roch Coignet ; le *Chevalier de Maison-Rouge* ; *Campo di Maggio*.

Cette diffusion française sera la fin de l'illusion napoléonienne.

23 h 35 Prélude à la nuit. Quartet Satz en de mineur, de Franz Schubert, interprété par le quatuor Dimov.

CANAL PLUS

14 h 35 *Relâche* : Un mari peut en cacher un autre ; 15 h 30, *Musique* ; 16 h 55, *Cinéma* : *Le bonnet* ; Film français de Jean-Claude Miliavet, avec R. Remon, V. Genest, M. Constantin (1985) ; 20 h 35, *Cinéma* : *Parole de fille* ; Film français de José Fajardo, avec A. Delon, J. Perrin, F. Colin (1985) ; 22 h 15, *Tauromachie* : *Corrida* ; 23 h 30, *L'homme le plus fort du monde* ; 0 h 20, *Série* : *Le flic vert* ; 0 h 45, *Cinéma* : *Massacre au drive-in* ; Film américain de Stu Segall, avec A. Lawrence (1975) ; 1 h 55, *Série* : *Mike Hammer*.

LA 5

18 h Feuilleton : *Flamingo Road* (rediff.) ; 19 h 40 *Série* : *Star Trek* ; 20 h 30 *Série* : *Supercopter* ; 21 h 20 *Série* : *Les Grands* ; 22 h 15 *Série* : *La cinquième dimension*.

TV 6

14 h *Tonic 6* ; 17 h *Système 6* ; 18 h *Système 6*, avec Stéphane (rediff.) ; 19 h NRJ 6, avec Alain Souchon ; 20 h *Tonic 6* ; 23 h NRJ 6 (rediff.) ; 0 h *Tonic 6*.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 *Le roman du cinéma*. 21 h *L'épopée de la France libre* : témoignages et documents d'archives.

22 h 10 Jacques Prévert.

23 h 30 *Musique* : Festival international de piano de La Roque d'Anthéron.

0 h 5 *De jour au lendemain*.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné à l'Auditorium des Halles le 5 août) : Beethoven, Sonate n° 12 en la mineur, Sonate n° 30 en mi majeur, six Variations sur le thème de la Marche turque, par Alice Ador, au piano.

23 h *Les soirées de France-Musique* : L'âme sensible, œuvres de Gluck, Roussin, Pergolèse, Liszt et Berlioz.

Mardi 26 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 14 h 45 *Scop* à la une (rediff.).
- 15 h 35 *Croque-vacances*. Rémi ; Les *Bickitts* ; variétés ; Patricia Lavilla ; l'invité d'Isidore et Clémentine ; Laurence Jansen ; l'investigation ; Les *Arctiques* ; *Croque-vacances* ; Jack Holborn ; variétés ; Christophe Jactat.
- 17 h 15 *Boîtes à mots* (suite).
- 17 h 20 Feuilleton : *Léonard de Vinci* (rediff.).
- 18 h 35 *Quatrième épisode : après un long séjour à Milan, Léonard de Vinci, qui a maintenant cinquante ans, retrouve Florence, la ville de son enfance.*
- 18 h 35 Feuilleton : *Danses avec moi* (rediff.).
- 19 h 10 *La vie des Botes*.
- 19 h 40 *La messe et les plumes*.
- 20 h 25 *Loto sportif*.
- 20 h 35 Théâtre : *Vive la comédie*. La peur des coups, de Georges Courteline ; réalisation de Dominique Giliberti, avec Virginie Pradal et Gérard Philou.
- Une lettre bien tapée, de Sacha Guitry ; réalisation de Dominique Giliberti avec Dominique Fauriol et Isabelle Spade.
- Le chef de gare magnifique ou la belle journée de M. Ploche, de Pierre Fourny et Max Régier ; réalisation de Paul Flouquet avec Jacques Châtelier, François Dyrek, Yvan Varco, Annie Jouzier.
- 21 h 35 Cinéma : *Chant immortel*. Film égyptien d'Henry Barakat (1956) avec Farid El Atrache, Fatma Hamama, Madiha Youni, Masda, Sami Mami.
- 23 h 35 36, photos de vacances.
- 23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 14 h 20 Documentaire : *L'Aube de l'histoire* (rediff.).
- Nos ancêtres les barbares, de René Chazou. Commentaire par Jean-François et Michel Drucker. Le déclin de l'Empire romain et l'invasion des Francs. *Alamans, Burgondes et autres Wisigoths*.
- 15 h 15 Sports 48.
- Pétage artistique à Saint-Gervais ; Mongolfières à Metz ; Vol à voile à Luchon ; Tour de France jeunes ; Athlétisme : championnats d'Europe.
- 18 h 50 *Jeu* : Des chiffres et des lettres, d'Armand Jammot.
- Présenté par Patrice Laffont.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 *Affaires suivantes*. Avec Jean-Pierre Foucault, Jacques Mailhot, Maurice Horgues, Jean Lefebvre, Jacques Bahurin.
- Invité : Claude Barzotti.
- 20 h 35 Cinéma :

400 mètres haies dames, javelot hommes, 800 mètres hommes et dames) et premières médailles (marathon dames, 3 000 mètres dames, 10 kilomètres marche hommes).

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h 30 *Série* : *Cheval noir* (rediff.).
- Emission de Jean-Paul Blondel. Aristocrates et vagabonds : les Mustangs, chevaux sauvages de l'Ouest américain.
- 18 h Feuilleton : *Paul Gauguin*. Scénario de Gilles Durieux, réal. Roger Pigaut. Avec Maurice Barrier, Anne Lemoine, Pierre Lafont, Nadine Alari, Catherine Mœvrick.
- Deuxième épisode : *Gauguin révélateur de brillantes affaires mais consacre de plus en plus de temps à la peinture, une passion qui plonge sa femme dans des déboires d'insécurité.*
- 19 h *La 15-20* de l'information.
- 19 h 12 *Juste ciel, petit horoscope*.
- 19 h 15 Dessin animé : *Les entrecatchs*.
- 20 h 05 *Les nouveaux jeux de 20 heures*, à Cognac.
- 20 h 30 Cinéma : *La mort de Boffe*. Film français d'Edouard Molinaro (1961). D'après un roman de Georges Simenon. Avec Jean Desailly, Alexandra Stewart, Monique Méliand, Yves Robert, Jacques Monod, Yvette Etienvay, Marc Casson, Gabriel Gobin, Louis Colpeys, Suzanne Courtal, Lucien Hubert.
- 22 h 15 Journal.
- 22 h 40 *L'été des festivals 86* : La tournée américaine. De James Sanabria. Adaptation française : Suzanne Lombard. Création et mise en scène : Laurent Terzieff. Avec Laurent Terzieff, Pascale de Boysson, Françoise Walter et Raymond Acquaviva.
- L'histoire de deux couples qui se sont aimés, déchirés, et qui se retrouvent après neuf ans de séparation.

CANAL PLUS

14 h 00 Cinéma : *One, two, two*. Film français de Christian Gion. Avec N. Cailly, F. Hunter, J. François (1978). 15 h 40 Cinéma : *Les fantômes de M^{me} Joe* (1981). 16 h 00 *Série* : *Dancin' Days* ; 18 h 35 *Top 50* ; 19 h 05 *Série* : *Barbade* ; 20 h 00 *Les trépassés* ; 20 h 35 *Jeu* : *Les affaires sont les affaires* ; 21 h 35 *Cinéma* : *Le grand frisson*. Film américain de Mel Brooks. Avec M. Brooks, M. Kahn, H. Korman (1977). 22 h 15 *Futball* : *Les couilles* ; 22 h 40 *Futball* : *Nantes-Bordeaux*, Championnat de France ; 0 h 25 Cinéma : *Elle vous flingue à un mariage* ; Avec Y. Vernet, F. Fabian, F. Blanche (1970) ; 2-00 *Série* : *Hollywood Blues*.

LA 5

19 h *Tennis en direct de Flushing-Meadow* ; 21 h 30 *Série* : *Kojak* ; 22 h 15 *Musique* : *Jonathan* ; 0 h 20 *Série* : *K. 2000*.

TV 6

14 h *Tonic 6* ; 17 h *Système 6* ; 18 h *Système 6*, avec Bernard Lavilliers (rediff.) ; 19 h NRJ 6 avec E.-G. Dally ; 20 h *Tonic 6* ; 23 h NRJ 6 (rediff.) ; 0 h 00 *Tonic 6*.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 *Le roman du cinéma*. 21 h *L'épopée de la France libre*. 22 h 10 Jacques Prévert.

23 h 30 *Musique* : Festival de piano de La Roque d'Anthéron ; Olli Mustonen.

0 h 05 *De jour au lendemain*.

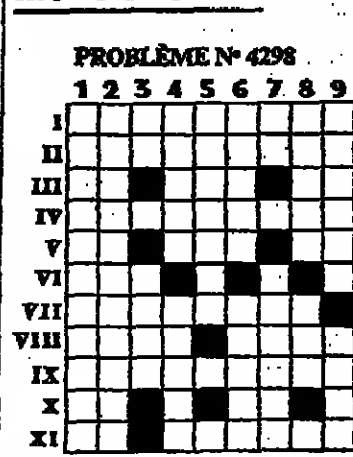
FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct du Royal-Albert Hall de Londres) : Kyrie en ré mineur, K. 341, de Mozart ; Symphonie n° 34 en mi bémol majeur de Haydn ; Requiem en ré mineur, K. 626, de Mozart, par les English Baroque Soloists et le Monteverdi Choir. (dir. : John Eliot Gardiner ; solistes : Barbara Bonney, soprano ; Sofia von Otter, mezzo ; Hans Peter Blochwitz, ténor et Willard White, basse).

23 h *Les soirées de France-Musique* : L'âme sensible, œuvres de Gluck, Mozart, Paganini, Camara, Davies, Rossini.

Informations « services »

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. Coupes de fruits. — II. Une femme de terrain. — III. Ne risque pas d'avoir la « catarracte ». Moment chaud d'une révolution. Dans le vent. — IV. Coup de bourdon. — V. Personnel Grand âge. Sont en vogue. — VI. Un malade pour un médecin. — VII. Bien assurés. — VIII. Un roi à jouer. Bourdon en bois. — IX. En train de faire preuve d'une présence rayonnante. — X. Possessif. Sur une « échelle » ou dans un échafaudage. — XI. Article étranger. Est sauvage.

VERTICALEMENT

I. Ne manque pas d'un certain aplomb. — 2. Où règne l'égalité parfaite. — 3. Sans effets. N'est pas du genre à avoir des pannes. — 4. Période de privation. Se courtisait en faisant du « pied ». — 5. Ne risque pas de s'envoler. — 6. D'ordre indéterminé. Regarde en estimant au avec dédain. — 7. Autre nom de Gala. Nid de « souris ». — 8. Crochet d'ouverture. Monnaie étrangère. — 9. Fleur. Bulletin de notes.

Solution du problème n° 4297

Horizontalement

I. Opiniâtreté. Joh. — II. Ovide. Atome. Ur. — III. Miel. Ramoneur. — IV. O.S. Léonin. Arc. — V. Noug. Li. Bou. — VI. T.N.T. Cycliste. Gn. — VII. Eon. Indécent. — VIII. Etendage. Huée. — IX. Porte-monnaie. Rn. — X. Inné. I.G. Uvalc. — XI. Enée. Quasimodo. — XII. Te. Amer. Ni. — XIII. Erminette. Entré. — XIV. Ring. T. Speech. — XV. Toc. Edelweiss.

Verticalement

1. Mont-de-piété. — 2. Poisson. Tomme. — 3. Ivc. Ut. Erac. Mle. — 4. Nulle. Entée. In. — 5. Il. Code. Auge. — 6. Aérodynamique. — 7. An. Goguette. — 8. Rami. Lien. Artel. — 9. Eton. In. Nas. — 10. Ton. L.S.D. Avis. Se. — 11. Emérite. Jam. (mal). Epi. — 12. En. Echelon. — 13. Rab. Eu. Edité. — 14. Ou. Rogner. Rc. — 15. Brocanteur. Jéha.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 24 août 1986 :

UN ARRÊTÉ

● Du 30 juillet 1986 relatif au contrôle sanitaire des étrangers autorisés à séjourner en France.

UNE LISTE

● Des écoles habilitées à délivrer le titre d'ingénieur diplômé.

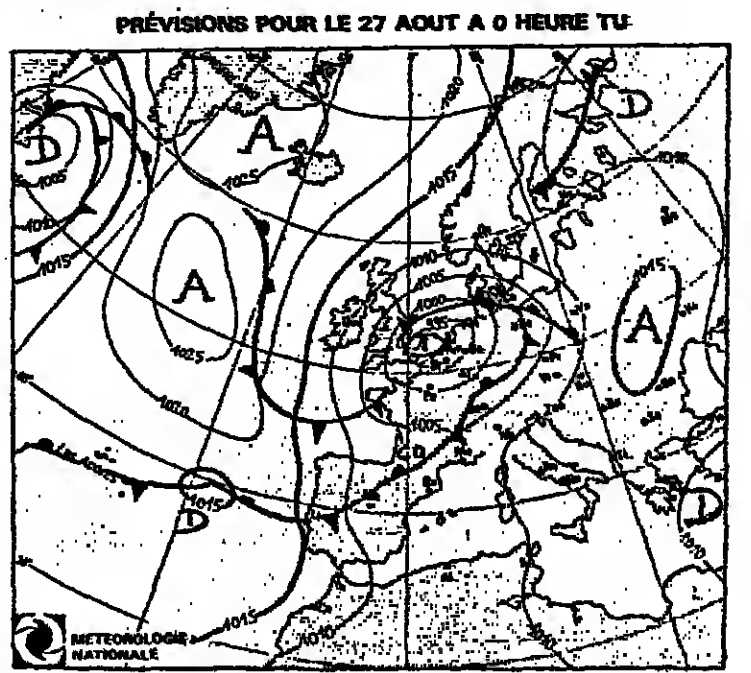
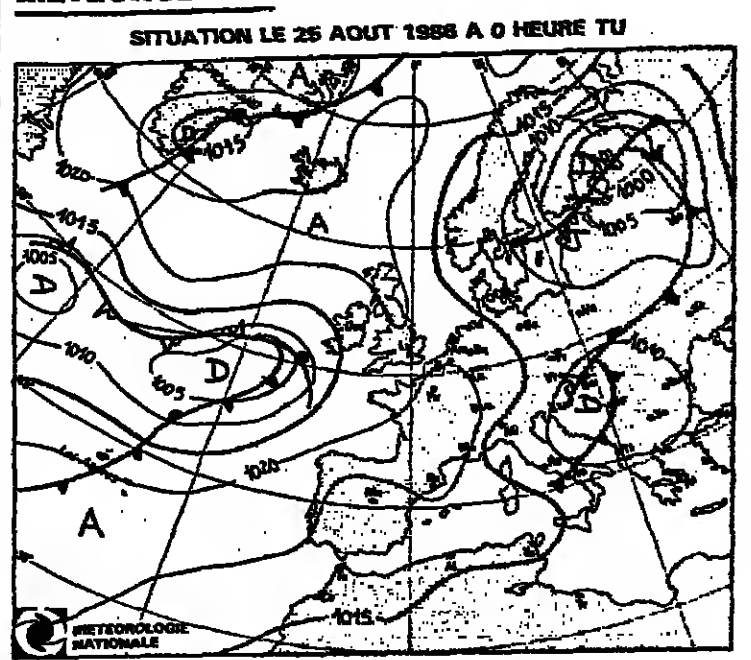
EN BREF

● CHANTIERS : APARE. — L'Association pour la participation et l'action régionale (APARE) propose à de jeunes bénévoles de participer à des chantiers de la restauration du patrimoine provençal ; du 28 août au 14 septembre à Calvi, dépeçage de troncs, de branches morts dans le lit de la rivière Calvi et débroussaillage des berges, enfin, du 31 août au 14 septembre à Notre-Dame-de-Lure, réalisation d'une toiture en lauzes sous la direction de l'architecte en chef des Monuments historiques pour l'église de Notre-Dame-de-Lure, classe monument historique, seule partie conservée de l'ancienne abbaye bénédictine fondée au douzième siècle par l'ordre des Chanoines.

● RENCONTRES : Ecole et Nature. — Les rencontres nationales Ecole et Nature rassembleront du 27 août au 1^{er} septembre à Lodève (Hérault) tous ceux — enseignants, mineurs ou naturalistes amateurs — qui s'intéressent au problème de l'éducation à l'environnement. Des spécialistes feront part de leurs expériences et donneront des conférences dans les domaines les plus variés.

● Association Langue-d'Occitan pour la diffusion de l'écologie scientifique. 34270 Saint-Jean-de-Caculles, tél. 67-55-28-86.

MÉTÉOROLOGIE

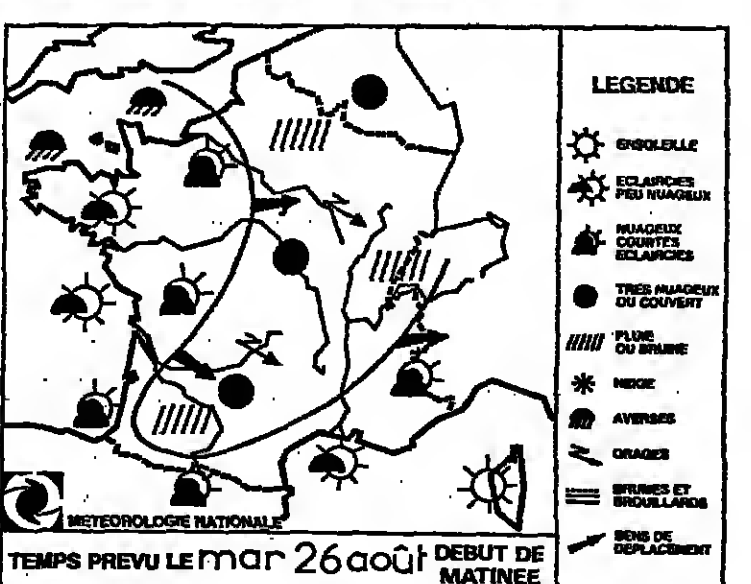


Evolution probable du temps en France entre le lundi 25 août à 0 h et le mardi 26 août à minuit.

Le temps perturbé se maintient et intensifie l'ensemble de la France, mais l'activité pluvieuse reste en général faible à modérée.

Mardi : le matin, le ciel sera souvent très nuageux à couvert ; et les pluies étiennes estivales intensifieront la Bretagne. Les nuages donneront de la pluie sur la région du nord-est et de l'ouest par les régions orageuses sur le relief, sur les régions allant des Pyrénées au Massif Central et aux Alpes. Côté sud de mauvais temps se décalera lentement vers le sud-est et s'étendra encore, en soirée, des Pyrénées au sud du Massif Central, aux Alpes et au Nord-Est, donnant encore quelques orages orageux.

Enfin, les températures atteindront 18 à 20 degrés sur le Nord-Ouest, 20 à 25 degrés du Nord-Est au Sud-Ouest et 25 à 28 degrés sur le Sud-Est (jusqu'à 29 degrés sur les côtes méditerranéennes et en Corse).



| TEMPÉRATURES maxima - minima | | | | Temps observé le 25-8-1986 à 6 heures TU | | | |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| le 24-8-1986 à 6 h TU et le 25-8-1986 à 6 h TU | | | | | | | |
| FRANCE | ROUS | TOUL | PARIS | LYON | STRAS | MONT | GENÈ |
| ANGERS... 27 14 S | ROUS... 27 14 S | TOUL... 27 14 S | PARIS... 27 14 S | LYON... 27 14 S | STRAS... 27 14 S | MONT... 27 14 S | GENÈ... 27 14 S |
| BORDEAUX... 27 14 S | BORDEAUX... 27 14 S | BORDEAUX... 27 14 S | BORDEAUX... 27 14 S | BORDEAUX... 27 14 S | BORDEAUX... 27 14 S | BORDEAUX... 27 14 S | BORDEAUX... 27 14 S |
| BREX... 27 14 S | BREX... 27 14 S | BREX... 27 14 S | BREX... 27 14 S | BREX... 27 14 S | BREX... 27 14 S | BREX... 27 14 S | BREX... 27 14 S |
| CHER... 27 14 S | CHER... 27 14 S | CHER... 27 14 S | CHER... 27 14 S | CHER... 27 14 S | CHER... 27 14 S | CHER... 27 14 S | CHER... 27 14 S |
| CLERMONT... 27 14 S | CLERMONT... 27 14 S | CLERMONT... 27 14 S | CLERMONT... 27 14 S | CLERMONT... 27 14 S | CLERMONT... 27 14 S | CLERMONT... 27 14 S | CLERMONT... 27 14 S |
| DIJON... 27 14 S | DIJON... 27 14 S | DIJON... 27 14 S | DIJON... 27 14 S | DIJON... 27 14 S | DIJON... 27 14 S | DIJON... 27 14 S | DIJON... 27 14 S |
| GRANDE... 27 14 S | GRANDE... 27 14 S | GRANDE... 27 14 S | GRANDE... 27 14 S | GRANDE... 27 14 S | GRANDE... 27 14 S | GRANDE... 27 14 S | GRANDE... 27 14 S |
| LE... 27 14 S | LE... 27 14 S | LE... 27 14 S | LE... 27 14 S | LE... 27 14 S | LE... 27 14 S | LE... 27 14 S | LE... 27 14 S |
| LIMOGES... 27 14 S | LIMOGES... 27 14 S | LIMOGES... 27 14 S | LIMOGES... 27 14 S | LIMOGES... 27 14 S | LIMOGES... 27 14 S | LIMOGES... 27 14 S | LIMOGES... 27 14 S |
| LYON... 27 14 S | LYON... 27 14 S | LYON... 27 14 S | LYON... 27 14 S | LYON... 27 14 S | LYON... 27 14 S | LYON... 27 14 S | LYON... 27 14 S |
| MARSEILLE... 27 14 S | MARSEILLE... 27 14 S | MARSEILLE... 27 14 S | MARSEILLE... 27 14 S | MARSEILLE... 27 14 S | MARSEILLE... 27 14 S | MARSEILLE... 27 14 S | MARSEILLE... 27 14 S |
| NANCY... 27 14 S | NANCY... 27 14 S | NANCY... 27 14 S | NANCY... 27 14 S | NANCY... 27 14 S | NANCY... 27 14 S | NANCY... 27 14 S | NANCY... 27 14 S |
| NICE... 27 14 S | NICE... 27 14 S | NICE... 27 14 S | NICE... 27 14 S | NICE... 27 14 S | NICE... 27 14 S | NICE... 27 14 S | NICE... 27 14 S |
| PARIS... 27 14 S | PARIS... 27 14 S | PARIS... 27 14 S | PARIS... 27 14 S | PARIS... 27 14 S | PARIS... 27 14 S | PARIS... 27 14 S | PARIS... 27 14 S |
| POitiers... 27 14 S | POitiers... 27 14 S | POitiers... 27 14 S | POitiers... 27 14 S | POitiers... 27 14 S | POitiers... 27 14 S | POitiers... 27 14 S | POitiers... 27 14 S |
| RENNES... 27 14 S | RENNES... 27 14 S | RENNES... 27 14 S | RENNES... 27 14 S | RENNES... 27 14 S | RENNES... 27 14 S | RENNES... 27 14 S | RENNES... 27 14 S |
| STRASBOURG... 27 14 S | STRASBOURG... 27 14 S | STRASBOURG... 27 14 S | STRASBOURG... 27 14 S | STRASBOURG... 27 14 S | STRASBOURG... 27 14 S | STRASBOURG... 27 14 S | STRASBOURG... 27 14 S |
| TOULOUSE... 27 14 S | TOULOUSE... 27 14 S | TOULOUSE... 27 14 S | TOULOUSE... 27 14 S | TOULOUSE... 27 14 S | TOULOUSE... 27 14 S | TOULOUSE... 27 14 S | TOULOUSE... 27 14 S |
| VAL... 27 14 S | VAL... 27 14 S | VAL... 27 14 S | VAL... 27 14 S | VAL... 27 14 S | VAL... 27 14 S | VAL... 27 14 S | VAL... 27 14 S |
| VERMOREL... 27 14 S | VERMOREL... 27 14 S | VERMOREL... 27 14 S | VERMOREL... 27 14 S | VERMOREL... 27 14 S | VERMOREL... 27 14 S | VERMOREL... 27 14 S | VERMOREL... 27 14 S |
| WISSEM... 27 14 S | WISSEM... 27 14 S | WISSEM... 27 14 S | WISSEM... 27 14 S | WISSEM... 27 14 S | WISSEM... 27 14 S | WISSEM... 27 14 S | WISSEM... 27 14 S |
| YVERDON... 27 14 S | YVERDON... 27 14 S | YVERDON... 27 14 S | YVERDON... 27 14 S | YVERDON... 27 14 S | YVERDON... 27 14 S | YVERDON... 27 14 S | YVERDON... 27 14 S |

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

LE MARCHE AUX AFFAIRES
jusqu'au 20 septembre
Samaritaine

La temps de la revanche. ■ Film argentin d'Adolfo Aristarain (1981). Avec Federico Luppi, Haydée Palilla, Rodolfo Randi, Ulises Dumont, Julio de Grazia, Aldo Barbero, Enrique Lippa.

Un ancien syndicaliste aux prises avec une multiplicité. Grand Prix aux festivals de Biarritz, Cortina et Montreuil. Grand Prix d'interprétation masculine pour Federico Luppi au Festival de Chicago.

22 h 10 Sport : Athlétisme. Championnats d'Europe à Stuttgart. Premières épreuves de la compétition (Hélistar des

مكتبة الأصول

Sports

Les championnats du monde de natation

Des nageurs de combat

Les cinquièmes Championnats du monde de natation se sont terminés samedi 23 août à Madrid. Ils ont confirmé la sensibilité « balaise de régime » de la natation américaine malgré l'impressionnante moisson (sept médailles) de Matt Biondi. Les nageurs européens, à l'image de l'Allemand de l'Ouest Michael Gross, s'affirment.

Les nageurs français, qui ont battu dix-sept records nationaux, mais remporté une seule médaille avec la deuxième place de Stéphane Caron sur 100 mètres, reviennent de Madrid avec un bilan satisfaisant.

MADRID
de notre envoyé spécial

Un grand nageur n'est pas forcément un moine des piscines. Et il faut bon voir Michael Gross, dans les premières ombres du soir madrilène, marcher, au son aléatoire des petites conneries de la fanfare espagnole, vers sa sixième et dernière finale des championnats du monde 1986, celle du relais 4x100 mètres quatre nages. Drapé, comme ses trois compatriotes ouest-allemands, dans une robe blanche improvisée, lunettes noires sur le nez, l'« Albatros d'Offenbach » poussait, au bout de ses interminables bras, un chariot de supermarché embellie dans un paré multicolore. Le sculptural Suisse Dano Halsall avait posé sur son crâne rasé de sprinter des eaux une affolante perruque bleu électrique. Ah ! comme il furent acclamés, aimés, pour cet inattendu pied de nez au cérémonial empesté d'un

championnat du monde. Jamais 4x100 mètres quatre nages de haut de gamme ne s'ébroua au milieu de tant de bonne humeur.

Michael Gross mit au point d'honneur à porter la RFA en tête au bout de son troisième relais. Et on crut très fort, en cet instant, aux chances de ces frippons d'Allemands arrivés au bord de l'eau comme une bande de carabins. C'était compter sans l'Américain Matt Biondi, au quatrième relais, prêt à tout pour cueillir une troisième médaille d'or. Même à flirter avec le diable. Ce qu'il fit. Basculant son corps en avant alors que son coéquipier Pablo Morales était encore bien loin du bord du bassin. En poussant sur ses oreilles au centième de seconde même où les doigts de Morales effleurèrent le mur sous lui. Biondi nagea ce 100 mètres en 47 secondes et 78 centièmes. Médaille d'or à la clé. Pendant que les juges éphémères se disputaient pour être bien sûrs que Biondi n'avait pas volé son départ, Michael Gross débatta de son chariot des dizaines de boissons en boîte. Et les trente-deux nageurs de la finale trinquèrent sans façon au pied du podium, en attendant le verdict qui confirmerait la victoire des États-Unis.

On ne pouvait rêver plus réjouissant baignade de rieurs sur les cinquièmes championnats du monde de natation, pauvres en records planétaires, mais fertiles en duels, et dominés par les deux silhouettes géantes de Matt Biondi et Michael Gross.

Matt aux sept médailles, dont trois d'or, mais une seule à titre individuel, sur 100 mètres, ne s'est pas hissé, dans la légende, à la hauteur de son compatriote Mark Spitz (sept médailles d'or aux Jeux de

Munich). Mais, pour son premier grand rendez-vous international, il n'a grimpé sur tous les podiums du 50 m au 200 m. Jusque-là nageur de records sur 50 m et 100 m, il a aussi dévoilé à Madrid un tempérament de battant peu commun en renversant, à lui seul, la situation en faveur des États-Unis dans le 4x100 mètres et le 4x400 mètres quatre nages, où il reprit un peu plus d'une seconde au dernier relayeur ouest-allemand. Si la natation américaine reste en tête dans la course aux bilans, malgré une forte poussée européenne, elle le doit pour une bonne part au phénomène Biondi.

Michael aux quatre médailles, dont deux d'or à titre individuel, sur 200 mètres nage libre et 200 mètres papillon, a quitté Madrid moins bien servi. Il se voit, dans ce sport de météores, les champions qui conservent un titre mondial à quatre ans d'intervalle, aspirant, dans leur sillage, une natation de forte densité. L'exploit de Gross, c'est d'être encore là au sommet.

Les Français perdent leurs complexes

Les deux stars n'ont pas établi de nouveaux records dans leurs spécialités respectives. Mais ils ne sont pas les seuls. Pour beaucoup d'observateurs, les championnats du monde de Madrid ont sans doute marqué la fin de la natation chronométrée, du moins dans les grandes compétitions. La lutte devenue très ouverte force les nageurs à privilégier la place au détriment de la performance. « La natation pourrait bien devenir un sport de combat », souligne Patrice Prokop, le directeur technique national (DTN) français. Dans une finale olympique du 100 mètres en athlétisme, on ne pense pas à bat-

tre le record. Seule compte la première place. L'Europe joue malade, un rôle majeur, sans doute grâce aux championnats continentaux, qui incitent les pays à lancer chaque année une nouvelle génération.

Chez les dames, en revanche, les nageuses de RDA ont encore essaié un peu mieux leur autorité. Treize titres, des records du monde avec pour figure de proue l'infatigable Kristin Otto, qui totalise quatre médailles d'or et deux d'argent.

La cote de la natation française est remontée de plusieurs crans, non seulement grâce à la médaille d'argent de Stéphane Caron dans le 100 mètres nage libre, mais aussi grâce aux dix-sept records de France battus en Espagne et aux nombreuses participations aux finales, parmi lesquelles la quatrième place de Catherine Piewinski, pas impressionnée du tout d'affronter sur 100 mètres papillon les Allemandes de l'Est et l'Américaine Mary Meagher. Aujourd'hui, les nageurs français se regardent plus en médailles des championnats du monde comme un Martien. Et ils abordent la compétition avec la conviction de pouvoir jouer leur carte.

« Des félicitations, des petites tapes dans le dos de la part des étrangers, ça fait plaisir », constate Patrice Prokop.

Le célèbre entraîneur américain Peter Daland estime pour sa part que la France est le pays qui a le mieux exploité son potentiel à Madrid. Le compliment n'est pas mince. La natation hexagonale est en train de perdre ses vieux complexes.

MICHEL DESFONTAINES.

CYCLISME

Longo comme Hinault

Deuxième du Tour de France, il y a un mois, Bernard Hinault et Jeanie Longo ont pris une éclatante revanche en gagnant la Course classique, autrement dit le Tour du Colorado, la plus importante des épreuves par étapes américaines (cinq et courues aux alentours, qui s'est terminée dimanche 24 août à Boulder).

Sur les routes de l'Ouest des États-Unis, le Breton et la Granobienne ont largement dominé leurs adversaires. Hinault, qui effectuait en la circonstance une de ses dernières courses, puisqu'il doit abandonner le sport actif à la fin de la saison, s'est montré supérieur à Greg Lemond tant en montagne que contre le montre. Cette nouvelle confrontation a surtout fait ressortir les divergences entre les deux équipes de La Vie Claire, essentiellement précoques, semble-t-il, de leur leur carte pour l'année. Dans ce duel de prestige, Hinault, premier Français à remporter le Tour du Colorado, a repris l'avantage sur Lemond, premier Américain à inscrire son nom au palmarès du Tour de France, et devient l'un des favoris du championnat du monde, qui se déroulera le 6 septembre à Colorado Springs.

Quant à Jeanie Longo, elle a réitéré à l'Américaine Inge Thompson, après avoir distancé l'italienne Maria Carrara sur les itinéraires les plus montagneux, une performance de bon augure alors qu'elle s'apprête à défendre son titre mondial.

J. A.

MOTOCYCLISME

Michand rejoint Vimond

Vainqueur du Grand Prix de Finlande, dimanche 24 août, sur le parcours de Roseland, dans la banlieue d'Helsinki, le Français Thierry Michand, au guidon d'une Fantic à moteur monocylindre, a conservé en extrême sud de champion du monde de trial. Le Belge Eddy Lejeune, en tête du classement général avant la dernière manche, a terminé troisième en Finlande, ce qui le rétrograde à la troisième place finale derrière le Français, âgé de vingt-deux ans, et le Britannique Steve Saunders.

Michand rejoint ainsi Jacky Vimond (Yamaha) champion du monde de moto-cyclo 250 centimètres cubes depuis le Grand Prix d'Allemagne, le 6 juillet dernier, mais qui a dû abandonner dimanche 24 août dans le Grand Prix de Suède qui clôturait la saison. Au classement final, Vimond précède l'italien Rinaldi et Van Dongen.

La saison 1986 se terminait également dimanche pour les pilotes de vitesse avec le Grand Prix de Saint-Marin, sur le circuit de Misano. En 500 centimètres cubes, l'Américain Eddie Lawson (Yamaha), déjà assuré du titre, l'a emporté devant l'Australien Wayne Gardner (Honda) et l'Américain Randy Mamola (Yamaha). Les trois hommes terminent dans le même ordre au championnat du monde, où les Français Christian Sarron (Yamaha) et Raymond Roche (Honda) finissent respectivement sixième et huitième.

La course des 250 centimètres cubes est revenue au Japonais Taira (Yamaha), devant l'Espagnol Sito Pons (Honda) et le Français Dominique Sarron (Honda). Le titre mondial revient au Vénézuélien Carlos Lavado (Yamaha), victime d'une chute à Misano. Il précède Pons et Sarron. Jean-François Baldi termine cinquième.

POLO

Le choc des maillets

Au mois d'août, le cheval est roi à Deauville. Après les courses et avant les ventes de yearlings, chaque jour, des matches de polo animent de couleurs vives l'hippodrome de la ville. Dimanche 24 août avait lieu la Coupe d'argent Piper-Heidsieck, le championnat mondial de Deauville, un tournoi qui occupe le quatrième

rang dans les compétitions mondiales. Les quatre joueurs de l'équipe d'Ingwenya ont remporté l'épreuve, arrachant la victoire (8 buts à 6) à la fin d'une partie dominée par l'équipe de Cowdray Park. Joueurs et poneys venus d'Angleterre ou d'Amérique latine ont émerveillé par leur adresse.

DEAUVILLE
de notre envoyé spécial

Tenant fermement les rênes de la main gauche, faisant tourbillonner le maillet de la main droite, les joueurs s'élancent à la poursuite de la balle. Le petit point blanc en plastique, de 8 centimètres de diamètre, atterrit dans l'herbe. Auteure de la passe, sir Charles Pearson, capitaine de Cowdray Park, demande le maximum à son poney. Il gagne de vitesse ses deux adversaires d'Ingwenya et, par un petit coup de maillet en pleine vitesse, envoie la balle entre les deux poteaux rouges. Le but est marqué. Les deux mille personnes réparties le long du terrain applaudissent le joueur britannique, compagnon d'équipe du prince Charles.

Pearson frappera encore de belle manière au cours des six périodes qui composent la partie. En compagnie de son équipier Martin Glue, il emmènera souvent la balle vers les buts adverses. Des actions inattendues qui demandent aux poneys d'être très rapides sur de courtes distances. Rapides, et aussi prêts à stopper pour repartir en sens inverse, quand le général roux Van Hunt, arrière de l'équipe d'Ingwenya, réussit à s'emparer de la balle, ou quand le choc des maillets déstabilise les cavaliers.

Les actions sont soudaines au polo. Malheur au spectateur qui laisse son regard flotter quelques instants sur la belle robe d'une monture. Courbés pour frapper sous l'encolure, dressés pour tenter d'intercepter une balle en hauteur, les joueurs ont déjà déplacé le jeu. Habiles cavaliers, ils épuisent les chevaux comme on dit dans les westerns. D'ailleurs, à la fin de chaque période d'une durée de sept minutes, les joueurs changent de cheval pour laisser leur monture se reposer.

Cavaliers émérites

Braves poneys de 1,60 mètre, ils sont fins et très musclés. Ils n'ont pas peur de fencer sur leurs congénères et, malgré les bandes de flanelle qui protègent leurs membres, sentent souvent les 130 grammes de la balle envoyée comme un boulet. Ces merveilleux chevaux viennent d'Argentine. Dans des estancias de la Pampa, on élève et on dresse les montures d'un sport assez prisé dans ce pays. Des poneys qui seront expédiés en Angleterre, en France ou en Espagne. « Chaque joueur a au minimum besoin de cinq chevaux », explique Didier Orain, responsable de Golf European Management, de Deauville. « Mais, ajoute-t-il, les grands joueurs souhaitent disposer

de huit montures par partie, afin de posséder une réserve en cas d'accident.

Des accidents peu nombreux, comparés aux collisions souvent très rudes entre cavaliers. Mais les joueurs sont experts, et des chutes comme celle au cours de laquelle a été blessé, mardi, le champion français Jean-Luc Chartier demeurent l'exception.

Cavaliers émérites, les joueurs sont aussi de redoutables artistes du maillet. De haut en bas, de droite à gauche du cheval, ils propulsent la longue tige de bambou terminée par un marteau en bois de frêne ou d'érable. Lorsqu'ils se présentent, en début de match, tenant leur maillet sur l'épaule, un rapprochement se fait tout de suite avec le golf. Mais quand le Suisse Nicolas Hahn, capitaine, ou le Néo-Zélandais Stewart Mac Kenzie, d'Ingwenya, semblent se faire des passes au-dessus de la tête de leur poney, la différence est saisissante. Néanmoins, nombreux sont les joueurs de polo qui pratiquent le golf et qui s'en inspirent pour stricte l'extrême de leur martelage.

Quelques mêlées confuses, des divergences entre équipiers, des interventions nombreuses des deux arbitres à cheval ont émaillé les dernières périodes. Peu de temps après que les spectateurs eurent envahi le terrain pour reboucher les trous, comme le veut la tradition du polo. La fatigue était sensible chez les joueurs, après une demi-heure de jeu. Finies les longues descentes des 275 mètres du terrain, la balle sautant au bout du maillet. Moins de revers, ces superbes frappes de la balle à gauche de l'encolure du cheval, et par conséquent des pénalités plus fréquentes qui occasionneront quelques lirs au but.

Joueurs professionnels pour la plupart, les champions du polo avaient fourni un agréable spectacle. Le public, venu — pas exclusivement — en rolls-royce immatriculés au Liberia, a applaudi des seigneurs pleins de civilité envers les décisions des arbitres. Encore une semaine à Deauville et les hommes et chevaux gagneront l'Argentine, puis les États-Unis, avant d'aller chevaucher à Windsor devant la reine d'Angleterre. En attendant que la Fédération équestre internationale accepte le retour du polo comme discipline olympique. Un objectif que ne déçoit pas d'atteindre le duc de Noailles, président du polo de Deauville.

SERGE BOLLOCH.

Les championnats du monde de canoë-kayak

Heurs et malheurs de Bernard Bregeon

En cinq journées de compétition, sur le bassin de l'île Notre-Dame à Montréal, les équipes d'Union soviétique et de la République démocratique allemande n'ont pas exercé leur domination habituelle aux championnats du monde de course en ligne, la seule spécialité du canoë-kayak à laquelle elles s'intéressent. La pagaye en eaux calmes figure en effet au programme olympique, contrairement au slalom et à la descente en eaux vives.

MONTREAL
de notre envoyé spécial

Soviétiques et Allemands de l'Est ont mal digéré leur voyage outre-Atlantique. Les premiers sont repartis sans aucune médaille d'or sur les distances olympiques (500 m et 1 000 m) et les seconds n'en ont ramené que deux. La tempête a été aussi forte que les bourrasques de vent et de pluie qui se sont abattus sur les bateaux durant tout le week-end. Les « profiteurs » restent à l'Est (essentiellement la Hongrie), mais quelques petits malins de l'Ouest ont joué les poseurs de bombe, comme le surprénant Anglais Jeremy West, deux fois vainqueur dans la catégorie reine, celle des kayaks monoplace ou des doubles. Certains avancent timidement une explication à cette soucoupe : Allemands de l'Est et Soviétiques se

seraient accordé une saison sabbatique après avoir forcé la dose à l'entraînement l'année dernière, histoire de remettre alors les pendules à l'heure en raison de la frustration engendrée par leur absence aux Jeux olympiques de Los Angeles en 1984.

La France n'a pas profité de ces bouleversements, puisque, comme l'an dernier, elle a remporté deux médailles avec Bernard Bregeon, deuxième du 500 mètres en kayak, et Didier Hoyer, troisième du 1000 mètres en canoë. A Malines, en 1985, le kayak bicolore composé de Philippe Bouchard et Pascal Bouchard, s'était adjugé la médaille d'or sur 1000 mètres et Bernard Bregeon celle de bronze en kayak monoplace sur la distance de 500 mètres.

Bernard Bregeon avait pourtant mal débuté ces championnats. Petit, tout en muscles ronds, il était tellement obsédé par la victoire qu'il commettait deux faux départs dans le 1 000 mètres, sanctionnés, comme le règlement, par une disqualification. Rejeté à l'écart des concours par les commissaires, le fin esquif de Bernard Bregeon erra comme un radeau perdu, pendant que Jeremy West volait comme l'éclair vers la victoire. Les entraîneurs de l'équipe de France en restèrent suffoqués.

En revanche, la veille, ils avaient apprécié à sa juste valeur la performance de Bouchard et Bouchard, sixième de leur finale. Les deux hommes n'avaient, en effet, participé à aucune régata internationale

avant de se rendre à Montréal. Pire : ils ne connaissaient que trente journées d'entraînement commun depuis leur exploit en Belgique. En raison du séjour de Philippe Bouchard aux États-Unis où il a terminé avec succès, le 4 août, des études de chiropractie, ils avaient travaillé « par correspondance », altérant par conséquent leur cohésion sur l'eau quand il faut cabaler le kayak à cent vingt coups de pagaie par minute. Pour tout cet ensemble de circonstances, Daniel Curtil, le directeur technique national conserve son entière confiance dans ses trois pur-sang, à deux ans des Jeux olympiques de Séoul. De manière plus générale, le bilan français porte la marque d'une évolution intéressante. Pour la première fois depuis que les championnats du monde sont organisés, tous les bateaux engagés ont accédé aux finales. De surcroît, les canoës, jusqu'ici moins bien placés que les kayaks ont redressé la situation.

Didier Hoyer (quatrième en monoplace 1000 mètres) et Pascal Sylvestre qui l'accompagna au cinquième rang en double, ont remporté 1000 mètres, soit ce que ce renouveler du à leur responsable Alain Lebas, médaillé aux Jeux olympiques de Moscou en 1980, qui a su restaurer la confiance égarée, repérer les défauts techniques et tirer le meilleur compte de deux profils psychologiques dont le dévouement commun est une bague sans équivalent dans le reste de l'équipe.

LIBERT TARAGO.

Automobilisme

1000 KILOMÈTRES DE NUREMBERG
La Française Henri Pescarolo et son co-équipier néo-allemand, Milti Thakewell (Scuderia Mercedes) ont remporté, dimanche 24 août, les 1000 kilomètres de Nuremberg septième des neuf épreuves du championnat du monde d'endurance, devant l'italien Mauro Baldi et l'Allemand de l'Ouest Klaus Niedzwiedz (Ford 950 CI). La dernière victoire d'une Mercedes en championnat du monde d'endurance remonte à 1955.

Avion

CHAMPIONNAT DU MONDE
(A Nottingham, Angleterre)
Le duo de couple poids légers messieurs français, composé de Thierry Renaldi et Eric Crispin, a remporté, dimanche 24 août, la médaille d'argent en terminant, en 6 mn 44 s 76, à trois secondes de la Grande-Bretagne victorieuse de cette épreuve. C'est la seule médaille obtenue par les Français lors de ces championnats dominés par les Européens de l'Ouest.

Boxe

CHAMPIONNAT DU MONDE DES SUPER-WELTERS
(A Juan-les-Pins)
L'Américain Buster Drayton a conservé son titre en battant son compatriote Davey Moore par arrêt de l'arbitre à la dixième reprise.

LES RÉSULTATS

| Football | |
|--|--|
| CHAMPIONNAT DE FRANCE | |
| Deuxième division | |
| (Quatrième journée) | |
| GROUPE A | |
| *Nîort b. Red Star | 2-0 |
| *Angers b. La Roche | 3-2 |
| *Reims b. Caen | 1-0 |
| *Valenciennes b. Orléans | 1-0 |
| *Amiens b. Saint-Dizier | 2-0 |
| *Mulhouse b. Amiens | 4-0 |
| *Dunkerque b. Tours | 0-0 |
| *Guingamp b. Strasbourg | 3-2 |
| *Quimper b. Beauvais | 4-1 |
| *Chamois | 1. Nîort, 8 pts ; 2. Angers, 7 ; 3. Valenciennes et Reims, 6 ; 5. Mulhouse, 5. |
| GROUPE B | |
| *Béziers b. Thonon | 2-0 |
| *Aix b. Martigues | 1-1 |
| *Cannes b. Lyon | 3-1 |
| *Clermont b. Lorient | 2-1 |
| *Sète b. Istres | 3-0 |
| *Guingamp b. Le Puy | 1-1 |
| *Montpellier b. Montceau | 0-0 |
| *Nantes b. Brest | 6-1 |
| *Limoges b. Nîmes | 1-1 |
| *Chamois | 1. Martigues, Cannes, Sète, Chamois-Louvain, 6 ; 5. Aix, Lyon, 5. |
| CHAMPIONNAT DU MONDE | |
| MESSIEURS | |
| *1500 m libre. — 1. Henkel (RFA), 15 mn 5 s 31 ; 2. Battistini (ITA), 15 mn 14 s 80 ; 3. Jørgensen (D), 15 mn 16 s 23 ; 4. Iacono, 15 mn | |

| 26 s 41, nouveau record de France (ancien record : 15 mn 26 s 96 par Imbène). | |
|---|--|
| *200 m quatre nages. — 1. Durnyi (Hon.), 2 mn 1 s 57 ; 2. Baumann (Can), 2 mn 2 s 34 ; 3. Yaroshuk (URS), 2 mn 2 s 61. | |
| *Relais 4x100 m quatre nages. — 1. États-Unis, 3 mn 41 s 25 ; 2. RFA, 3 mn 42 s 26 ; 3. URSS, 3 mn 42 s 63 ; 4. France, 3 mn 50 s 20. | |
| *Plongeon de haut vol. — 1. Louganis (E-U), 668,58 pts ; 2. Li (Chine), 624,33 ; 3. Kimball (E-U), 599,91. | |
| DAMES | |
| *50 mètres nage libre. — 1. Costache (Roum.), 25 s 28, nouveau record du monde (anc. rec. : 25 s 31 par elle-même le 3 août dernier à Sofia) ; 2. Otto (RDA), 25 s 50 ; 3. Armentero (Sui), 25 s 93 ; 4. Kamoua (F), 26 s 60. | |
| (En série, Sophie Kamoun terminant deuxième en 26 s 37 avait amélioré son record de France.) | |
| *200 mètres dos. — 1. Sirch (RDA), 2 mn 11 s 37 ; 2. Mitchell (E-U), 2 mn 11 s 39 ; 3. Zimmermann (RDA), 2 mn 11 s 45. | |
| *200 m papillon. — 1. Menger (E-U), 2 mn 8 s 41 ; 2. Gressler (RDA), 2 mn 10 s 66 ; 3. Waggon (RDA), 2 mn 10 s 68. | |
| Tennis | |
| TOURNOI DE CINCINNATI (375 000 dollars) | |
| *Demi-finales. — Wilander (Sue), 6-4, 6-3 ; Connors (E-U) b. Perret (Sue), 6-1, 7-5. | |
| *Finale. — Wilander b. Connors 6-4, 6-1. | |

Les Jeux de 1992

Attentats anti-olympiques à Amsterdam

AMSTERDAM
de notre correspondant

Le comité « Non aux Jeux olympiques d'Amsterdam » s'est félicité du succès des attentats à la bombe qui ont endommagé, jeudi 21 août, les locaux de l'organisation chargée de préparer la capitale néerlandaise pour l'éventuelle tenue des Jeux olympiques en 1992. Tout en récusant la violence, les adversaires des Jeux ont souligné qu'il n'y a pas eu de victimes et que ce genre d'attentat peut dissuader le Comité olympique international de choisir Amsterdam.

Les adversaires des Jeux d'Amsterdam, parmi lesquels les socialistes se trouvent en grand nombre, espèrent que ce genre d'incident favorisera les chances

des principaux concurrents de la capitale néerlandaise : Barcelone et Paris.

Si les quartiers mettent en cause le caractère « capitaliste » des Jeux, bon nombre d'Amstelois y sont tout aussi opposés, faisant observer que la solution du problème de la criminalité devrait être la priorité absolue du maire socialiste, M. Ed Van Thiel. Mais celui-ci considère la tenue des Jeux olympiques comme une bonne occasion de redorer le blason d'Amsterdam, dont le centre est en passe de devenir une chaux gardée des héraldistes.

Ces attentats ont été revendiqués par un mystérieux « commando des cellules révolutionnaires ».

RENÉ TER STEEGE.

هكذا من العمل

REPRODUCTION INTERDITE

... La Monde • Mardi 26 août 1986 13

Le Monde CADRES

Dans le cadre de l'expansion de notre activité
SYSTEMES
DE COMMUNICATIONS,
nous recherchons

ingénieurs informaticiens

2 à 4 ans d'expérience

- Domaines
- Télécommunications
 - Gestion technique de réseaux
 - Réseaux de données
 - Télématique

Merci d'adresser lettre manuscrite,
CV, photo et prétentions sous réf.
M188 à GROUPE SYSECA,
Direction du Personnel,
315, Bureaux de la Colline,
92213 SAINT-CLOUD
CEDEX.



SYSECA
(300 MF de
C.A., 850 colla-
borateurs dont
85% d'ingénieurs)
est une Société de
services et d'ingénierie
informatique, partenaire
d'un groupe industriel de
taille internationale.

Les relations sociales un tremplin de la technique au management

BSN-FLACORNAGE

Emballage en verre pour les
marchés de la pharmacie et de
la parfumerie. Une politique
dynamique de lancement de
nouveaux produits et de
conquête de nouveaux marchés.
Un univers industriel en pleine
mutation. 900 personnes, 500 MF
de C.A. dont 30 % à l'exportation.

Ingénieur de production confirmé, vous êtes avant
tout un homme de dialogue tout autant que
d'efficacité.
La responsabilité des relations sociales, qui vous
est confiée, rattachée au Directeur des Relations
Humaines de notre usine de Marnières ouvre vos
horizons vers un poste de manager : perspectives
favorisées par un contexte de profonde mutation.

et de recherche de productivité.
Vous y jouez un rôle moteur dans l'évolution de
l'entreprise en vous adonnant particulièrement au
dialogue social, l'expression et la valorisation du
personnel.

Venez nous parler de vos réalisations et de vos
souhaits, nous vous parlerons de nos projets.



LA PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. F 4 M, en précisant
votre rémunération actuelle, à BSN Service Recrutement
Cadres, 7 rue de Tolérance, 75001 Paris Cedex 01.

Jeune directeur du personnel

Rattaché au Directeur Général, prendre en charge l'ensemble de la fonction
(recrutement, formation, relations sociales, administration...), proposer les
actions requises, apporter conseil et appui aux hiérarchiques, animer l'équipe en
place, (10 personnes) dans une optique générale de réactualisation de la
fonction.
C'est la mission que vous propose l'un des leaders de l'ingénierie à l'export,
(500 personnes) pour son siège social à Paris.
Diplômé d'Etudes supérieures juridiques, votre expérience de 7 ans environ de
chef du personnel généraliste s'est déroulée de préférence dans un des
domaines de l'Entreprise Générale ou de l'Ingénierie avec une forte dominante
indispensable d'activité à l'exportation. Aujourd'hui, vous souhaitez faire le pas
et prendre progressivement en mains un poste en plein développement.
Le poste est à pourvoir très rapidement, merci de contacter Olivier Chaudron
au 42.36.11.79. Mercredi 27/08 de 9 h à 19 h ou de lui adresser CV complet et
lettre manuscrite, sous réf. M1114 A, à OC Conseil, 15 rue du Louvre
75001 Paris.

OC conseil
Ressources humaines

Jeunes diplômés, avant de signer, comparez!...



Chez DARTY, nous n'avons pas peur des comparaisons. Leader incontesté
de son marché, notre groupe réalise plus de 5 milliards de Francs
de C.A. avec un effectif de 5 000 collaborateurs dont 400 cadres.

Les raisons de notre expansion ? Le dynamisme, l'audace et le Contrat
de Confiance DARTY basé sur le respect du consommateur.

Cette réussite, nous la proposons aujourd'hui à des jeunes diplômés
de formation HEC, ESSEC, SUP de CO...

Après un apprentissage de la vente sur le terrain, complété d'une
formation spécifique à notre pratique du marché, vous pourrez accéder
à des responsabilités hiérarchiques dans le domaine de la vente,
des achats, de la gestion.

Des postes sont à pourvoir sur toute la France et en particulier pour
faire face à notre développement sur PARIS, l'OUEST et le SUD-
OUEST.

Alors, avant de signer, comparez. Nous organisons des réunions d'in-
formations : si vous voulez y participer, merci d'adresser lettre de
candidature, CV complet, sous référence M 19/344 AF à :

EGOR DISTRIBUTION
63, rue de Pontfieu - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

Très importante Société internationale de conseil en gestion opérant
en Europe, dans les deux continents américains et en Extrême-Orient
recherche des

CADRES COMPTABILITÉ (VENTES)

VOUS AVEZ :

- Au moins dix ans d'expérience dans la vente au niveau direction et
un dossier qui la justifie.
- La capacité de diriger et développer votre zone de marché avec
une supervision minimale.
- Un désir inné de réussite et de succès supérieur à la moyenne.
- Des connaissances dans toute autre langue constituent un plus
apprécié.

NOUS OFFRONS :

- Un service d'excellente qualité couvrant tous les secteurs
industriels.
- Aucun avantage autre que celui de pouvoir gagner plus de
100 000 livres sterling.
- Une formation intensive et un travail sur le terrain inégalable.

Si vous êtes un professionnel des ventes et si vous cherchez
des récompenses de professionnel, veuillez appeler
Mr. DEREK QUIRK à Paris au 43-55-44-34 les lundi 25
et mardi 26 août 1986 pour prendre rendez-vous.

SURVEILLANT/ES caisse
SECRÉTAIRE bilingue anglais
Tél. : 47-63-40-35

COLLÈGE PRIVÉ SOUS CONTRAT
MORIS-QUEST PARIS

cherche

PROFESSEURS MATH./PHYS.

pour rentrée septembre.
Licence de mathématiques.

En CV à La Rosière
39, av. du Général-de-Gaulle
BP 28 - 95321 St-Lau Cedex.

CABINET EXPERTISE COMPTABLE
RHÔNE-ALPES

recherche

RÉVISEUR

Expérience bancaire
et contrôle interne
pour ses mandats.
Commissaires aux Comptes
dans Etablissements bancaires
importants.

Nécessité pratique approfondie,
révisionnaire motivée
et évolutive
en fonction résultats.

Ecrire sous le n° 7400
LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montcaury, Paris-7^e.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT
INFORMATIQUES

RECHERCHE

INGÉNIEURS, GDS ÉCOLES
ou UNIVERSITAIRES

ENST, ESE, ENSIMAG, INSA,
ENSI, DEA, etc.

Pour assurer des dévlop. en :

- Logiciels de base,
- Logiciels d'application
- Temps réél.
- Télécom, réseaux,
- CAO, CFAO, IA.

Ecrire à SDI 78-92, av. Gallieni
Tour Bâtiment 1, 92174 MANDUET Cedex.

MANADE

Leader reconnus de bureau
recherche
Régionalisme commercial
Expér. aménagement bureaux
3 ans min. Adresser CV dét.
photo à :

Manade M. Orion, BP 27
97190 Assey-le-Rideau.

Adjoint de direction d'une carrière Rhône-Alpes

Société internationale de BTP, leader de
l'industrie routière, nous vous confions la prise en
charge du DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL
des produits de l'une de nos carrières.

Vous êtes titulaire d'un diplôme d'ingénieur
(MINES, ENSAM, ECAM...) et vous avez une
première expérience de 3/4 ans qui vous a per-
mis de vous familiariser avec ce type de maté-
riels. Vous aimez les contacts et êtes un habile
gestionnaire.

A ce titre, vous prendrez rapidement des
responsabilités d'organisation et de supervision
de la production.

Merci d'adresser votre dossier de candidature
sous réf. M10 à

Service Recrutement Formation

39 rue du Collège - 75008 Paris

COLAS

Responsables Clientèle HF Banque Paris-Provence

Une importante banque française à vocation internationale recherche
pour ses agences situées à Paris et en Province des responsables clien-
tèle.

Ils seront chargés du suivi et du développement du marché des entreprises
et des particuliers.

Ces postes conviendront à des diplômés de l'enseignement supérieur
(Ecoles de Commerce, maîtrise Sciences Eco) ou à des diplômés d'études
bancaires (ITB, CESB) possédant une expérience de 2 à 3 ans acquise
dans l'exploitation.

La taille, le dynamisme et la volonté d'expansion de la banque sont la
garantie d'intéressantes perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la
référence 3821 M et le nom des banques avec lesquelles vous ne souhai-
tez pas entrer en contact à RSCG CARRIERES - 48, rue Saint Ferdinand
75017 PARIS qui transmettra.

Développer le service Bourse France et Etranger

D'UNE IMPORTANTE BANQUE PRIVEE.

CHEF DE SERVICE Classe V ou VI

Votre rémunération importante sera à la hauteur de vos compé-
tences et de ce challenge.

Adressez votre dossier de candidature à R. Noël réf. 11414
CONTEXTE PUBLICITE 20 av de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01.
Merci de signaler le nom des sociétés auxquelles vous ne voulez
pas que votre dossier soit transmis.

Le Monde

CADRES

L'opportunité de votre carrière ?

L'organisation et la gestion des opérations de bourse

Dans le secteur tertiaire, vous êtes ingénieur et vous êtes devenu en quelques années UN ORGANISATEUR COMPÉTENT. C'est donc maintenant qu'il faut saisir l'opportunité de la création d'un poste à Paris au sein de la cellule organisation.

Homme de réflexion et d'action, vous avez acquis une bonne pratique de l'informatique, de l'organisation et une autorité de compétence dans un service de plusieurs dizaines de personnes.

La connaissance du milieu bancaire serait un atout. Ajoutons simplement que les références de cette grande banque nationale et le traitement de départ sont à eux seuls des arguments décisifs.

Nous vous remercions d'adresser CV détaillé, photo et prétentions en rappelant la réf. 61698 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra en toute confidentialité.

JEUNE DIPLOMÉ(E) OU ÉQUIVALENT

Vos études terminées, vous possédez une petite expérience dans le domaine bancaire.

Votre fonction consistera à recueillir les données quotidiennes de trésorerie d'un groupe de sociétés qui émaneront : « des filiales », « des sociétés filiales », et les présenter en tableaux synthétiques de réalisations et de prévisions.

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE 6 MOIS.
Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV) au Service de Sélection PRIMISTÈRES - 108, rue de Villiers - 75017 Paris sous référence YM 89 M.

UNIVERS DE LA GESTION

MICHAEL PAGE INTERNATIONAL

Spécialiste international en recrutement financier, comptable et bancaire à la place de vous annoncer l'ouverture de son bureau parisien :

19, avenue George V - 75008 Paris
Tél. : 40.70.00.36

Nos clients nous ont récemment fait confiance pour les missions de recrutement suivantes :
Directeur Financier 700 000 FF, Directeur Administratif et Financier 480 000 FF, Gestionnaire de patrimoine 400 000 FF, Responsable du marché obligataire 450 000 FF, Correspondant Banking Officer 300 000 FF, Contrôleur Financier Européen 300 000 FF, Chef Comptable 200 000 FF, Responsable Consolidation Reporting 200 000 FF, Trésorier 200 000 FF, Credit Manager 140 000 FF, Comptable Analytique 120 000 FF.

Contacts : David Nicholson ou Charles-Henri Dumon.



Michael Page International

Paris, Londres, Bruxelles, New-York, Sydney

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes d'

ingénieurs informaticiens

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise.

De 0 à 5 ans d'expérience, désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :

- systèmes temps réel,
- informatique industrielle,
- logiciel de base,
- génie logiciel,
- systèmes de gestion,
- systèmes de communication,
- systèmes de gestion de bases de données.

Merci d'adresser votre curriculum vitae, CV photo et prétentions sous réf. M304 à GROUPE SYSECA, Direction du Personnel, 315, boulevard de la Colline, 92213 SAINT-CLLOUD CEDEX.



GROUPE SYSECA

(300 M de CA, 850 collaborateurs dont 85% d'ingénieurs) est une Société de services et d'ingénierie informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

ETABLISSEMENT PUBLIC A BESANCON recherche

CHARGÉ(E) D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Diplômé(e) de l'Enseignement supérieur, Maîtrise sciences ECO ou ESC.

Espoir d'analyse et de synthèse. Première expérience professionnelle en entreprise ou organisme en rapport avec les entreprises. Ouverture à l'informatique et à la télématique.

Adm. cand. avec lettre manuscrite, CV photo et prétentions sous pli personnel à M. DEMEYRE, Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie de Franche-Comté, 30, av. Carnot 25043 BESANCON CEDEX.

Sté de Conseil en Organisation et Informatique recherche

UN JEUNE INGENIEUR COMMERCIAL

Top niveau 300.000 F + pour Paris et Région Parisienne.

Envoyer votre candidature à :

OBJECTIFS CONSEIL
160, rue de Ségur - 75002 PARIS

JEUNE INGÉNIEUR CHIMISTE

Société internationale de Pétrochimie

Leader dans son domaine d'activité (unités en Haute-Normandie)

Ce poste est à pourvoir au sein d'une équipe jeune et dynamique.

Au départ, service production, mais ouverture possible. Qualités principales : communication et sens du contact.

Adresser lettre, CV, photo et prétentions au Bureau Personnel, sous réf. 7468, 7, rue de Montessuy, 75007 Paris.

JEUNES DIPLOMÉS (EES)

(IUT, ESCAE, SCIENCES ECO...)

pour

« RÉUSSIR EN AUVERGNE »

Nous vous offrons des postes de

CHARGÉS DE RELATIONS CLIENTÈLE

- Après formation vous gèrerez et développerez un portefeuille de clientèles
- Si vous vous reconnaissez les qualités nécessaires de responsables et d'entrepreneurs

ECRIVEZ-MOI :

P. COMTET

Recrutement

18, bd Jean-Moulin

63002 CLERMONT-FERRAND CEDEX

XX Banque Populaire Auvergne et Corrèze

REUSSIR EN AUVERGNE

LABORATOIRE UNIVERSITAIRE

recherche pour le rentrée 1986/1987 des

ÉLÈVES DE THÈSE

dans les domaines de la chimie colloïdale, de la physico-chimie des surfaces

(y compris polymères) et des hautes températures.

Entrée sous le n° 7468 LE MONDE PUBLIQUÉ 8, rue de Montessuy, Paris-7.

ECOLE SECONDAIRE PRIVÉE Grande banlieue Ouest cherche

PROFESSEURS EXPÉRIENCÉS

Pour les matières : français, philo et anglais.

Termes précis. Tél. : 33-09-55-16

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS QUARTIER DÉFENSE

rech. pour en Direction financière et de gestion

AUDITEUR COMPTABLE QUALIFIÉ

DECS Comptable juridique

pour missions en succursales et filiales France et Étranger (comptabilité, fiscalité, consolidation).

Adm. CV et prétentions sous n° 22 611 (réf. à porter, sur enveloppe) à :

La Publicité Française 22-27, avenue de Neuilly 75116 Paris, qui transmettra.

URGENT

ORGANISATION PROFESSIONNELLE PATRONALE BATHMENT

à vocation technique

recherche

CADRE

30 ans minimum

Formation juridique supérieure

Acceptant intègre technique

Capacité d'assumer avec autorité les fonctions de représentation et de gestion administrative de l'entreprise.

Entrée avec CV, photo et prét. à n° 10713 Bleu 17, r. Labat, 94307 Vincennes cedex

Importante société de communication recherche pour lancement de campagne promotionnelle régionale

UN (ou une) ATTACHÉ(E) DE PRESSE CONFIRMÉ(E)

Très urgent. Période du 28/08/1986 au 30/09/1986

Prise de téléphone pour RV au 11 45-31-06-06 poste 342.

ORGANISME DE FORMATION recherche

FORMATEURS PROFESSIONNELS

Pour animation séminaires, réunions, colloques, conférences, ventes, manifestations, organisation personnelle

Env. rapidement CV et réf. à Sciences humaines formation M. ALAIN VERTHAUEN 46, r. R. Boulanger, 75010 Paris

VILLE DE ROCHER (17 000 hab.) recherche son futur

DIRECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES

Recrutement selon conditions statutaires

Entrée à M. le Maire BP 36, 87000 BRISACH-LES-BAINS

INSTITUTION DE RETRAITE recherche pour son bureau de Sociétés

recherche pour

SON DÉLÉGUÉ RÉGIONAL

chargé d'animer un réseau d'appartenance et de promouvoir le développement de l'industrie dans la région aquitaine.

Le candidat pour ce poste devra être âgé de 30 ans minimum, être diplômé de l'enseignement supérieur et posséder une expérience professionnelle dans une fonction similaire.

La rémunération proposée est de 120 000 F + par an.

Si vous êtes intéressé, adressez votre CV accompagné d'une lettre manuscrite à :

M. Pascal FAURE

UPC

21, rue Roger-Salengro

94126 FONTENAY/75008 CEDEX

JEUNE COLLABORATEUR

H/F - ADJOINT AU RESPONSABLE

• Si vous êtes de formation économique et/ou juridique.

• Si vous êtes attiré par le suivi des valeurs mobilières.

• Si vous souhaitez utiliser l'informatique, vous pouvez rejoindre une petite équipe performante qui assurera votre formation complémentaire.

La pratique de l'anglais est appréciée.

Votre lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions est à adresser sous référence 308 à M. ROY - SCOR

Cedex 39 - 92074 PARIS LA DÉFENSE

Audit interne opérationnel

Organisme national de recherche, développement et production, nous structurons notre cellule d'audit interne.

Au sein d'une équipe motivée de 4 personnes, vous appliquerez les méthodes de l'audit à tout processus de décision comptable, administratif et technique.

Diplômé d'une école de commerce ou équivalent, votre expérience de 2 à 3 ans de l'audit en cabinet international ou en grande entreprise industrielle, a fait de vous un auditeur expérimenté.

Vous avez une personnalité affirmée et êtes disponible car vous effectuez des déplacements fréquents en Région Parisienne et en France.

Votre rémunération, motivante, sera fonction de votre expérience.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 6516, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

Importante Société de T.P. recherche un

FISCALISTE INTERNATIONAL H/F

Au sein du Service de Fiscalité Internationale, vous donnerez des conseils fiscaux aux responsables opérationnels, contrôlerez les déclarations et les cas échéant y contribuerez, participerez à la mise à jour de l'information fiscale de l'entreprise et négociez avec les autorités fiscales en cas de litige.

De formation supérieure (ESC + DECS ou diplôme de gestion comptable) vous avez acquis une expérience d'au moins 3 ans au sein d'un cabinet d'audit ou d'une grande entreprise internationale.

Ce poste implique des déplacements de courte durée dans le monde entier.

Anglais courant indispensable et bonnes connaissances d'espagnol souhaitées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) à DEB'S - 103, rue Joffroy 75017 PARIS sous réf. 55710 qui transmettra.

Nous sommes une société française leader des progiciels de communication. Notre croissance annuelle dépasse 50 %.

Nous recherchons un(e) jeune

RESPONSABLE MARKETING EXPORTATION

Vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur et parlez couramment l'anglais (connaissances en informatique appréciées)

Adresser votre candidature sous réf. EXP à

SYS-COM 3, rue de Stockholm 75008 PARIS

هكذا أنت الأصل

U.S. BANK

Une des premières banques américaines recherche pour le marché obligataire français son :

Responsable du Marché Primaire

Paris Excellent salaire

Après 3 ou 4 ans d'expérience au sein du département obligataire d'une banque française, vous avez une bonne connaissance des instruments obligataires, de la clientèle institutionnelle et du montage des émissions.

Vous aurez la responsabilité :

- du montage et du développement des opérations,
- des placements,
- des relations avec les émetteurs, les investisseurs et les banques chefs de file.

Veuillez contacter Yves Boissonnat au 48.78.00.36 ou envoyer s/réf 13581 un dossier complet (CV + photo + salaire actuel) à Michael Page International, 19, avenue George V, 75008 Paris.



Michael Page International

Spécialiste en recrutement financier
Paris - Londres - Bruxelles - New-York - Sydney

PARIS

Contrôleurs de gestion

Diplômés d'une grande école d'ingénieur ou de gestion

Nous faisons partie d'un très Grand Groupe Industriel Français.

Notre CA est supérieur à 10 milliards.

Nous regroupons en France et à l'étranger une trentaine de sociétés et filiales ; nos effectifs : environ 20 000 personnes.

Afin d'affiner et de normaliser nos systèmes de gestion, nous recherchons des contrôleurs de gestion centraux.

Rattachés au Directeur de la Gestion, leurs principales missions seront :

- d'étudier, concevoir et mettre en place des systèmes de gestion et des procédures efficaces,
- d'en assurer sur le TERRAIN l'exploitation, en étant l'interlocuteur privilégié des directions et de l'encadrement,
- de mener des études d'investissement et, d'une façon générale, toutes études à caractère économique.

Ces activités impliquent une parfaite maîtrise des techniques financières de base et de la comptabilité de gestion ; une expérience de 5/6 ans au minimum, acquise dans des fonctions équivalentes.

Elles conviennent donc à des hommes compétents, à même de déployer une forte activité, ayant des qualités de contact et d'animation. Pratique de l'anglais : indispensable ; allemand : apprécié.

Prévoir nombreux déplacements courts, France et étranger.

A terme : CERTITUDE D'EVOLUTION DE CARRIERE, sous réserve d'efficacité et d'aptitudes à élargir ses compétences et son champ d'action.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo sous la réf. 71724/M à R. VERDET - S616-CEGOS Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE Cedex.

S616
CEGOS



Société du Groupe
de l'Air Liquide



Attaché à la Direction Comptable et Financière

Nous sommes filiale de TAIR LIQUIDE, leader dans notre domaine : la fabrication et la vente d'équipements de bloc opératoires. Notre CA en progression constante est de 130 MF dont plus de 60% réalisé à l'export. Ce développement nous incite à mettre en place un système informatisé intégrant l'ensemble de la gestion de l'entreprise. Rattaché à la Direction Comptable et Financière, votre première mission consistera à mettre en place l'information de la comptabilité. Vous serez plus particulièrement impliqué dans toutes les questions relatives à la comptabilité industrielle. Mais à court terme, nous souhaitons vous confier des responsabilités comptables et financières encore plus larges.

A 25 ans environ, diplômé d'une grande école de gestion, titulaire du DECS, votre expérience de la comptabilité industrielle dans un environnement informatisé devrait vous permettre de vous réaliser dans ce poste nouvellement créé. La pratique de l'Anglais est souhaitable compte tenu de notre environnement international et pour votre évolution future dans le groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil, Nicole Le Breilly, TEG, 113 rue de l'Université, 75007 PARIS en précisant la référence NLS 54606 M.

The
Executive
Group
(France)
Management

Bendix Electronics

"la course en tête"

Contrôleur de gestion
Analyste financier

Bendix Electronics, l'un des premiers constructeurs mondiaux d'équipements électroniques pour l'automobile dont la division européenne de 900 personnes est à Toulouse, recrute dans le cadre de son développement :

le candidat, âgé d'environ 35 ans, sera diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou Ingénieur + D.E.C.S.

Il aura une expérience de 5 à 10 ans en :

- études de prix et de rentabilité,
- comptabilité/contrôle budgétaire,
- organisation comptable, mise en place de systèmes de gestion.

La connaissance de la comptabilité anglo-saxonne est très appréciée. Anglais indispensable.

Adresser C.V. avec photo récente et prétentions à Bendix Electronics, service 0411 - BP 1149 - 31036 Toulouse Cedex.

ALLIED Automotive

MERLIN GERIN

Spécialiste mondial des matériels électriques et électroniques de commande et de protection, est l'un des plus importants constructeurs européens pour l'appareillage haute et basse tension et pour les ensembles électriques « clés en main ». 16 440 personnes - 57 filiales et participations en France et dans le monde - 7,5 milliards de chiffre d'affaires en 1985 dont 46% à l'exportation. Recherche dans le cadre de son expansion :

Juriste

- Vous avez une double formation : droit + gestion.
- Vous avez acquis une première expérience professionnelle en entreprise ou en cabinet en droit commercial international et dans la pratique des conventions fiscales internationales.
- Vous parlez couramment l'anglais.

Nous vous proposons de venir rejoindre notre service juridique et fiscal où vous serez dans un premier temps impliqué dans la conception, la rédaction et la mise en place des contrats commerciaux et industriels et aurez plus particulièrement en charge directe les contrats clés-en-main à l'exportation, tant sur le plan juridique que fiscal.

Vous serez ensuite appelé à évoluer vers d'autres domaines du droit et de la fiscalité.

Ecrire avec C.V., prétentions en précisant la référence CGF 280 M à Colette FUSIER - Service Recrutement Ingénieurs et Cadres - 38050 GRENOBLE CEDEX.

CCI DE MONTLUÇON-GANNAT
recrute pour poste à pourvoir
immédiatement :

ANIMATEUR
TECHNIQUE INDUSTRIELLE

Pour Concession / Gestion en P.M.T.
- Formation type SUP de CO
ou équivalente
- Expérience souhaitée.

Adr. CV et prétentions à
M. le Président de la CCI
BP 25 L, 03101 Montluçon Cedex.

VILLE DE CHARTRES
SUD-EST-LOIRE

LA VILLE DE CHARTRES
recrute

1 CHARGÉ DE MISSION

Pour le développement économique,
niveau requis : Maîtrise
d'économie ou de gestion,
ou Ecole de Commerce.
Exp. souhaitée des relations
avec les entreprises.

PARIS 9, URGENT

Sté de gestion immobilière en
pleine expansion, recherche

L'ADJOINT
DU DIRECTEUR

de sa plus importante unité de
gestion immobilière.
Il devra justifier d'une expé-
rience confirmée.

Adr. CV + photos s/réf 48.403
à PMB - 39, rue de l'Arcade
75008 PARIS en précisant
COMMUNIQUE DE PRESSE
DÉPARTEMENT DE L'ORSE

recrute
par voie de détachement

UN DIRECTEUR
DE LA LOGISTIQUE

Pour nos Services à BEAUVAIS

- Collaborateur direct du Di-
recteur Général des Ser-
vices.

- Assure responsabilité
matérielle, gestion col-
liges, par automobile, im-
primé.

- Dispose d'une voiture ser-
vice.

- Peut faire acte de candi-
dature : Fonctionnaires terri-
toriaux (DGA ou équivalent)
Directeurs de Prévision ou
Attachés Principaux Fon-
ctionnaires de l'Etat de niveau
équivalent.

Cand. + CV détaillé à adresser
d'urgence à : Monsieur le Pré-
sident du Conseil Général de
l'ORSE

Direction du Personnel et de la
Formation
1, place de la Liberté
S.P. 241
60008 BEAUVAIS CEDEX.

ESC ou
Maîtrise Sciences Eco
ou Gestion

UN METIER
DE CONTACT :
LA BANQUE

Banque
Populaire

Charles of the Ritz
Parfums
YVES SAINT LAURENT

ENTREPRISE RECONNUE PARMI
LES 20 PLUS PERFORMANTES DE FRANCE

recherche :
**RESPONSABLE
SERVICE PAIE et
ETUDES SYSTEMES HF**

Répondant au Chef du Personnel du siège (400 personnes, moyenne d'âge 34 ans) il assure, assisté par un agent de maîtrise, la paie et les déclarations sociales dans le respect de la législation et des procédures internes.

Il veille à la rigueur des données sociales émises (taux social, intervale de paie, journaux de gestion, tableaux de bord). Il étudie et développe tout système de traitement automatisé en matière d'administration et de gestion de personnel.

Cette fonction implique des contacts permanents avec tous nos services internes et les organismes partenaires externes.

Nous souhaitons rencontrer ce poste un candidat justifiant d'une première expérience d'environ 2 ans acquise dans un service paie après une formation niveau DUT informatique de gestion. La maîtrise du système PACHA sera un atout.

L'intégration et l'évolution dans notre groupe nécessitent dynamisme et rigueur intellectuelle alliée à un sens inné de la communication.

Merci d'adresser C.V. + photo + rémunération actuelle s/réf. 945 M au Service Central du Recrutement et Développement - 28-34, bd du Parc 92020 NEUILLY-SUR-SEINE.

IMPORTANTE SOCIETE
D'IMPLANTATION INTERNATIONALE
(C.A. consolidé 2 milliards 1/2)
Domaine : Chimie de Spécialités
(1 800 personnes, 13 établissements)

recherche pour son département financier un

trésorier HF

Formation E.S.C. ou équivalent.

2/4 ans d'expérience indispensable. Il (elle) sera chargé(e) dans un premier temps des opérations journalières (négociations bancaires, etc.).

Ce poste est susceptible d'évolution pour un candidat de valeur.

Lieu de travail : La Défense.

Cabinet
Leconte

nous garantissons la
qualité de collaboration
offerte par nos clients.

4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS Réf. 50309

Nous prions les lecteurs répondant aux
« ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien
indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro
de l'annonce les intéressant et de vérifier
l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde
Publicité » ou d'une agence.

Sécurité

Un policier engagé dans la prévention

La tendresse musclée du commissaire

Le commissaire de police Gérard d'Andréa se dépense sans compter, depuis 1984, pour prévenir la délinquance à Carvin (Pas-de-Calais). Ce policier aux allures de missionnaire a été invité, avec cinquante de ses jeunes « protégés », lundi 25 août, dans la capitale par M. Jacques Chirac, maire de Paris.

LILLE de notre envoyé spécial

Quand le commissaire d'Andréa sillonne les rues de Carvin, les « jeunes » le saluent. Autant de témoignages d'une action quotidienne en faveur de la prévention de la délinquance. Dans cette commune du Pas-de-Calais, chacun connaît ce policier de quarante-cinq ans, sa mèche blonde et son œil de Ch'timi.

A un carrefour, des adolescents de la cité de la Fosse 5, près du puits de mine du même nom, sourient au commissaire. Peut-être à la pensée du match de football qui les a récemment opposés à l'équipe du commissaire. Plus loin, Gérard d'Andréa apostrophe un « petit dur » qu'il a dernièrement « boxé » — selon les règles du noble art — dans une salle de sport du quartier. Quant à cette jeune fille, qui se promène un panier à provisions au bras, elle n'a « tapiné » plus depuis que le commissaire veille sur elle. La propriétaire de cette baraque à tréteaux ? M. d'Andréa a facilité sa reconversion dans la restauration, après un séjour de quatre mois en prison. Aucun doute, le dialogue entre les « margats » (équivalents locaux des gars parisiens) et le commissaire est solidement établi.

Cet été, plusieurs dizaines de « margats » ont observé la ville pour deux ou trois semaines. Des vacances — les premières pour nombre d'entre eux — qu'ils doivent au commissaire d'Andréa. Quatre mille « handicapés du porte-monnaie », de Carvin et d'ailleurs, ont ainsi gagné la mer

ou la montagne, grâce à l'opération « Enfants en vacances ». La commission et son Association de prévention pour une meilleure citoyenneté des jeunes (1) se sont chargés de tout. Les gamins, âgés de huit à dix-huit ans, viennent des quartiers les plus pauvres du Nord-Pas-de-Calais, de l'Aisne, et des régions parisiennes et lyonnaises. D'habitude, ils sont laissés pour compte par les colonies de vacances. Trop pauvres ou trop difficiles pour ces structures d'accueil traditionnelles. Or, l'été, l'oisiveté forcée et la misère des cités ont conduit rapidement à la délinquance.

Parmi ces quatre mille mineurs, un sur dix est alcoolique, drogué ou prostitué. « Un homme, commente le commissaire, ne nait pas voyou, il le devient ».

Cette misère enfantine, Gérard d'Andréa la connaît. Pupille de la nation, issu d'une famille très pauvre de Boulogne-sur-Mer, il garde à la bouche le sale goût de la bêtise à vache. Dans son quartier, les jeunes jouaient tous les jours à la « guerre des boutons ». S'il n'est pas devenu délinquant, c'est grâce, dit-il, à sa mère, qui lui administrait quelques « bonnes noyades ». Il en a conservé un enseignement : la prévention doit allier tendresse et sévérité.

Docker à quatorze ans, typographe par la suite, Gérard d'Andréa devient gardien de la paix en 1963. « Pas par vocation », précise-t-il. Inspecteur des renseignements généraux de 1967 à 1982, il s'immerse alors de très près aux organisations de gauche. Après des études de droit et de sociologie, la « margat » de Boulogne-sur-Mer se hisse au rang de commissaire. En vingt ans de carrière, il estime avoir vu trop de gosses retenus en garde à vue dans les commissariats.

« Si je me veux prévenir, c'est parce que je sais aussi être très répressif », affirme-t-il. Ses policiers suivent l'exemple : ils pratiquent l'otage jour et nuit et entretiennent des contacts réguliers avec les jeunes de Carvin. A

leur intention, un gardien de la paix a même enregistré un disque, dont une chanson, l'« Enfance en danger », est consacrée à la prévention de la délinquance.

« De la gentillesse, mais pas de faiblesse », poursuit Gérard d'Andréa. Si le gamin ne saisi pas la main tendue, le colle au trou. La commission conduit cette politique avec le concours d'élus locaux, d'entreprises et de bénévoles qu'il a su convaincre. Entamée à Carvin depuis 1984, sous le gouvernement de gauche, cette politique lui a valu les félicitations, le 2 juillet dernier, de M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur. Les résultats en matière de sécurité sont bons.

Les commissaires notent ainsi une nette diminution des vols à l'étalage lors des fêtes de fin d'année. Cette trêve de Noël répond à la distribution, décidée par la commission, de plus de deux mille colis de victuailles aux nécessiteux. Cependant, sur l'ensemble de la circonscription, les arrestations de petits délinquants ont progressé de moitié depuis l'arrivée au commissariat de Gérard d'Andréa.

Quant aux délits commis pendant les mois d'été, ils sont en chute libre. Les gosses, absents de la ville, ont désormais mieux à faire. Une douzaine de centres de vacances mis en place par l'association du commissaire leur permettant notamment de participer à des travaux agricoles ou à des ateliers de réparation de bicyclettes ou de cyclomoteurs qui s'accumulent, jusqu'à présent, dans les commissariats sans être réclamés. Tout se mérite, selon Gérard d'Andréa. Pas question de « faire la mendicence » aux enfants.

A Béthune-Plage, dans le Pas-de-Calais, les gamins s'adonnent aux sports nautiques, bâteaux ou planche à voile. Mais, une fois la balade en mer terminée, ils doivent nettoyer et réparer leurs embarcations. Des dérivatifs qui portent le nom de Vauriens.

ERICH INCYAN.
(1) Place Salengro, 59155 Faches-Thumell. Tél. : 20-96-27-76.

Le Carnet du Monde

Naissances

— François LASRY et Michèle ABTBOU-LASRY, ont la joie d'annoncer la naissance de

Alice

le 22 août 1986.
16, boulevard Maillot, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Décès

— Nous apprenons le décès de
M. Gérard BERGER,
sous-préfet de Châteaubriant
(Loire-Atlantique),

survenu dans la nuit du samedi 23 au dimanche 24 août, des suites de maladie.

(Né le 10 décembre 1942 à Limoges (Haute-Vienne), Gérard Berger, licencié en droit, avait appartenu à plusieurs cabinets ministériels, à partir de 1967 celui de Christian Fouché, ministre de l'Intérieur, puis, en 1968, celui de Jean Le Theule, secrétaire d'Etat à l'Intérieur ; de 1969 à 1973 celui de M. Michel Debré, ministre d'Etat chargé de la défense nationale, puis, jusqu'en avril 1974, celui de M. Pierre Messmer, premier ministre. Après avoir été conseiller du PDG de l'ORTF pour les relations publiques pendant près d'un an, Gérard Berger était entré au cabinet du préfet de Vienne où en 1978 il était devenu sous-préfet, directeur du cabinet. Il était chargé de mission auprès du préfet de l'Indre-et-Loire, M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, avant d'être en 1977 du service de l'information et des relations publiques de l'Etat. Depuis août 1981, Gérard Berger était sous-préfet de Châteaubriant (Loire-Atlantique).)

— M. et M^{me} Daniel Bruneton et leurs enfants,
M. et M^{me} Claude Bouvet et leurs enfants,
M. et M^{me} Michel Wagner, leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} François Cottin et leurs enfants,

M. et M^{me} André Goussier et leurs enfants,
M. et M^{me} Marie-Gabrielle Bruneton, leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Marie-Françoise Bruneton, leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Marie-Françoise Bruneton, leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Marie-Françoise Bruneton, leurs enfants et petits-enfants,

ont le chagrin d'annoncer le décès de

Josée KERS,
dit Karbas

dont les obsèques auront lieu à Jermalem le 26 août 1986.

60, rue de Roumainville, 75019 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Hervé MAURETTE,
à Jussieu-Paris, le 15 août 1986.

à Neuilly-sur-Seine, le 18 août 1986, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité

Un service sera célébré le lundi 15 septembre, à 9 h 30, en l'église réformée des Batignolles, sa paroisse (44, boulevard des Batignolles, Paris-17).

« On l'a fait connaître, à l'homme, ce qui est bien et ce qui est l'Éternel demande de lui :
C'est que tu pratiques la justice,
que tu aimes la vérité,
Et que tu marches humblement avec ton Dieu. »
Michèle V.L.

5, square Perronet, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— Les présidents,
Les conseils d'administration,
Le personnel
de la société L'Air Liquide et de la Société chimique de la Grande-Paroisse, ont le regret de faire part du décès de

M. Pierre BRUNETON,
administrateur honoraire,
ancien administrateur directeur général de la société L'Air Liquide,
président d'honneur de la Société chimique de la Grande-Paroisse,
professeur de l'Ecole centrale des arts et manufactures,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945.

(Né le 28 août 1901, à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), Pierre Bruneton était ingénieur de l'Ecole centrale. Il a fait toute sa carrière à l'Air Liquide, dont il était devenu directeur général en 1968. Pierre Bruneton était aussi un passionné engagé, qui a été pendant dix ans président des Eclaireurs unionistes, président à deux reprises de l'Alliance des équipes unionistes, vice-président de la CIMADE et membre du conseil de la Fédération française. Il avait été l'un des pères du groupe de réflexion « Eclaire et pouvoir », qui militait pour l'intervention des chrétiens dans la vie économique, sociale et politique.)

— David Karbas,
Judith Karbas,
ont le chagrin d'annoncer le décès de

Josée KERS,
dit Karbas

dont les obsèques auront lieu à Jermalem le 26 août 1986.

60, rue de Roumainville, 75019 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Hervé MAURETTE,
à Jussieu-Paris, le 15 août 1986.

— M^{me} André Le Gohel

ses enfants et ses petits-enfants ont le tristesse de faire part du décès de

M^{me} André LE GOHÉL,
avocat au barreau d'Avanches,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,
survécu à Paris, le 20 août 1986, dans sa soixante-dixième année.

Les obsèques ont été célébrées le 25 août, dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Marie-Rose Pissarro,
Bernard Pissarro,
et Catherine Pissarro,
Aurore Pissarro,
Madeline Pissarro,
Dominique Pissarro,
et Jacques-Sébastien Pissarro,
Claire Pissarro,
Marianne Pissarro,
ont la tristesse de faire part du décès de

Jean PISSARRO,

le 19 août 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité le 25 août.

— Fontainebleau.

M^{me} Jeanne Robin-Richy,
son père,
Michèle Robin,
Jean-Pierre et Dominique Robin,
sont en deuil.

Et toute la famille,
ont le chagrin de faire part du décès de

M. Pierre-Edmond ROBIN,
agréé de l'Université,
croix de guerre 1939-1945,
officier des Palmes académiques.

survécu à Avon, le 21 août 1986.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 23 août 1986, à Saint-Privé (Yonne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue Raymond-Dunod, 77120 Avon.

— M^{me} Henri Rouffanche,
né Nicole Rouffanche,
a le chagrin de faire part de décès familial de son mari

Henri ROUFFANCHE,

survécu le 5 août 1986, à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques ont été célébrées en Normandie dans l'intimité familiale. Cet avis tient lieu de faire-part.

Bellegarde-les-Grandes-Dalles, 76540 Valmont.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Cadres demandeurs d'emploi ou en congé de formation

L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

vous propose un stage de formation rémunéré de 7 mois 1/2

Management et développement des ressources humaines

Cette formation vous apportera :

- une compétence de gestionnaire.
- un entraînement aux techniques d'expression.
- un appui pour la recherche d'emploi.

Participants : Etudes supérieures (BAC + 4) et 2 ans minimum d'expérience en entreprise.

Début du stage : 29 Septembre 1986



Recrutement immédiat - Renseignements par téléphone au 45.72.02.08

Institut de Gestion Sociale
33, Boulevard Gouvion Saint-Cyr - 75017 PARIS

Jeunes diplômés, Cadres, Ingénieurs débutants, demandeurs d'emploi

IBIA VOUS PROPOSE UN STAGE DE FORMATION

MICRO-INFORMATIQUE APPLIQUÉE A LA GESTION CADRES

Objectif :

Maîtriser les principaux concepts et outils de la micro-informatique pour l'utiliser dans votre profession.

Durée du stage : 4 mois (dont un stage en entreprise).

Participation aux frais : 5000 F.

Début du stage Octobre 1986 - Recrutement immédiat

Renseignements : IBIA Pascale AUBERY-DUCLOS
33, Boulevard Gouvion Saint-Cyr - 75017 PARIS - Tél. : 45.72.02.08

secrétaires

RECHERCHONS

SECRÉTAIRE

STENO-DACTYLE

capable de gérer des dossiers

contenus de recrutement

Adresser CV à APAC

88, bd Montmartre, 75008 Paris

enseignement

Le Centre

GILBERT OUSPENSKI

Pour le développement

interior de l'homme.

Tél. : 84-38-61-83.

propositions

diverses

Les possibilités d'emploi

étranger sont nombreuses et

variées. Demandez une doc.

(gratuite) sur la revue spéciale.

MIGRATIONS (LMI)

BP 291-09 PARIS CEDEX 08.

L'Etat offre des emplois sta-

bles, bien rémunérés, à des

Français avec ou sans diplôme.

Demandez une documentation

sur la revue spécialisée

FRANCE CARRIERS (L 10)

BP 402-09 PARIS CEDEX 08.

cours

et leçons

Cours privés de chinois mandarin

par ex-student universitaire

Tél. : 48-82-07-52 (matin).

Cours privés de français par

professeur diplômé Sorbonne,

grande expérience. Français-Étranger.

Tél. : 45-55-17-19 (soir).

automobiles

Vente ALFA ROMEO SPURIT GT

3 CV 1900. Gr. métal int.

cur bon état. Prix 13.000 F.

Tél. Dom. 42-61-05-64.

Vente Volvo 245 GL break.

Steu. médi. int. velours bleu.

vitr. teintées, boîte auto, mo-

teur échappé standard.

Batterie et pneus

neufs, banquettes enfant dans

coffre-coffre AR excellent état

général. 38.000 F avec 1000

km et 1 an de garantie.

Tél. : 48-33-01-87 apr. 17 h.

Vente ALFA ROMEO SPURIT GT

3 CV 1900. Gr. métal int.

cur bon état. Prix 13.000 F.

Tél. Dom. 42-61-05-64.

Vente Volvo 245 GL break.

Steu. médi. int. velours bleu.

vitr. teintées, boîte auto, mo-

teur échappé standard.

Batterie et pneus

neufs, banquettes enfant dans

coffre-coffre AR excellent état

général. 38.000 F avec 1000

km et 1 an de garantie.

Tél. : 48-33-01-87 apr. 17 h.

DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. 25 ans, orfèvre, embou-

cheuse, bonne présentation, ex-

cuse hist. de l'art et lettres

modernes, cherche emploi à

Paris dans domaine artistique.

Étudie toutes propositions.

Ecrire sous le n° 5910

LE MONDE PUBLIQUÉ

8, rue de Montmarte, Paris-7.

Dynamique et méthodique

Secrétaire de direction 27 ans,

bilingue anglais.

7 années d'expérience

dans les domaines

de marketing, du commercial et

de la communication, recherche

emploi stable à

Montpellier

dans les secteurs

Presse, Publicité, Radio ou

télécommunications dynamiques.

Disponible à partir

du 15 septembre 1986.

Ecrire sous le n° 5910

LE MONDE PUBLIQUÉ

8, rue de Montmarte, Paris-7.

J.F. cherche emploi stable Paris

ou banlieue

STENO-DACTYLE

Libre de suite.

Tél. : 69-24-77-78.

C.E. Services, 47 ans, sou-

haste place recherche école

bâtiment, industrie, assurance

ou banque.

Libre 15 septembre.

Tél. : 48-33-61-84.

Informaticien et Journaliste

spécialisé à la demande

sur IBM-PC

et Macintosh

— frappe, correction, rédac-

tion de textes

— conception

programmation

installation d'applica-

tions informatiques (Base II,

Télécom, logiciels prof.)

— interventions sur sites.

Bureaux : 97, bd Bessou,

92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

ANALYSTE FINANCIER

THOMAS

Cherche ambiance motivante

souhaiterait être intéressé

à ses performances.

Ecr. : Arvise Conseil, n° 642

48, rue Vivienne, 75002 Paris.

Début commercial export. Al-

gérie, 37 ans, résident à Al-

gérie, très bonne présentation,

12 ans d'expérience impor-

tante, bilingue français, anglais,

proposé son expérience à so-

ciété française ou étrangère ou dé-

velopper ses affaires en Algérie,

Afrique et Moyen-Orient.

Ecrire sous le n° 318

LE MONDE PUBLIQUÉ

8, rue de Montmarte, Paris-7.

L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements

ventes

16^e arrdt

Le Monde ECONOMIE

L'acier américain sous perfusion

LE numéro un de l'acier américain, US X, a connu, début août, sa première victoire depuis 1959. L'United Steel Workers of America (USWA), le syndicat des sidérurgistes américains, n'a pu en effet se résoudre à accepter sans réagir de nouvelles fermetures d'usines, alors que les licenciements se succèdent à un rythme effréné depuis sept ans que M. David Roderick dirige US X. En juin, ce président de choc avait symboliquement changé le nom de sa compagnie, abandonnant celui de US Steel qui, pendant quatre-vingt-cinq ans, l'avait identifiée à l'acier.

Pour sa part, LTV Steel, le deuxième producteur américain d'acier, a demandé, le 17 juillet, la protection du chapitre 11 du Code des faillites, l'équivalent de la suspension provisoire de poursuites en France. Cette société avait perdu 217 millions de dollars en 1984 et 277 millions en 1985. Sa fusion en 1984 avec Republic Steel se solda par un échec.

La dépression est générale. En Pennsylvanie et en Indiana, deux Etats de la « ceinture de rouille », les fermetures d'usines ont dévasté des communautés entières. Ces quatre dernières années, les huit plus grandes

entreprises ont perdu collectivement près de 8 milliards de dollars (56 milliards de francs). Moins de 200 000 salariés travaillent dans le secteur sidérurgique contre 500 000 dans les années 70, tandis que la production américaine d'acier brut n'a totalisé que 80 millions de tonnes en 1985 au lieu de 137 millions en 1973. Après cette chute de 42 %, la sidérurgie américaine retrouve son niveau d'il y a trente ans.

On avait pourtant cru en 1983 à un nouvel essor. M. Ronald Reagan avait, en effet, adopté de sévères mesures protectionnistes : en septembre 1984, il décidait de réduire à 18,5 % de la consommation américaine les importations globales de produits sidérurgiques. Le chef de l'Etat acceptait, sous la pression des maîtres de forges — et à quelques mois des élections présidentielles — de leur donner un répit, afin de leur permettre de se moderniser. En février 1985, Washington concluait avec les principaux pays fournisseurs des accords d'autolimitation.

Toutefois, l'Institut américain du fer et de l'acier (AISI), qui représente les fabricants de produits sidérurgiques américains, tout comme le syndicat USWA, estime que la mise en route de

Dans un secteur en dépression, la présence étrangère, notamment japonaise, se renforce.

la protection a été trop longue. La part de pénétration étrangère du marché n'a été réduite que de 26,4 % en 1984 à 25,2 % en 1985.

Dès lors le protectionnisme n'est plus la panacée. M. Malcolm Baldrige, le ministre américain du commerce, l'a reconnu lui-même en août : « Les importations ne sont plus la source principale des problèmes de la sidérurgie ».

Trop cher

Les aciers, aux Etats-Unis, sont les plus chers du monde (20 % de plus qu'en France) et leur mode de fabrication est le plus vétuste (44 % seulement de la production relève d'installations de coulée continue contre 81 % en France et 90 % au Japon). Certes 7 milliards de dollars ont été investis depuis 1982 et les capacités de production ont été réduites de 10 % depuis 1981. Mais cette restructuration est encore insuffisante et une réduction supplémentaire de 35 millions de tonnes (30 % de la capacité actuelle) s'avère nécessaire selon M. Robert Boni, le président de l'Armo.

Est-ce possible ? LTV Steel a échoué dans cette tentative. Le groupe, qui résulte de la fusion de Jones et Laughlin, avait décidé en 1983 de ramener sa capacité de production d'acier brut à 19 millions de tonnes. En 1984, l'arrêt des principales installations d'Alquippa (Pennsylvanie) supprimait 1 million de tonnes. En juillet 1985, LTV se sépare de ses derniers intérêts dans le secteur des aciers inoxydables. Mais, au premier trimestre 1986, la compagnie ne peut plus procéder aux amortissements liés à de nouvelles

réductions de capacité, et elle perd 60 millions de dollars.

L'argent manque. LTV s'est donc placée sous la protection de la loi sur les faillites, espérant ainsi pouvoir continuer sa restructuration à l'abri de ses créanciers. Mais le recours au chapitre 11 ne restaurera pas forcément la santé de l'entreprise : McLouth, autre

cette année, devait servir à financer la modernisation du secteur sidérurgique. Mais M. Roderick a récemment déclaré que les directeurs de la sidérurgie ne devaient plus compter sur les secteurs prospères de la compagnie pour se procurer des fonds.

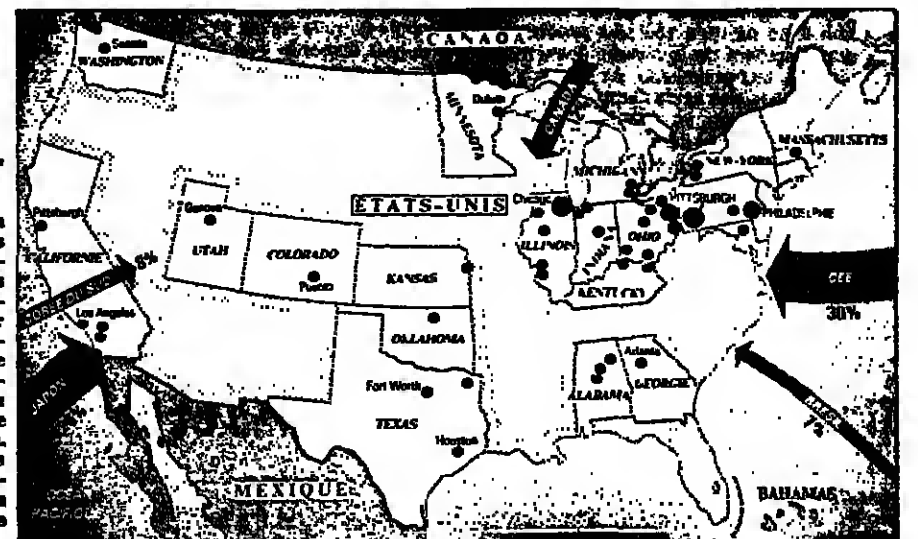
Quoi qu'il en soit, la chute des prix du brut a fait baisser les flux éventuels, et, que les syndicats aient tort ou raison sur la politique de diversification, il reste que le choix pétrolier est pour le moins

mini mills indépendantes. Elles devraient prendre jusqu'à 30 % du marché dans les prochaines années, contre 18 % à 20 % actuellement.

On devrait également voir s'accroître la concentration des grandes compagnies sidérurgiques, accompagnée d'accords d'association (joint venture) et de prises de participation étrangères. Ainsi US X Corporation a annoncé, le 20 août, qu'un financier australien, M. Robert

La CEE principal fournisseur

En 1985, la CEE a exporté vers les Etats-Unis 6,5 millions de tonnes d'acier (CEA : 2 millions ; la France : 1,5 million ; le Japon : 5,5 millions ; le Canada : 2,5 millions ; la Corée du Sud : 2 millions et le Brésil : 1,5 million). Les importations américaines ont représenté environ 22 millions de tonnes.



• Principaux centres sidérurgiques.

producteur qui avait utilisé la même procédure, perd encore de l'argent quatre ans après sa restructuration.

En plus de l'absence de moyens financiers, la modernisation des aciéries bute sur la grève. Chez US X, les sidérurgistes sont contre une politique qui, à leurs yeux, « privilégie délibérément le secteur pétrolier de la compagnie ». L'acquisition de Marathon Oil, en 1982, et de Texas Oil,

mal tombé. Toutefois il est procédé à vitesse accélérée aux coupes dans les usines : alors qu'on avait mis trente-quatre ans à fermer le site de Youngstown (Ohio), vingt-quatre laminoirs ont été fermés pendant l'hiver 1983, surnommé l'« hiver noir » par les syndicats.

Les « mini-usines » (mini mills), considérées comme le secteur le plus porteur d'avenir de la sidérurgie américaine, commencent aussi à souffrir de l'augmentation des coûts et du recul de la demande. Certaines d'entre elles ont déjà dû cesser toute production. Toutefois d'autres mettent en œuvre des programmes de modernisation et d'expansion, comme la Chaparral Steel, à Midlothian (Texas), dans laquelle le groupe canadien Co Steel détient 50 % des actions.

Ainsi, malgré l'intensité de la crise sidérurgique, qui risque de faire disparaître dans les prochaines années quelques grosses entreprises, on pourrait voir se multiplier aux Etats-Unis ces

Holmes A. Coort, envisageait d'acquiescer jusqu'à 15 % du capital du premier groupe sidérurgique américain.

US X est aussi en négociations avec la PASCO, société sud-coréenne. En 1984, la firme japonaise Nippon Ko Kan avait pris le contrôle de 50 % du capital de National Steel, la sixième compagnie américaine.

Plusieurs mini mills appartiennent à des sociétés étrangères en majorité japonaises : comme l'Auburn Steel, dans l'Etat de New-York qui, avec une capacité de production de 230 000 tonnes par an, appartient à AC & C et Kyoc Steel, ou comme Tamco à Etiwanda, en Californie, spécialisée dans la production d'acier électrique, qui appartient à Tokyo Steel et Mitsui & Co.

Ainsi les intérêts étrangers s'accroissent d'année en année dans la sidérurgie outre-Atlantique. Perfusion... Mais que restera-t-il dans cinq ans de l'acier américain ?

SARA DANIEL.

LES PRINCIPALES COMPAGNIES SIDÉRURGIQUES

| | Production en 1985 (en millions de tonnes) | Chiffre d'affaires pour les trois premiers trimestres 1985 (en millions de dollars) |
|------------------------|---|---|
| 1-USX Corporation .. | 15141 (19%) | 5100 (branche sidérurgique) |
| 2-LTV Steel | 11895 (15%) | 4154 |
| 3-Bethlehem Steel | 9469 (11%) | 3832 |
| 4-Inland Steel | 5585 (7%) | 2323 |
| 4-Armco Corporation .. | 4850 (6%) | 2869 |

POINT DE VUE

Les juges brûlent le code du travail

**Au nom de la flexibilité
la Cour de cassation favorise la liberté de gestion.**

par GÉRARD LYON-CAEN (*)

Nous les employeurs de main-d'œuvre, ni les salariés ou leurs syndicats, ni même les responsables politiques ne semblent être pleinement conscients du rôle de plus en plus manifeste que joue la jurisprudence des tribunaux judiciaires dans l'opération en cours tendant à rendre l'emploi plus « flexible », c'est-à-dire à élargir la pleine liberté de gestion du chef d'entreprise.

Certes, la mission traditionnelle du juge dans les litiges du travail est plutôt de tenir la balance égale entre les intérêts des employeurs et ceux des salariés. Mais le fait est qu'il est plus réceptif qu'on ne pouvait l'imaginer à ce qui se dit, ce qui s'écrit, à la mode intellectuelle, à la conjoncture économique telle qu'elle est réfractée par les moyens de communication.

Il existe une politique judiciaire, et son axe n'est plus comme naguère de corriger (dans les deux sens) les excès du législateur, afin de maintenir un équilibre constant du balancier, mais d'aller de l'avant, parfois à découvert, et non sans succès, dans la sens exigé par ceux qui façonnent l'opinion. Brûler le code du travail ? En un sens, la jurisprudence le fait quotidiennement, même si c'est à petit feu plutôt qu'en s'efforçant à briser.

Ce n'est sans doute pas une nouveauté que le droit judiciaire reconnaît au chef d'entreprise, partie à un contrat, de modifier unilatéralement celui-ci, le salarié récalcitrant étant purement et simplement licencié. Ce droit ne figure pourtant nulle part dans le code, et confère à l'entrepreneur une liberté d'élire qu'il ne possède pas à l'encontre de ses autres contractants. Il est donc fondamentalement inexact de croire qu'il existerait des droits acquis auxquels les salariés pourraient s'accrocher.

La transformation d'un contrat à durée indéterminée en contrat à durée déterminée, sous menace de licenciement, n'a pas été considérée comme une atteinte à la force obligatoire des engagements pris. Un avantage découlant d'un usage disparaît si l'employeur décide de dénoncer celui-ci. Un travailleur peut être contraint à renoncer à une augmentation de salaire ou à subir

une diminution de son horaire de travail. N'est-ce pas garantir une flexibilité suffisante ?

Plus récemment, la Cour de cassation a manifesté à divers signes qu'elle voulait relâcher son contrôle sur l'application faite par les juges des notions de base du code du travail : il lui a semblé parfaitement admissible de qualifier le vol d'une paire de lunettes de faute grave, même si cela prive le fauteur de préavis et d'indemnité (le Monde du 7 mars 1986). L'abandon d'une mission de contrôle et d'entretien qui est la mission spécifique d'une Cour de cassation s'est exprimé spectaculairement à propos d'un concept, celui d'accident de trajet : à travers lui s'esquissait un repli relatif à l'accident de travail lui-même (le Monde du 14 janvier 1986).

De proche en proche, il n'existera plus de concept juridique fixe et contrôlé, mais un réseau de faits toujours complexes, parmi lesquels les juges sont conviés à « se débrouiller ». Même si cela n'est pas dit expressément, cela est progressivement acquis, faute de définition formelle concernant le concept-clé de « cause réelle et sérieuse » justifiant un licenciement. Si l'on ajoute que la cause économique, maintenant remise par la loi à l'appréciation a posteriori des seuls juges judiciaires, sera évaluée selon cette même méthode, cela présage un laisser-aller, qui aura peu de chose à voir avec une situation de droit.

Trois décisions rendues en 1986, même si elles ont été éparpillées signifiées par la presse, traduisent plus encore cette politique judiciaire débridée dans le sens d'une toujours plus grande liberté de gestion du personnel. Abandonnant sa formule datant des années 30, selon laquelle l'article L.122-12 du code du travail était destiné à assurer aux salariés la stabilité de leur emploi et devait s'appliquer chaque fois qu'une activité se poursuivait avec le maintien des postes de travail correspondants, la Cour de cassa-

tion a jugé cette disposition inapplicable lorsqu'une société changeait de prestataire de services — pour le nettoyage ou le gardiennage, faute de « lien de droit » entre les prestataires se succédant dans la même activité.

Le résultat est de faire peser les charges du licenciement sur l'entreprise qui vient de perdre un marché, donc des profits. Disparition pour le nouvel exploitant d'une entrave gênante ? Ne faut-il pas dire plutôt multiplication de dépôts de bilan venant de PME incapables de supporter la perte d'un marché et le paiement des indemnités de rupture ? C'est au nom de la flexibilité.

Une grève pourra être interdite

Faisant bon marché de la classification légale des contrats de travail en contrats à durée déterminée ou indéterminée, la Cour de cassation a permis — certes, pas encore dans le contrat individuel, mais du moins dans la convention collective — l'insertion d'un terme dans des contrats pourtant à durée indéterminée, sous la forme d'une limite d'âge opérant automatiquement la cessation des rapports de travail sans que l'entreprise ait à recourir à un licenciement. Alors qu'elle jugeait exactement que, le loi n'ayant pas prévu un âge auquel le salarié devait cesser de travailler (pas plus soixante-cinq que soixante ans), il n'existerait donc pas de possibilité autre que le licenciement pour obliger le salarié à abandonner son emploi, elle prête ici la main à la généralisation d'une clause de validité discutabile, épaule à sa manière les efforts du législateur vers le prétendu « partage du travail » (qui n'a guère profité aux sans-emploi). La convention peut ainsi déroger à la loi dans un sens qui n'est pas favorable au salarié, ce qu'exclut le code.

(*) Professeur à l'université Paris-I.

Le droit de grève est par excellence le domaine où le juge seul fixe la règle du jeu. Non seulement la Cour de cassation (qui le pouvait) n'a pas mis de frein aux condamnations très lourdes à des dommages-intérêts prononcés contre des grévistes, des délégués, des syndicats ouvriers, mais elle vient de faire un pas de plus : les juges des référés, avant le déclenchement d'une grève, ou au cours de celle-ci, pourront l'interdire ou la faire cesser (le Monde du 26 juillet 1986). Il suffit qu'un trouble manifestement illicite risque de se produire. Cette illécitité manifeste résultera de la nature des revendications présentées. Sont-elles excessives, déraisonnables (sic) ? L'employeur ne peut-il évidemment les satisfaire ?

Les juges des référés, ayant évalué, soupesé — et étant en somme substitués à l'employeur, — pourront interdire le déclenchement ou la poursuite du mouvement. Le pouvoir judiciaire, ce qu'il avait toujours refusé jusqu'ici de faire, va se compromettre dans des luttes qui se déroulent loin de lui. Et une économie sans grève est très sûrement l'idéal social des juges. Le cadeau est en tout cas royal pour les directions d'entreprises.

Les exemples de cette jurisprudence « dans le vent » pourraient être multipliés. Il en est ainsi des fameux seuils d'effectifs, qui conditionnent l'étendue de la représentation du personnel. L'apparence est la rigidité puisqu'il s'agit d'une appréciation chiffrée ; la réalité judiciaire est plus subtile qui permet par divers procédés d'écarter le niveau fatidique où la représentation devient obligatoire. Ne veut rendre le droit plus flexible que celui qui ignore le rôle sournois de la jurisprudence.

Une seule conclusion : en transformant un droit, pourtant respectueux de la liberté d'entreprise, mais qui comportait, dans l'intérêt même de celle-ci, quelques garde-fous, en un droit exclusivement soucieux de gestion, la Cour de cassation ne risque-t-elle pas de souffler sur les braises de conflits — latents — d'attiser ainsi un feu qu'elle croit éteindre ? La politique judiciaire manque en tout cas de recul. La brise de la mode n'est pas le vent de l'histoire.

ENTREPRISES

le coup de pouce économique :

LES JEUNES

vous embauchez un jeune de moins de 26 ans, avec un contrat de travail normal d'au moins 6 mois, pour la former à vos métiers, avec une formation minimum de 200 h (théorique et pratique au poste de travail) que vous choisissez.

L'UNIFE

nous vous aidons à trouver la bonne formule et la formation adaptée, nous vous chargeons des formalités, nous vous remboursons les aides à la formation prévues, et vous permettons la plus forte exonération des charges de sécurité sociale des nouveaux textes.

Economisez au minimum 36 % du coût de tout nouveau jeune embauché

(exemple calculé sur une embauche à 5000 F/mensuels et une formation de 200 h.)

Pour en savoir plus, référez-vous au coupon à l'annexe 16, rue de Valenciennes, 75008 PARIS
Tél. : 42.88.07.30

Nom ou société :
Adresse complète :
Téléphone :

La chronique de Paul Fabra

C'EST avec une extrême prudence, dont on doit lui savoir gré, étant donnée l'exploitation démagogique à laquelle se prête, au moins à première vue, le sujet que Serge Milano (1) dans le numéro juillet-août de la revue *Futuribles* traite du « revenu minimum social : un droit local à la solidarité ».

Dans le programme, il faut le dire, des plus squelettiques qu'il avait présenté pour les élections législatives du 16 mars dernier, le PS avait, à la demande des rorcardiens, proposé l'institution d'un « revenu minimum garanti », une idée que le président de la République avait jugée bonne en principe, mais qu'il faudra, selon lui, beaucoup de temps pour mettre en vigueur.

En cet été de 1986 elle retrouve indirectement un regain d'actualité par la biale du débat en cours sur l'emploi, récemment enrichi par l'article publié dans *Le Monde* du 20 août par Edmond Maire « Le chômage peut être vaincu », en réponse aux déclarations qu'avait faites, également à notre journal (*Le Monde* du 8 août), Philippe Séguin, selon qui il y aurait un nombre « incompressible de 2 à 2,5 millions de chômeurs ». Si, en conformité avec ce qui paraît pendant les années 30 Keynes, mais en contradiction avec ce qu'il toujours proclamé le grand courant de la pensée économique libérale, le pessimisme du ministre des affaires sociales et de l'emploi était justifié, la question se poserait inévitablement de savoir dans quelle mesure il conviendrait de prévoir de nouvelles formes de revenus, pas nécessairement liés avec le travail, fût-il passé (l'homme aujourd'hui privé de son

emploi est indemnisé en fonction de celui qu'il occupait).

Serge Milano rappelle que les projets de revenu minimum s'inspirent de conceptions en réalité très différentes. Pour certains, il s'agirait surtout de substituer un système général aux multiples formes d'aide sociale qui existent déjà pour assurer, sous certaines conditions, un minimum de revenu de l'ordre de 40 % du SMIC (le SMIC équivalait actuellement à un salaire mensuel de 4 549 francs) aux handicapés, aux chômeurs de longue durée, à certaines personnes seules.

Pour d'autres, la rupture du lien emploi-travail est considérée, non plus comme une plus ou moins triste nécessité, mais comme un progrès en soi. Ce sont les idéologues qui rêvent, comme le philosophe Marcuse (ce revenant des événements de 1968 cité par Milano), d'une société où chacun aurait effectivement — ce qui supposerait un revenu minimum déjà passablement élevé — le choix entre le travail et le loisir. La forme la plus élaborée — à la limite du cauchemar — de cette utopie est de rapporter la notion de plein emploi à la durée antérieure de vie active de chaque individu en particulier, celle-ci consistant en une succession de périodes d'activité et de périodes d'inactivité.

Notre auteur n'ignore aucun des pièges qui guettent chacun des systèmes

que l'on peut, in abstracto, bâtir sur ces principes. Non sans raison, il estime que « la riche diversité du système français de protection sociale et son dispositif d'aides spécifiques vaut mieux que le système faiblement simplificateur de l'impôt négatif du néolibéral Milton Friedman ».

Quant au projet plus ambitieux, qui vise à consacrer la fracture rupture à laquelle il vient d'être fait allusion, il lui inspire une grande, et à notre avis très justifiée, méfiance. C'est que, paradoxalement, la garantie d'un revenu minimum débouche sur l'obligation de travail, Serge Milano citant l'exemple fâcheux de l'URSS. Il n'aurait pu pousser plus loin la critique et montrer qu'à partir du moment où un État garantirait à tous en permanence un revenu on verrait mal comment on pourrait lui refuser le droit d'exiger, comme à tout moment pour le service militaire, la conscription.

C'EST ainsi que l'utopie du « chacun selon ses besoins » débouche sur la confiscation de la liberté. C'est donc à une solution minimale, si l'on peut dire, que Serge Milano s'arrête : « il faut limiter le revenu social, écrit-il, à ceux qui sont démunis de toutes ressources, et en exclure ceux qui ont déjà des ressources, même si elles sont insuffisantes ».

Mais surtout Serge Milano refuse de sauter le pas : puisque, selon son projet, le revenu minimum ne serait pas un droit (s'il l'était « ce serait un droit à l'assistance »). Il s'agirait d'une prestation « extra-légale, financée sur les fonds sociaux des collectivités territoriales et des organismes de sécurité sociale ». Ce qu'il propose reviendrait en définitive à prévoir un cadre pour le développement des expériences en cours dans un certain nombre de municipalités : Nîmes, Rennes, Besançon, Clichy, etc. Dans la mesure où le financement n'est que local, les abus ont toutes chances d'être très limités.

Toutefois, comment poser l'existence d'un « droit local » à la solidarité, même limitée, sans reconnaître au revenu minimum le caractère d'un dû ? Qu'on nous entende bien : toutes les initiatives visant à détecter, pour les secours, les laissés-pour-compte infortunés, sont les bienvenues ; mais l'attribution d'un droit à un revenu minimum serait tout autre chose que l'exception : l'exception promise au rang de règle. La dérive du système serait inévitable, comme le montrent tant l'expérience que le raisonnement. Serge Milano évalue à cent soixante mille le nombre de personnes à secourir. Jean-Claude Boulard (voir la page Débats du *Monde* daté du 6 décembre 1985), membre du bureau

exécutif du Parti socialiste, n'est pas partisan d'un revenu minimum légal, part de l'hypothèse de neuf cent mille attributaires. Cette incertitude n'est pas fortuite.

EN Suède, le Parti social démocrate et les syndicats en sont venus à s'inquiéter de la formidable progression du nombre de citoyens qui font désormais appel au bureau d'aide sociale pour régler des fins de mois difficiles. Ce ne sont pas seulement des chômeurs qui s'adressent à eux, mais le petit propriétaire qui ne fait pas face à ses charges d'emprunt, le jeune homme ou la jeune fille qui continue à vivre sous le toit familial et à qui ses parents demandent une contribution aux frais de logis et de nourriture. Qui juchera encore les deux bouts quand il sera assuré de recevoir une aide sociale ? Cinq cent trente cinq mille Suédois ont touché l'an dernier une telle aide : près de 15 % de la population active.

L'idée que la société devra, dans l'avenir, assurer à tout un chacun un revenu minimum relativement confortable relève d'une illusion. Celle qui faisait croire, au début des années 70, à la veille de la crise, que, si les sociétés industrielles étaient capables d'envoyer des hommes sur la Lune, il n'y avait de soi qu'elles devraient être en mesure de garantir une prospérité croissante à leurs habitants. N'en déplaise aux utopistes : laisser entendre qu'il ne sera plus besoin de travailler pour vivre, c'est délibérément prendre le risque d'une régression économique.

(1) Serge Milano *La Pauvreté en France*, Paris, Le Sycomore 1982.

UNE ÉTUDE DE L'INSEE

Bonne santé des hypermarchés et des pharmacies

Le commerce de détail français connaît depuis un an et demi un mieux incontestable, après une baisse du volume des ventes pendant deux années consécutives, en 1983 et 1984. En 1986, l'activité en valeur s'est accrue de 4,9 % (en données corrigées des variations saisonnières) au deuxième trimestre par rapport à la même période de 1985. Cependant, le chiffre d'affaires, selon l'INSEE, a baissé en juin de 11,6 % par rapport à mai, où la progression des ventes avait été très forte (+7,1 % sur avril), et cette chute est due essentiellement au commerce non alimentaire (-14,6 %).

Selon l'Institut français du livre-service, l'activité des supermarchés (magasins de 400 à 2 500 mètres carrés de vente) a augmenté de 3,5 % au cours du premier semestre. D'après le Groupement national des hypermarchés (plus de 2 500 mètres carrés de surface de vente), le chiffre d'affaires de juillet est en progression de 4,7 % à surface constante par rapport à juillet 1985, et de 11,4 % en tenant compte des ouvertures de magasins (349 hypermarchés en juillet 1986, contre 313 en juillet 1985). Ces premiers indices semblent confirmer les résultats enregistrés par les comptes commerciaux de la nation.

Le retournement

Le commerce de détail s'est en effet globalement bien porté en 1985, selon le rapport de la commission des comptes commerciaux de la nation. Le chiffre d'affaires, en francs courants, s'est établi à 1 239 milliards de francs contre 1 162 milliards en 1984, en progression de 6,7 %. En volume, cette progression n'est que de 1,2 %, mais elle constitue un retournement de conjoncture, après deux années de baisse du volume des ventes (-0,3 % en 1983 et -0,2 % en 1984). Les grands acteurs de cette

Un chiffre d'affaires de 1 200 milliards de francs pour le commerce de détail.

progression sont les hypermarchés (+6,9 % en volume) et les pharmacies (+11,5 %), qui connaissent ainsi une année faste.

La bonne santé des magasins de très grande surface n'est pas due seulement à l'augmentation du nombre des hypermarchés, puisque, à surface constante, la progression en volume de leurs ventes a tout de même augmenté de 2,7 %. On observe également que les supermarchés n'ont augmenté leur chiffre d'affaires que de 3,5 %, tandis que celui des magasins populaires baissait de 1,4 % et celui des petites surfaces de 3 %.

En part de marché, le commerce concentré réalise 35 % du chiffre d'affaires du commerce de détail (contre 33 % en 1982), tandis que le petit commerce continue à régresser dans les mêmes proportions. Pour sa part, la vente par correspondance, après plusieurs années de forte croissance, stagne avec une augmentation de 0,4 %.

Les ventes de produits alimentaires ont augmenté de 1,6 %, mais cette évolution masque de larges diversités selon les produits. Ainsi les produits laitiers ont-ils progressé de 2,8 %, tandis que la consommation de viande n'a augmenté que de 0,7 %, malgré une évolution des prix plus modérée que celle des autres produits alimentaires (3,8 % contre 5,5 %). Les Français ont acheté plus de produits d'épicerie, plus de fruits et légumes, mais moins de poisson et moins de pain et de pâtisserie que l'année précédente.

Dans le non-alimentaire (où les ventes ont baissé de 0,4 %), la forte croissance des pharmacies tient essentiellement aux médicaments eux-mêmes, plus qu'aux produits

d'hygiène et de beauté. Quant à la progression du volume des ventes de tabac (+5,5 %), elle s'explique en partie par une modification du comportement des fumeurs, « arrivés de plus en plus par les cigarettes blanches, plus chères que les cigarettes brunes », que la comptabilité nationale prend en compte dans l'« effet volume » et non dans l'« effet prix ». Dans le reste des ventes de produits non alimentaires, le rapport observe une bonne tenue de l'électronique et de la radio-télévision, tandis que l'équipement de la personne continue à perdre du terrain (-0,6 %), même si c'est moins fortement qu'en 1984 (-3 %).

Une forte mortalité

Quant à l'appareil commercial français, dont la statistique ne permet pas encore de suivre avec précision l'évolution (les derniers chiffres disponibles portent sur l'année 1982), il reste essentiellement composé d'entreprises individuelles (82 %). L'exploitation du fichier SIRENE permet cependant de constater que sur 68 280 entreprises commerciales créées en 1981, il n'en survivait qu'une sur deux au début de 1985. Cette mortalité des jeunes entreprises est plus forte dans le commerce que dans les autres secteurs économiques.

Enfin, le rapport observe une stabilisation de la durée hebdomadaire du travail en 1985. Mesurée sur les établissements employant au moins dix salariés, elle s'élevait à 39,06 heures en 1985 contre 39,12 heures en 1984. Cependant, les modifications de temps de travail ne seraient pas dues à une réduction des horaires à plein temps, mais plutôt à une extension du travail à temps partiel. Déjà, en 1983, plus du quart des salariés du commerce de détail travaillaient à temps partiel.

JOSÉE DOYÈRE.

POINT DE VUE

Pour une nouvelle politique du médicament

Le médicament cristallise des intérêts aussi divers qu'apparemment contradictoires. Autour de ce « marché » pas comme les autres, peut-on réconcilier les points de vue des industriels de la pharmacie, des patients et des organismes sociaux qui remboursent plus de 70 % de la consommation pharmaceutique ? Seul un nouveau mode de régulation des dépenses sociales pharmaceutiques, reposant, non plus sur le blocage des remboursements et le blocage des prix, mais sur une plus grande maîtrise des quantités vendues, peut y parvenir.

L'accroissement du ticket modérateur pharmaceutique a été ces dernières années l'axe directeur de la politique des pouvoirs publics. C'est ainsi que l'on a vu de nombreuses classes de médicaments tomber dans la catégorie des « médicaments de confort » dont le taux de remboursement n'est plus que de 40 % au lieu du taux usuel de 70 %.

Une telle procédure ne modifie en rien l'essentiel, c'est-à-dire le comportement des prescripteurs. Elle conduit par contre les plus modestes à restreindre leur consommation. Mais dans ces conditions, les malades s'exposent à une aggravation de leur état de santé, facteur d'augmentation des dépenses.

La revendication de l'industrie pharmaceutique tendant à introduire une dissociation entre le prix de vente des médicaments et leur tarif de remboursement présenterait les mêmes inconvénients pour les malades. Introduire sous une forme nouvelle un ticket modérateur à taux variable ne permettrait pas de vaincre de résoudre les difficultés financières de l'assurance maladie.

Non à la baisse des remboursements et au blocage des prix.

par RENÉ TEULADE (*)

Pour sa part, le blocage des prix a désormais fait la preuve de son inefficacité face à la consommation pharmaceutique qui progresse depuis deux ans à des taux supérieurs à 10 % par an. De nombreux arguments plaident en faveur d'un relèvement des prix : leur faible niveau en France par rapport aux autres pays européens, le handicap qu'en résulte sur le plan de la compétitivité internationale, mais surtout l'amoindrissement de l'effort de recherche dû au tassement des marges bénéficiaires. S'y ajoute la disparition de produits peu chers, devenus non rentables, remplacés par des produits nouveaux, à peu près identiques, mais d'un prix plus élevé.

Agir sur la consommation

Une liberté totale cependant ne tiendrait pas compte des spécificités d'un marché qui n'obéit pas aux lois de la concurrence. Comment pourrait-il en être autrement lorsque la consommation n'est ni l'ordonnateur de la dépense (le médecin prescripteur) ni le payeur final (la Sécurité sociale et la Mutualité). Il ne peut, comme ailleurs, exercer de choix, ni véritablement apprécier celui du médecin.

On ne peut donc enlever, comme certains le croient, sur les effets automatiques de l'augmentation de la mutualité française.

tion des prix pour modérer la consommation. Il faut que toute augmentation des prix soit contrôlée, accompagnée d'un contrat clair avec l'industrie en matière de recherche et d'innovation, et il faut aussi agir sur la consommation.

Une politique nouvelle suppose un dialogue et une concertation permanente entre les industriels et les représentants des usagers, une meilleure information des médecins et des malades. Il devient urgent que les négociations conventionnelles avec les professionnels de santé prennent en compte l'ensemble des dépenses de santé, et notamment les prescriptions.

Les sensibiliser aux conséquences économiques des actes médicaux, privilégier les traitements efficaces au moindre coût, constituer aujourd'hui deux éléments essentiels des discussions entre les caisses et les médecins. Par ailleurs, selon certains experts, 10 % des hospitalisations sont dues au mauvais usage du médicament. On sait que les risques d'erreurs augmentent avec le nombre de médicaments prescrits. Il existe pourtant des moyens d'information permettant aux médecins de limiter ces accidents thérapeutiques.

Qu'attend-on ? Une plus grande responsabilité des praticiens, sans porter atteinte à la liberté de prescription, apparaît comme la voie privilégiée pour redistribuer le budget social consacré à la pharmacie. D'autres pays comme la RFA l'ont déjà compris. La possibilité pour la collectivité nationale de décharger les fonds nécessaires au développement de la recherche pharmaceutique en dépend. L'amélioration de la santé publique et le maintien de la protection sociale également.

(*) Président de la Fédération nationale de la mutualité française.

MBA
University

- Programme 3^e cycle créé et développé par l'Institut Franco Américain de Management (IFAM) en association avec PACE UNIVERSITY (New York)
- 11 mois d'études : 7 à Paris, 4 à New York
Septembre 86 - Août 87
- 2 diplômes : MBA de PACE UNIVERSITY
Certificat IFAM 3^e cycle
- Admission : diplôme 2^e cycle (grande école, maîtrise...) et ou expérience professionnelle + épreuves d'admission
- Renseignements : IFAM-MBA university
19 rue Cépé 75015 Paris
Tél : 47.34.38.23

IFAM

PACE
UNIVERSITY

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
**3^e CYCLE
MANAGEMENT
AVANCÉ**

9 mois de formation de haut niveau
7 mois de missions opérationnelles en entreprise
L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques) et à de jeunes cadres.

Prochaine session de recrutement le 19 septembre 1986

Nom _____
Age _____
Diplôme _____
Adresse _____

souhaite recevoir une brochure détaillée de l'Institut du 3^e cycle management avancé.
IGS 63, avenue de Villiers, 75017 PARIS
établissement privé d'enseignement supérieur

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
**3^e CYCLE
MANAGEMENT
DE LA QUALITE**

9 mois de cours, séminaires et ateliers de production sur le terrain
7 mois de mission en entreprise.

**La première école
de la qualité totale
en France**

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs, ou de gestion, venez vous entraîner au management de l'excellence associant qualité totale et démarches participatives.

Prochaine session de recrutement le 19 septembre 1986.

Nom _____ Prénom _____
Age _____ Diplôme _____
Adresse _____

souhaite recevoir informations et dossier de candidature.
IGS, 63, avenue de Villiers, 75017 Paris.

هكذا امت الأول



Demain : Le « Che » est mort

medicament

Economie

REPÈRES

Changes :

Création d'un second marché au Nigéria

Le président Ibrahim Babangida a signé le 23 août un décret visant à instaurer un second marché des changes au Nigéria, une mesure qui n'inscrit dans le cadre du plan de relance de l'économie mis en place par le gouvernement. En annonçant cette disposition nouvelle, M. Ebitu Ukiwe, le numéro deux du régime militaire de Lagos, a cependant refusé de préciser la date d'ouverture de ce second marché des changes. Créé sous l'égide du gouvernement nigérien et de la Banque mondiale, ce marché a pour but de parer au manque de devises que connaît le pays. Il permettra à la monnaie locale, le naira, actuellement échangé sur le « marché noir » à 25 % de son cours officiel (1 naira = 75 cents américains), de flotter librement contre les monnaies fortes.

Pétrole :

Le prix d'importation a baissé de deux tiers

La chute des prix mondiaux du pétrole, jointe à la baisse des cours du dollar, a considérablement réduit le coût d'importation du brut pour la France depuis six mois. Selon les statistiques mensuelles du Comité professionnel du pétrole, le coût moyen du pétrole importé est tombé en juillet à 527,2 F par tonne, soit un peu moins qu'en 1978 et 64 % de moins qu'en janvier dernier (1 453,6 F la tonne). Dans le même temps, le prix du super n'a diminué que de 11 % à la pompe (TTC) et de 37 % à la sortie des raffineries (hors taxes).

Les chiffres du CPDP confirment également le changement intervenu dans la structure des approvisionnements français (le Monde du 29 juillet). La Proche-Orient, et notamment l'Arabie saoudite, a depuis six mois repris sa place de premier fournisseur de la France, avec des livraisons en hausse respectivement de 68,8 % et 454,3 %. Cette reconquête s'est faite au détriment des producteurs de la mer du Nord, notamment la Grande-Bretagne, dont les ventes ont diminué de 55 % depuis six mois.

ÉNERGIE

L'URSS confirme officiellement son soutien à l'OPEP

L'Union soviétique a confirmé officiellement qu'elle avait décidé de réduire ses exportations pétrolières vers l'Occident d'environ 10 %, à la demande de l'Iran, afin de soutenir les cours du pétrole (le Monde du 23 août). Le ministre iranien du pétrole, en visite à Moscou la semaine dernière, « nous a demandé de réduire nos exportations pétrolières vers l'Occident » (1). Nous avons accepté, et nous en tiendrons compte dans nos exportations vers l'Occident », a déclaré, vendredi 22 août, un porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères.

« Tous les pays producteurs non membres de l'OPEP, excepté la Norvège et la Grande-Bretagne, se sont déclarés prêts à coopérer avec cette organisation », a assuré, samedi 23 août, le ministre iranien du pétrole, en soulignant l'importance de la décision soviétique. C'est la première fois que Moscou, premier producteur mondial, qui exporte environ 1,2 million de barils/jour vers les pays occidentaux, accepte officiellement de participer à un effort de soutien du marché pétrolier international. Le gouvernement soviétique n'a toutefois « aucun contact direct avec l'OPEP », a précisé le porte-parole.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole a décidé, début août, à Genève, de réduire sa production d'un cinquième pendant deux mois à compter de septembre, afin de faire remonter les prix du

brut, qui étaient tombés à leur plus bas niveau depuis 1973. Cette décision a d'ores et déjà permis des cours de se redresser de 7 dollars, aux environs de 13 dollars par baril. Elle a conduit la plupart des pays exportateurs extérieurs à l'Organisation, sauf les producteurs de la mer du Nord, à annoncer des diminutions plus ou moins symboliques de leur production afin de soutenir les efforts de l'OPEP.

Dans les rangs mêmes de l'Organisation, la plupart des pays semblent se préparer à appliquer concrètement cette décision. Selon le Middle East Economic Survey, l'Arabie saoudite, dont la production avait frôlé 6 millions de barils/jour fin juillet, aurait d'ores et déjà ramené son rythme d'extraction en août aux environs de 5 millions de barils/jour. Le Koweït, les Émirats arabes unis, le Nigéria, auraient également commencé à prendre des mesures drastiques pour limiter leurs ventes.

En Afrique, les pays producteurs de brut ont décidé de se réunir en septembre à Lagos (Nigéria) en conférence ministérielle afin d'adopter les statuts d'une Association des pays africains producteurs de pétrole, qui réunirait, outre les pays membres de l'OPEP (Algérie, Nigéria, Gabon, Libye), les autres producteurs : Angola, Cameroun et Bénin.

(1) 1 million de barils/jour équivaut à 50 millions de tonnes/an.



Le Marché Commun

C. BERTHAUD

1986, 3^e édition entièrement mise à jour (Europe des douze)
320 pages,
165 F T.T.C. au 15.06.1986

MASSON

2^e CYCLE DE L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE INSTITUT DE GESTION DE PERSONNEL IGP

12 mois de formation de haut niveau
7 mois de stages spécialisés en entreprise

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS ou deux ans de Prépa.

Prochaine session de recrutement le 19 septembre 1986



Nom _____
Age _____
Diplôme _____
Adresse _____

souhaite recevoir une brochure détaillée de l'institut de gestion de personnel.

63, avenue de Villiers, 75017 PARIS
établissement privé d'enseignement supérieur

Une préoccupation pour M. Méhaignerie

Réformer l'aide personnalisée au logement devenue trop coûteuse

Les barèmes 1986-1987 de l'aide personnalisée au logement (APL) vont être publiés au Journal officiel. Nécessitant un effort financier soutenu de l'État, ils ne saient cependant pas l'évolution du coût de la vie (le Monde du 16 août).

La Confédération nationale du logement (CNL) proteste dans un communiqué contre

le tassement du pouvoir d'achat de cette aide, soulignant que la nouvelle barème « fait la démonstration évidente que les économies budgétaires vont se traduire par un rabaillage général des aides au détriment des familles modestes ».

De son côté, l'Union nationale des associations familiales (UNAF) « attire l'atten-

tion du gouvernement sur les nécessaires précautions à prendre lorsqu'il s'agit de réformer l'ensemble du système d'aide à la personne liée au logement » : « Pour des millions de familles, rappelle-t-elle, ces aides sont un élément déterminant de solvabilité et donc d'accès à un logement correspondant à leurs besoins. »

On avait des doutes dès 1977, lorsque la loi de réforme du financement du logement créa l'aide personnalisée au logement (APL). On en était sûr dès 1980. C'est officiel en 1986. Le système APL, explosé, de façon incontrôlable, le budget de l'État ne peut plus supporter le dérive exponentielle de cette aide à la personne. Bien que M. Pierre Méhaignerie prévoie une rallonge de 2,8 milliards de francs en 1987, cela permettra tout juste de reconduire le barème appliqué en 1986. C'était ça ou bloquer complètement l'attribution de cette aide pour les nouveaux ayants droit, locataires ou accédants à la propriété, en 1986-1987, qui seront environ trois cent mille. Le gouvernement a choisi, et le pouvoir d'achat de l'APL va baisser. Encore, M. Méhaignerie a-t-il de la chance. La baisse du pétrole et du dollar allègent les charges de chauffage et dit-on, cela ne devrait pas être trop douloureux même pour les plus pauvres des « ayants droit ». Il reste que l'État, pour la quatrième année consécutive, ne tient pas sa parole (1). L'article 8 de la loi du 3 janvier 1977 ne stipule-t-il pas que la révision annuelle « assure par toutes mesures appropriées le maintien de l'efficacité sociale de l'aide personnalisée au logement » ?

Il reste que pour avoir généralisé l'attribution (dès 1978), un système conçu dans une période de croissance économique, d'inflation forte et de taux d'intérêts élevés, système qui devait permettre aux familles les plus démunies de devenir propriétaires, l'État se trouve coincé dans une situation aberrante. Au fil des années, pour tenter de soutenir l'industrie du bâtiment en déconfiture, le gouvernement a incité des familles qui n'en avaient pas les moyens à s'endetter pour vingt ans. L'APL salvatrice leur permettrait de faire face. L'État n'avait pas les moyens de cette générosité.

Circonstance aggravante, les montages financiers présentés aux candidats à l'accession à la propriété sont souvent plus que légers, ne tenant compte que des toutes premières années de remboursement,

celles où les annuités ont été allégées artificiellement, celles où le nombre d'enfants à charge encore tout jeunes augmente le montant de l'APL, celles où le revenu du ménage (au début) est théoriquement le plus bas. Quelques années plus tard... L'importance des mensualités de remboursement ne cesse de croître, un enfant a quitté le foyer et l'APL a diminué, et le revenu a stagné... C'est la catastrophe. Une étude fort concrète et fort précise du Centre régional de la consommation de Lille (2) donne un exemple frappant : une famille de trois enfants avec un revenu mensuel total de 7 800 F (y compris les allocations familiales) doit rembourser un prêt conventionné de 330 700 F souscrit en début 1983. En février 1983, la mensualité de remboursement (après APL) était de 1 987 F. Elle a atteint 3 089 F en juin 1986, soit 39,6 % du revenu...

Impossible négociation

En toute équité, ces prêts (prêts conventionnés ou PC, ou prêts à l'accession à la propriété ou PAP), souscrits à des taux d'intérêt prohibitifs devraient pouvoir être transformés par la puissance publique, l'État, grâce à une bonification d'intérêt, substituant à l'aide personnelle défailillante une aide à la pierre substantielle. Mais ce n'est pas concevable : l'État n'a pas les moyens de payer ses erreurs passées, et les banques ne pourraient faire face à une mesure générale. Alors, ce sont les familles qui devront vivre, jour après jour, leur rêve devenu cauchemar.

Faut-il alors renégocier ces prêts ? L'emprunteur sans ressources n'a aucune chance d'y réussir. Seul peut prétendre l'emprunteur qui a la chance d'avoir un revenu élevé et d'autres disponibilités confondues à sa banque : celle-ci consentira un nouveau prêt à un taux plus raisonnable, et sinon, la banque voisine sera peut-être heureuse de récupérer un bon client. Encore faut-il que l'opération

soit financièrement rentable pour l'emprunteur : la dette totale (capital + arriérés d'intérêt) peut fort bien être plus élevée que l'emprunt initial. Assortie des pénalités de remboursement anticipé, elle oblige à un emprunt dont les mensualités de remboursement, malgré un taux d'intérêt plus faible, dépasseraient celles actuellement acquittées. Encore faut-il aussi que les banques locales n'aient pas décidé tacitement de refuser purement et simplement, en toute solidarité anticoncurrentielle, la renégociation de ces prêts.

Pour notre famille de presque smicards, rien à faire : l'organisme prêteur ne veut rien savoir : le coût immédiat de l'opération est ruineux ; et... on perd le bénéfice de l'APL. Seul, reste l'avantage fiscal de la réduction d'impôt. C'est sans espoir.

Le ministre du logement l'a dit, les problèmes les plus criants se résoudront au cas par cas, dans chaque département, dès 1987. Mais les dossiers que l'on traitera ainsi sont ceux qui sont déjà désespérés : retards de paiement, ou vente (à grande perte) de la si coûteuse maison. C'est bien avant d'en arriver à cette extrémité du non-paiement que la famille est perturbée, voire brisée par un problème financier dont personne ne lui a jamais dit l'ampleur qu'il prendrait à terme. La recherche systématique des familles qui servent en difficulté avouée dans un an ou deux permettrait d'éviter que l'accession sociale à la propriété des années 1978 à 1986 ne fasse de nouvelles victimes. Cette recherche est possible, grâce aux CAF et aux dossiers de prêts des établissements prêteurs. Il faudrait aussi dès maintenant, et tant que la loi n'a pas été modifiée, obliger les vendeurs de logements à présenter à leurs clients potentiels le tableau sur dix ans de leurs remboursements possibles, avec au moins deux variables de ressources et de composition de la famille. Mais cela - qui n'est que de l'honnêteté commerciale - les constructeurs et autres pavillonnaires n'y tiennent pas du tout.

Et puis, une commission tripartite, composée de parlementaires (dont sûrement les rapporteurs du budget du logement à l'Assemblée nationale et au Sénat), des fonctionnaires et des experts (membres des caisses d'allocations familiales, des HLM, des conseillers généraux, des spécialistes de l'information logement, etc.) sera mise en place début septembre. Elle devra, d'ici là fin de l'année, faire des propositions à la fois pour sortir de l'insoluble problème d'un système devenu aberrant (diminuer les dettes insupportables et imposer un minimum de remboursement aux surfauconnés de l'APL, en location comme en accession) et proposer un nouveau mécanisme plus équilibré d'aide à la personne, et donc de financement du logement.

M. Méhaignerie n'est pas sorti de ses difficultés. Et pourtant, il y a urgence. Urgence sociale, car la catastrophe est totale pour chaque famille touchée. Urgence budgétaire, car le rapetassage annuel ne peut devenir une technique normale des finances publiques et n'a pas grand-chose à voir avec la rigueur. Urgence économique, car il faut bien mettre sur pied un système cohérent d'aide publique au financement du logement : c'est aussi de l'intérêt du secteur du bâtiment. Urgence morale enfin, car l'État ne peut continuer à faire payer aux plus pauvres son incapacité à honorer ses engagements.

JOSÉE DOYÈRE.

(1) L'APL doit être revalorisée chaque année le 1^{er} juillet, après avis d'une commission ad hoc, en fonction, dit la loi, « de l'évolution constatée des prix de détail et du coût de la construction ». Les barèmes, trop généralement augmentés de 25 % en 1981, sont restés stables en 1982 et ont baissé en pouvoir d'achat les trois années suivantes, retrouvant le niveau de dévaluation qu'ils avaient avant l'arrivée des socialistes au pouvoir.

(2) 11, rue du Palais-Ribour, 59800 Lille, tél. : 20-54-44-44.

Selon le Conseil national du crédit

Effort d'épargne important pour l'accession à la propriété

« Diverses enquêtes ont montré que de nombreux ménages étaient prêts à consentir pour le logement des efforts d'épargne (en vue de constituer l'apport personnel) sans commune mesure avec ceux qu'ils accepteraient pour d'autres formes de placement », indique le Conseil national du crédit dans son dernier rapport sur les instruments financiers. Le groupe de travail du CNC constitué sur ce sujet estime qu'une aide des pouvoirs publics dans ce domaine reste nécessaire, mais il tient à souligner la fragilité du système actuel de l'épargne logement.

D'une façon plus générale, le Conseil prône le développement de l'épargne des ménages, baptisée par les auteurs du rapport « épargne contractuelle » et qui correspond à une véritable « renonciation à consommer ». « L'accroissement du taux d'épargne des ménages doit rester prioritaire », mais sans être privilégié par rapport aux taux d'épargne des entreprises et des administrations, estiment encore les auteurs de ce document.

Le volume de l'épargne des ménages dépend d'abord de l'évolution de leur revenu réel. L'influence des autres paramètres tels que l'inflation, le taux de chômage et les taux d'intérêt est beaucoup moins

claire, voire contradictoire, font-ils valoir. Le développement de l'épargne longue des ménages pourrait s'appuyer sur deux motivations : le logement (précédemment évoqué) et la retraite.

Sur ce dernier point, le groupe de travail recommande la création d'un « avantage fiscal spécifique » qui pourrait être soit une déduction du revenu imposable, soit une réduction d'impôt. Ce type d'épargne doit continuer à revêtir diverses formes allant de l'assurance-vie classique aux comptes bloqués dans les établissements de crédit, mais avec une réelle transparence qui permette aux épargnants de comparer les différents produits existant sur le marché. La création d'une sorte de « label » délivré par les pouvoirs publics a même été proposée par certains membres du groupe de travail.

Le CNC estime enfin que « la montée des taux réels constitue l'un des problèmes cruciaux des prochaines années ». La perspective de taux d'intérêt réels plus élevés que le taux de croissance (en volume) du produit intérieur brut (PIB) « est sans doute de nature à faire obstacle à la reprise d'une croissance économique durable », soulignent les auteurs du document.

51,2 % des Français sont propriétaires

Plus de la moitié des ménages français (51,2 % exactement) sont propriétaires de leur logement, selon une enquête de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

Cette enquête, réalisée en octobre 1984 sur un échantillon représentatif de trente-huit mille logements, montre une progression du nombre des propriétaires, qui sont passés en quatre ans de 46,8 % à 51,2 % du total des ménages.

Sont maintenant propriétaires du leur logement 41 % des ouvriers et 34 % des employés. C'est dans les banlieues et les communes rurales que l'on rencontre le plus de ménages propriétaires (respectivement 72,2 % et 69,8 %), tandis que ce chiffre tombe à 24,1 % à Paris.

Le confort du parc de logement construit avant 1949 s'est amélioré. Parmi les résidences principales réalisées avant 1949, plus des deux tiers disposent

désormais d'un W-C intérieur et d'une baignoire ou d'une douche.

Paradoxalement, c'est parmi les Français bénéficiaires d'un loyer « loi de 1948 », considérés comme des privilégiés, que l'on rencontre le plus grand nombre de personnes mécontentes de leur logement. Les plus satisfaites sont celles accédant à la propriété.

Globalement, les Français sont plutôt contents de leurs conditions de logement et la proportion des insatisfaits passe de 13,4 % en 1978 à 10,2 % en 1984.

Sur 24,24 millions de logements dénombrés par l'INSEE, 7,7 % étaient vacants, soit un peu moins que lors des deux précédentes enquêtes (en 1973 et 1979), ce qui traduit une tension plus forte sur le marché du logement, estime l'Institut.

La part augmente en moyenne de trois cent dix-neuf mille unités par an, grâce essentiellement à la construction de résidences secondaires (22 %) et de maisons individuelles.

Le Monde

MAGAZINE SPÉCIAL SICOB

Parution le 15 septembre 1986

Renseignements publicités :
45-55-91-82, poste 4196

ASSURANCE-VIE : LES QUESTIONS A SE POSER AVANT DE SIGNER.

SCIENCE & VIE

ECONOMIE

SEPTEMBRE

سكنا من الامم

Economie

Un entretien avec M. André Bergeron

(Suite de la première page.)

Avec une hausse de 0,7 % de la cotisation vieillesse et le rétablissement d'une contribution de 0,4 %, il s'est rabattu sur une cote mal taillée. Quant aux licenciements économiques, il reste à savoir si les négociations entreprises par le patronat, au moins partiellement, les conséquences de la suppression de l'autorisation administrative.

Comment jugez-vous l'expérience de collaboration ? La coexistence entre un président socialiste et un premier ministre libéral peut-elle éviter le libéralisme à tout prix ?

Il ne m'appartient pas de porter jugement sur le principe de la collaboration qui est un problème politique. Le débat est très théorique. Les dirigeants de la nouvelle majorité pourraient difficilement se débiter un pouvoir qui leur était confié démocratiquement. Je ne pense pas que, dans la pratique, le fait qu'il y ait un président de gauche et un gouvernement de droite puisse avoir une influence fondamentale quant au fonctionnement de nos institutions démocratiques. Mais le rôle du Parlement n'est plus ce qu'il était. Si ce qui est décidé par le gouvernement est parfaitement légal, les possibilités de débat réel, d'infériorité de projets de loi par le Parlement, deviennent de plus en plus étroites, ce qui n'est pas bon pour notre démocratie.

Pas de bouleversement fondamental

Pensez-vous que le président de la République défend les acquis sociaux de la période 1981-1986 quand il refuse de signer l'ordonnance sur les privatisations ou qu'il accepte celle sur le travail différencié ?

Il ne m'appartient pas d'épiloguer autour des positions du président de la République ou d'autres responsables politiques. Pour l'heure, les décisions ne portent que sur des problèmes limités, et rien ne me permet de dire que nous assistons à un bouleversement fondamental. Ce qui est plus important, ce sont les perspectives qu'à tort ou à raison l'on prête aux uns ou aux autres.

Comment vous situez-vous dans le débat sur un plein emploi productif inaccessible à court terme tel qu'il a été lancé par M. Philippe Séguin et relayé par M. Edmond Maire ?

Je m'interroge d'abord sur la relativité des « vérités économiques » qu'on nous assène en permanence. Il y a quelques années c'est la hausse du prix du pétrole, qui justifiait les politiques de restriction de la demande. Il y a peu de temps, on affirmait que les prix du pétrole dégringolant des disponibilités nouvelles allaient être utilisées pour une relance de l'activité ou une amélioration du pouvoir d'achat des salariés. Or ce n'est pas ce que nous constatons aujourd'hui.

On nous avait aussi expliqué que l'amélioration du niveau de vie ne pouvait résulter que d'un accroissement des richesses, c'est-à-dire de la production générale.

Or, on accepte maintenant le fait que l'industrie ne pourra plus offrir suffisamment d'emplois, étant prisonnière de l'impératif de compétitivité.

Dans ce nouveau schéma, il y aura, affirme-t-on, d'un côté les salariés de l'industrie, et de l'autre une part de plus en plus grande de personnes occupées dans des activités d'une nature différente des emplois industriels. Je ne conteste pas l'utilité de ces emplois nouveaux, mais ils ne seront pas économiquement productifs. Un tel raisonnement est contestable.

La somme des besoins non satisfaits dans le monde est telle que les possibilités de production demeurent théoriquement considérables. Or on tourne en rond ! On en arrive à une contradiction monstrueuse. Les pays industrialisés se demandent comment maintenir leur production, alors qu'ils n'arrivent plus à écouler leurs produits. Et les pays en voie de développement manquent littéralement de tout ! Il faut donc résoudre par une coordination économique européenne la question des échanges entre le monde industrialisé et le tiers-monde. C'est là que se situe l'essentiel du problème social.



PANCHO

Réduire le temps de travail

Les politiques de l'emploi sont-elles adaptées ?

On ne peut écarter d'un revers de la main l'idée d'une réduction du temps de travail. Si l'accroissement de la productivité de l'industrie devient le maître mot, le problème de l'emploi deviendra de plus en plus important. Selon les chiffres de l'INSEE, on a perdu 90 000 emplois en 1985 et on en perdra entre 55 000 et 60 000 en 1986. Je demeure donc convaincu qu'il faut réduire le temps de travail, même si cela ne pourra pas se faire de la même manière partout en raison de la diversité des situations.

Les propos de M. Séguin sur l'« escroquerie » de la retraite à

soixante ans peuvent se comprendre au regard du problème de financement des régimes de retraites par répartition. Mais le ministre doit admettre que, si l'on recule l'âge de la retraite, les salariés occuperont plus longtemps des postes de travail qui autrement auraient été disponibles. Dans le cadre des conventions collectives, il faudra bien discuter de la réduction du temps de travail considérée globalement tant pour la durée hebdomadaire que pour l'âge de départ à la retraite.

Que pensez-vous de l'acceptation par M. Maire d'activités socialement utiles, même « dérogatoires aux règles communément admises » ?

J'admets que face à ce dramatique problème du chômage il faut bien essayer de faire quelque chose. Les gouvernements, l'actuel comme le précédent, essaient donc d'imaginer des formules nouvelles sans connaître exactement les résultats qui peuvent en découler. Se faire approuver par des chômeurs des régions chaudes ou du Journal le matin, ce n'est pas tout à fait sérieux. Quelle est la part de gadget ? Dans quelle mesure le souci de diminuer les statistiques de demandeurs d'emploi intervient-il ?

Il y a, par exemple, l'idée d'étendre l'expérience des TUC à des chômeurs de longue durée de plus de vingt-cinq ans qui, dans le cadre de programmes d'initiatives locales (PIL), pourraient être occupés par des collectivités locales ou des associations sociales. Ces bénéficiaires de PIL continueraient à toucher des allocations de fin de droits et recevraient des collectivités et associations un complément. Cela pose un problème de fond à l'UNEDIC, puisque l'assurance-chômage paie des allocations à des chômeurs qui doivent être demandeurs d'emploi. Je me demande aussi où va se situer la frontière entre ces PIL et les personnes permanentes. Ce problème s'est déjà posé avec les TUC.

Je ne veux pas porter aujourd'hui un jugement définitif. M. Séguin doit organiser la rentrée une consultation avec les syndicats. J'attends donc de connaître exactement ses intentions. Mais je me demande si en recourant à ces formules nouvelles on ne va pas à nouveau complètement mettre en cause les règles sur lesquelles reposent les conditions de travail des salariés. Ce n'est pas la multiplication de telles initiatives qui pourra modifier fondamentalement le problème du chômage.

Encore un peu plus loin

Vous ne partagez donc pas l'opinion de M. Maire ?

Je ne veux pas m'avancer comme Edmond Maire l'a fait pour être dans l'obligation dans quinze jours de faire machine en arrière. Je préfère attendre pour voir.

Mais vous êtes inquiet ?

Oui. Nous avons en un débat du temps de M. Delebarre sur la remise en cause de règles du code du travail. Aujourd'hui, c'est le même problème, mais on va encore un peu plus loin. Alors, d'étape en étape, jusqu'où peut-on aller ? Je ne veux pas jouer les mauvais coucheurs, mais le problème du chômage ne se règle pas en l'air, en faisant de la poésie.

On reproche parfois à FO son immobilisme, garant peut-être de son unité. Mais vous avez en avril présenté des propositions à M. Séguin sur l'emploi. Comment allez-vous adapter votre pratique syndicale à la période actuelle ?

La lettre à M. Séguin n'a pas eu de suites, mais je ne peux pas obliger le gouvernement à tenir compte de ce que nous pensons. Aujourd'hui, nous avons près de 2,3 millions de chômeurs indemnisés sous des formes diverses (1). 40 % des demandeurs d'emploi n'ont pas d'allocations. Sous réserve de précisions, les projets de M. Séguin ne m'apparaissent pas de nature à résoudre ce problème, même si on réussit à occuper quelques dizaines de milliers de personnes.

Moi, je ne détiens pas de recettes miracles. Ce n'est pas une question d'immobilisme ou d'indigence intellectuelle. Lors-

que nous manifestons une opposition à une disposition, on nous accuse de refus des sacrifices, d'être égoïstes ou archaïques. C'est dangereux, car c'est une pression morale qui s'exerce sur le mouvement syndical pour l'inciter à renoncer morceau par morceau à certaines garanties qui sont le fruit d'une longue action syndicale.

Faut-il sacrifier tout cet édifice sur l'autel d'une meilleure répartition du travail disponible ? Je n'en suis pas convaincu. Je crains qu'on ne s'engouffre dans ces voies nouvelles pour modifier complètement les rapports entre salariés et employeurs, alors que nous n'arrivons plus à discuter de quoi que ce soit dans le cadre des conventions collectives. Je ne veux pas être négatif, mais M. Séguin doit s'expliquer clairement.

FO a signé dans la métallurgie un accord sur l'aménagement du temps de travail qui prévoit notamment qu'il pourra être dérogé, par accord d'entreprise, aux dispositions limitant le travail de nuit des femmes. Que pensez-vous de ce texte, qui s'épave et se défile ?

M. Hébert, secrétaire de l'Union départementale FO de Loire-Atlantique ?

Je m'entretiendrais de cette affaire avec les intéressés eux-mêmes. L'aspect trépidant en tenant compte de cette quasi-stabilité de l'inflation. La revendication ne peut s'exprimer qu'en termes de pouvoir d'achat, mais, si on arrive à un point annuel d'inflation, on peut imaginer des accords portant même sur plusieurs années comme en Europe du Nord.

Quelle est la mesure économique et sociale la plus urgente que vous attendez au gouvernement ? Quel est le projet que vous lui conseillez d'adopter ?

Je n'ai pas à faire de propositions à un gouvernement. Je lui conseille cependant de considérer la stabilité sociale comme un élément déterminant dans la réussite d'une politique quelle qu'elle soit. Il faut donc éviter de tomber dans un rigorisme excessif. La défense du pouvoir d'achat n'est pas une revendication démocratique mais économiquement raisonnable, car il ne faut pas abandonner le marché intérieur. La préservation de la stabilité suppose des concessions.

Le gouvernement veut aller vite en raison des incertitudes électorales. Cette précipitation présente aussi des inconvénients. Dans un pays de droit et de tradition, on ne boucle pas en quelques jours ce qui existe depuis très longtemps. Certains trouvent le mouvement syndical gênant et pensent qu'il s'oppose à tout et met des bâtons dans les roues. Il arrive peut-être à la grande masse des salariés de ne pas comprendre l'obstination des syndicats à défendre tel ou tel aspect de la réglementation du travail.

Mais, s'il assume la défense des intérêts de ses mandats, le mouvement syndical ne peut qu'être gênant. Son rôle est de réserver des règles, car si elles devaient disparaître cela rendrait plus difficile le respect d'un minimum de justice. S'il n'y avait pas les syndicats, on ferait l'importe quoi, surtout dans une période de chômage, car il n'y aurait plus rien pour s'opposer à certains excès. Il n'y aurait pas de frein pour ceux qui — irresponsables — ont l'ambition de tout mettre en cause.

Les gouvernements, celui-ci comme le précédent, et le patronat nous reprochent notre obstination. Mais nous avons limité les dégâts. On finit par présenter à l'opinion publique les syndicats comme des gens malveillants. Un tel raisonnement est terriblement dangereux, car tôt ou tard — plus encore en France qu'ailleurs — il y aura des traumatismes sociaux. Si le syndicalisme est diminué, ces mouvements revêtiront un caractère encore plus dangereux.

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT.

(1) A la fin juillet 1986, selon les comptes publiés par l'UNEDIC, les 2 239 000 personnes indemnisées se répartissaient entre 1 665 100 demandeurs d'emploi et 573 700 préretraités.

ENTREPRISES

Franco-Rail : 200 voitures supplémentaires pour le métro de New-York

La Metropolitan Transportation Authority a annoncé, le 22 août, sa décision de commander 200 voitures supplémentaires au groupement d'industriels français Franco-Rail (Léonard-Schneider, ANF, De Dietrich). Cette commande s'ajoute aux 225 voitures déjà retenues par le métro new-yorkais et qui devront être livrées avant la fin du premier semestre 1987 (200 voitures font encore l'objet d'une option). Le contrat est d'environ 1,7 milliard de francs et devrait être formellement signé début septembre. Ces voitures seront construites dans les usines d'ANF Industries et d'Empain-Schneider à Blanc-Misseron (Nord), Aubervoye (Eure), Le Creusot (Saône-et-Loire) et Jeumont (Nord).

Bien venu pour les industriels, qui souffrent d'une réduction des investissements en matériels de la RATP et de la SNCF, car cela va leur permettre de maintenir les plans de charge de leurs usines, ce contrat n'en est pas moins coûteux, compte tenu des exigences américaines et des conditions offertes pour l'importer (le Monde du 5 septembre 1985).

L'Oréal s'investit pour 1,4 milliard de francs de certificats d'investissement

Le numéro un mondial des cosmétiques va procéder, le 1^{er} septembre, à l'émission de 429 142 certificats d'investissement au prix unitaire de 3 175 F, ces certificats étant attribués gratuitement aux anciens actionnaires et offerts dans la proportion d'un certificat pour dix actions anciennes. Globalement, cette opération, qui portera son capital de 429 milliards à 472 milliards de francs, rapportera à L'Oréal 1,4 milliard de francs d'argent frais, tout en élargissant considérablement son actionnariat international. En effet, la société Gaspard, qui détient 56,7 % du capital de L'Oréal, ne souscrit pas à cette émission de certificats d'investissement (assimilables à des actions sans droit de vote). Elle gardera, toutefois, le contrôle de L'Oréal, grâce à la création d'une quantité identique de certificats de droits de vote, qu'elle conservera.

Cette opération sera confiée à un syndicat de banques internationales. Animé par la BNP et par Morgan Stanley (et regroupant notamment Suez, Paribas Capital Market, Nomura, Bruxelles-Lambert, Commerzbank...), ce syndicat devra placer à l'étranger au moins 60 % de ces « euro-certificats d'investissement ». Une innovation qui suscite un grand intérêt sur la scène internationale (voir la rubrique de Christopher Hughes dans le Monde du 24-25 août).

Chute des résultats de Toyota pour 1986

Le numéro un japonais de l'automobile, Toyota Motor Corporation, annonce une chute de 34,9 % de son bénéfice d'exploitation (329,38 milliards de yens (1), et de 17,2 % de son bénéfice net (255,18 milliards de yens) pour l'exercice achevé le 30 juin dernier. Le chiffre d'affaires a atteint 5,30 trillions de yens, en progression de 4 %. Les résultats du groupe ont fortement pâti de l'appréciation du yen par rapport au dollar depuis fin 1985, que la progression des ventes et les efforts de rationalisation n'ont pas suffi à compenser. Pour les résultats de l'exercice 1987 (juillet 1986-juin 1987), Toyota estime qu'une « réduction substantielle apparaît inévitable », en raison des conditions plus difficiles à l'exportation et

de la concurrence accrue sur le marché intérieur.

(1) 100 yens = 4,3 F.

Frontier Airlines cesse ses activités

Frontier Airlines, quinzième compagnie aérienne américaine, a cessé ses activités le 24 août, en raison de ses difficultés financières (10 millions de dollars de pertes mensuelles au cours du premier semestre 1986). Créée en 1947, Frontier Airlines, basée à Denver (Colorado), desservait plus de cinquante villes dans vingt Etats américains, ainsi qu'au Canada et au Mexique. Elle avait été rachetée, en novembre 1985, par People Express, compagnie aérienne connue pour ses vols à bon marché. Une autre compagnie américaine, United Airlines, propose de racheter Frontier Airlines pour 148 millions de dollars, mais les négociations s'achoppent sur des questions salariales avec les pilotes de Frontier. Si un accord n'est pas trouvé d'ici au 1^{er} septembre, Frontier Airlines sera mise en faillite, laissant 4 700 personnes sans emploi.

Plus de 700 suppressions d'emplois annoncées chez Leyland Bus

La firme britannique Leyland Bus va supprimer 757 emplois à Farington, Worthington et Leyland, trois usines situées dans le nord-ouest de l'Angleterre, a annoncé, le 22 août, M. Ian McKinnon, son directeur général. Cette ancienne division autocars du groupe nationalisé British Leyland, désormais appelé Rover, a été rachetée il y a un mois par ses cadres.

Chaussures : British Shoes voudrait racheter Myrys

M. Jo Riou, PDG du groupe Myrys, qui a réalisé l'an dernier 20 millions de francs de bénéfices pour 640 millions de francs de chiffre d'affaires, négocie l'entrée dans son capital du britannique British Shoes Corporation, un des premiers producteurs mondiaux de chaussures. La négociation porte essentiellement sur la hauteur de la participation britannique, M. Riou souhaitant que sa famille conserve la majorité, tandis que British Shoes souhaite en prendre le contrôle. Le groupe Myrys, qui prépare, par ailleurs, son entrée au second marché de Paris, recherche dans cette alliance le moyen de prendre pied sur les marchés britannique et américain, où British Shoes a établi une chaîne de magasins.

BANQUES : LE SERVICE N'EST PLUS COMPRIS.

SCIENCE & VIE ECONOMIE SEPTEMBRE

INSTITUT DE PRÉPARATION AUX GRANDES ÉCOLES

rentrée 1986

Ouverture d'une nouvelle terminale B

orientée grandes écoles de gestion, études internationales et Sciences Po.

Une pédagogie de la réussite fondée sur la motivation, un entraînement intensif en langues, en mathématiques, en expression orale, des apports méthodologiques, des stages en entreprise.

IPGE : l'ambiance et la rigueur d'une préparation de la terminale

25, rue François-1^{er} 75008 Paris - Tél. : 47.23.72.94

établissement privé d'enseignement

Admission immédiate sur dossier et entretien

Pour tous renseignements : IPGE, 25, rue François-1^{er} 75008 Paris - Tél. : 47.23.72.94

Nom : _____ Tél. : _____

Adresse : _____

dernière classe suivie : _____ série : _____

IFAM

INSTITUT FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT

HARTFORD UNIVERSITY • NORTHEASTERN UNIVERSITY

PAGE UNIVERSITY

une grande école internationale

- Créé et développé en association avec des universités américaines réputées Hartford U. (Conn.), Northeastern U. Boston (Mass.), Pace U. (N.Y.).
- 3 ans de formation supérieure à la gestion (2 ans à Paris, 1 an aux Etats-Unis).
- 2 diplômes : diplôme IFAM, Bachelor of Science in Business Administration.
- 4^e année : obtention du diplôme MBA, Master in Business Administration.

admission : Baccalauréat exigé + épreuves orales admission parallèle en 2^e année (DEUG, DUT...)

Renseignements : IFAM, 19, rue Cépé, 75015 Paris. Tél. : (1) 47 34 38 23

Établissement International d'Enseignement Supérieur Privé

Nom : _____ Prénom : _____

Bac : _____ 1^{re} langue : _____

Adresse : _____

ASSURANCE-VIE
ES QUESTIONS A SE POSE
MENT DE SUIVRE

EXONOMIE

Economie

SOCIAL

M. Philippe Séguin
ne veut pas
attendre « béatement »
la fin du chômage

Si l'on s'en tient « béatement » aux seules opportunités offertes par l'évaluation économique, « nous aurons 3 240 000 demandeurs d'emploi au 31 décembre 1987 », a expliqué M. Philippe Séguin, le 24 août, lors de l'émission « Forum » de RMC. Ce faisant, le ministre des affaires sociales et de l'emploi n'a fait que répéter et amplifier ses mises en garde à propos du chômage à un moment où, si « le principe des mesures que j'ai souhaitées est acquis », il faut encore attendre les moyens nécessaires. « Nous discutons pied à pied sur le volume des crédits à m'octroyer », a reconnu M. Séguin, qui doit rencontrer M. Jacques Chirac à ce sujet.

Pour s'opposer à l'hypothèse « absolument inadmissible » de l'aggravation du chômage, le ministre entend poursuivre la politique actuelle de traitement social qui bénéficie à 400 000 personnes environ. Ensuite, par des dispositifs proches des formules existantes (extension des TUC, développement des activités d'intérêt collectif pour les chômeurs de plus de vingt-cinq ans), « nous cherchons à nous attaquer à un stock de 400 000 demandeurs supplémentaires ». Enfin, « nous pouvons nous attaquer au nouveau dur des 2,4 millions de chômeurs » en explorant des voies nouvelles : « ce qu'on a voulu dénier en appelant des petits boulois », dont il a précisé le contenu. Il pourrait y avoir les emplois à domicile, bénéficiant de déductions fiscales ou d'exonérations de charges sociales, les travaux pour les collectivités locales, assortis d'un revenu supplémentaire pour les chômeurs, et les activités de « voisinage » (comme le portage des journaux à domicile) qui pourraient être financées pour partie soit par l'Etat, soit plutôt par l'intermédiaire de la Sécurité sociale.

■ **Erratum.** — Dans l'article intitulé « Le cercle des souscripteurs d'obligations s'élargit » en Chine (Le Monde du 19 août), il convient de noter à propos des contrats d'assurance souscrits que ceux-ci représentent 700 milliards de yuans, soit 190 milliards de dollars et non pas millions comme indiqué par erreur.

ÉTRANGER

L'Afrique du Sud tente d'émerger,
de façon chaotique, de la récession

Le rapport annuel de la Banque centrale sud-africaine, publié le 25 août, sonne le glas des espoirs du ministre des finances, M. Barend du Plessis, qui s'était fixé pour 1986 un objectif de croissance de 3 % lors de l'annonce d'un plan de relance à la mi-juin. L'institut d'émission voit mal comment le produit national brut, qui avait baissé de 1 % en 1985, pourrait cette année progresser de plus de 1,5 %, 2 % peut-être.

Les retombées des tensions politiques et sociales n'ont cessé de donner une apparence chaotique à l'évolution de l'économie sud-africaine : chute de 3,5 % en rythme annuel du PIB durant le premier semestre 1986, rebond avec une expansion de 2,5 % durant le second semestre, reculée à 1 % de croissance durant les six premiers mois de 1986. Il est aujourd'hui évident que la quasi-stagnation de l'économie ne permet pas d'éviter une perte du pouvoir d'achat des Sud-Africains et une nouvelle détérioration du marché de l'emploi dont la gravité est mal illustrée par les statistiques officielles faisant état d'un chômage de 9 % alors que la réalité est beaucoup plus inquiétante, notamment chez les Noirs.

La défiance croissante des investisseurs étrangers, qui s'est traduite par leur retrait d'Afrique du Sud, une fuite des capitaux et l'assèchement des crédits internationaux rendent la gestion de l'économie particulièrement difficile. Le gel des remboursements de la dette de Pretoria en septembre 1985, l'instauration d'un contrôle des changes, n'y ont rien fait, l'institut d'émission le

constate sans ambages. Le rand a d'ailleurs plongé, se dépréciant de 31 % entre la fin de 1984 et le 11 août dernier. Même si cette baisse a été ramenée à 4,8 % depuis janvier 1986, cette évolution préoccupe les autorités monétaires du pays.

Compte tenu de la chute du rand, les investissements n'ont cessé de diminuer depuis 1982. Cela a conduit à une chute de 13,5 % des importations, en volume, en 1985. Un phénomène qui explique l'accroissement d'un excédent de la balance des comptes courants qui pourrait atteindre cette année entre 5 et 6 milliards de rands et permettre tout au moins d'honorer les échéances sur la dette extérieure sud-africaine. Mais ce choix, en faveur du service de la dette, se fera au détriment d'une économie interne dont la vulnérabilité est illustrée par la réurgence de l'inflation.

En juillet 1986, les prix étaient de 18,2 % supérieurs à leur niveau de juillet 1985. Ce n'est pas l'économie de siège que met en place le gouvernement pour contrecarrer la vague montante des sanctions économiques internationales — en accroissant le stockage de matières stratégiques en multipliant les accords de troc avec les autres pays africains — qui calmera ce phénomène. Les économistes sud-africains viennent, en effet, de prévenir les dirigeants de Pretoria qu'une politique de substitution des importations ne peut qu'aboutir à un alourdissement des coûts et par la même à une réurgence inflationniste.

Le débat sur la relance prend une ampleur croissante

Le président Reagan appelle l'Europe
à une plus forte expansion

Nul n'a été étonné d'entendre le président Ronald Reagan appeler l'Europe à « se joindre aux Etats-Unis » sur le chemin d'une « croissance plus forte et d'une « révolution fiscale » du type de celle que le Congrès américain sera amené à voter en septembre. Les propos du chef de l'exécutif dans son intervention radiodiffusée hebdomadaire, le 23 août, traduisent une fois de plus la double préoccupation du gouvernement américain : obtenir de ses partenaires industriels que l'accélération de leur propre expansion vienne soutenir la faible activité éco-

nomique outre-atlantique et éviter par là-même une déroute républicaine lors des élections législatives de novembre.

Sans entrer dans le débat purement politique, les économistes américains partagent les préoccupations gouvernementales, même s'ils excluent pour l'instant toute menace de réelle récession. Assimilant la longueur de l'activité à une « monnaie-faible d'adolescent », certains soulignent qu'il est temps de doper prudemment l'économie. La décision de la FED de baisser d'un demi-

point le taux d'escompte, qui est désormais de 5,5 %, va dans ce sens mais ne saurait suffire à dynamiser rapidement la conjoncture. D'autant que chacun s'interroge sur les conséquences réelles de la profonde réforme fiscale dont le président Reagan a fait passer le principe, en attendant le vote définitif au Congrès. L'impression prévaut que, sans et favorable à terme, cette réforme pourrait, dans un premier temps, avoir un impact négatif sur l'économie.

Mais il est un élément d'importance qui ressort des déclarations du président Reagan comme des fissures dans la belle concertation des principales puissances industrielles mondiales. Nul ne croit plus en des à-coups brutaux sur les monnaies, comme si l'atterrissage en douceur du dollar, objectif majeur des « cinq Grands » il y a encore un an, était désormais pratiquement chose faite. Les préoccupations ont changé de camp. Elles se concentrent désormais, sur la façon de résumer une expansion médiocre, afin de permettre aux Etats-Unis de mener à bien son assainissement financier et budgétaire sans risque de récession domestique pour la communauté internationale. « Un débat beaucoup plus subtil et délicat, car il met en cause les gestions nationales », ainsi que le soulignait récemment un expert.

F. Cr.

SINGAPOUR

Un agent de change
accusé de faillite
frauduleuse

L'agent de change Lin Tan Wah, ancien directeur de Lin Securities directement impliqué dans la faillite du conglomérat Pan Electric Industries, survenue en 1985, sera jugé en octobre prochain pour faillite frauduleuse. Cette procédure n'est signifiée à l'intéressé avec, à l'appui, 22 actes d'accusation de fraudes commises à l'égard de 14 banques, toujours dans le cadre de l'affaire Pan Electric. Lin Securities avait dû déposer son bilan en juillet dernier avec un passif de quelque 35 millions de dollars américains.

Par ailleurs, les autorités du SIMEK, le marché à terme d'instruments financiers de Singapour, ont été contraintes de nommer trois responsables chargés de faire la police autour de la corbeille, qui était parvenue à échapper à la police de la police de Singapour. Les courriers qui seraient parvenus d'un trop grand dynamisme seraient désormais passibles d'amendes pouvant atteindre 2 335 dollars américains et d'une suspension temporaire de leurs activités à la corbeille, rapporte le quotidien local, le *Straits Times*.

Marchés financiers

LES INDICES HEBDOMADAIRES
DE LA BOURSE DE PARISINSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indices généraux de base 100 : 28 décembre 1984

14 août 22 août

| | | |
|----------------------------------|-------|-------|
| Indice des valeurs françaises... | 145,8 | 148,8 |
| Indice des valeurs étrangères... | 138,8 | 145,1 |
| Indice des valeurs étrangères... | 108,8 | 111,8 |
| Indice des valeurs étrangères... | 138,8 | 145,1 |
| Indice des valeurs étrangères... | 138,8 | 145,1 |
| Indice des valeurs étrangères... | 138,8 | 145,1 |
| Indice des valeurs étrangères... | 138,8 | 145,1 |
| Indice des valeurs étrangères... | 138,8 | 145,1 |
| Indice des valeurs étrangères... | 138,8 | 145,1 |
| Indice des valeurs étrangères... | 138,8 | 145,1 |

Base 100 : 28 décembre 1984

14 août 22 août

Indice des valeurs françaises...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

BILAN HEBDOMADAIRE
DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes en variation

(en millions de francs)

ACTIF Au 14 août

| | |
|--|---------|
| 1) OR et CREANCES SUR L'ETRANGER | 435 028 |
| Or | 154 487 |
| Creances sur l'étranger | 280 541 |
| 2) CREANCES SUR LE TRESOR | 33 417 |
| 3) CREANCES PROVENANT D'OPERATIONS DE REFINANCEMENT | 98 368 |
| 4) CREANCES PROVENANT D'OPERATIONS DE REFINANCEMENT | 98 368 |
| 5) CREANCES PROVENANT D'OPERATIONS DE REFINANCEMENT | 98 368 |
| 6) CREANCES PROVENANT D'OPERATIONS DE REFINANCEMENT | 98 368 |
| 7) CREANCES PROVENANT D'OPERATIONS DE REFINANCEMENT | 98 368 |
| 8) CREANCES PROVENANT D'OPERATIONS DE REFINANCEMENT | 98 368 |
| 9) CREANCES PROVENANT D'OPERATIONS DE REFINANCEMENT | 98 368 |
| 10) CREANCES PROVENANT D'OPERATIONS DE REFINANCEMENT | 98 368 |

Base 100 : 28 décembre 1984

14 août 22 août

Indice des valeurs françaises...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

CHANGES

PARIS

Dollar : 6,70 F

Sur la scène monétaire, la Bundesbank ne semble pas prête, dans l'immédiat, à suivre l'exemple de la Réserve fédérale américaine, qui a réduit ses taux directeurs. Dans cette attente, le dollar s'est légèrement affaibli le 25 août. A Paris, le billet vert cotait 6,70 F contre 6,69 F le vendredi précédent. Le dollar était également en légère hausse à Francfort et à Zurich. L'or ne traitait à 375/378 dollars l'once.

FRANCOFORT 21 août 25 août
Dollar (en DM) .. 2,84 2,84
Tokyo 21 août 25 août
Dollar (en yen) .. 153,40 153,85

MARCHÉ MONÉTAIRE
(taux en %)
Paris (25 août) .. 7 %
New-York (22 août) .. 5 7/8 %

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

21 août 22 août

Indice des valeurs françaises...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

Indice des valeurs étrangères...

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNT RATP
SEPTEMBRE 86
1,2 MILLIARD

600 000 OBLIGATIONS DE 2 000 F NOMINAL

● PRIX D'ÉMISSION

98 % du pair, soit F 1 960 par obligation.

● INTÉRÊT ANNUEL

7,70 %, payable le 8 septembre de chaque année.

● DURÉE TOTALE

15 ans à compter du 8 septembre 1986.

● AMORTISSEMENT NORMAL

En 5 tranches égales de 199 à 2001 inclus.

● REMBOURSEMENT ANTICIPÉ

Possibilité de remboursement anticipé par rachat en bourse notamment dans le cadre

BAILLÉ DU 25 août 1986

VALEURS
DE FRANCE

Le 14 août 1986, la valeur liquidative de la SICAF « VALEURS DE FRANCE », société d'investissement à capital fixe gérée par la Bred était de 339,76 F (335,32 F le 31 juillet 1986).

A la même date, l'action de VALEURS DE FRANCE cotait 339 F (contre 330 F le 31 juillet).

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Le chiffre d'affaires hors taxes de la compagnie pour le premier semestre 1986 s'élève à 4.552 millions de francs contre 3.501 millions de francs au premier semestre 1985, soit une progression de 30 %.

Le chiffre d'affaires du premier semestre 1985 ne prenait pas encore en compte les activités de commutation publique de THOMSON CSF TELEPHONE et de la branche Equipements de LTT absorbées à compter du 1er juillet 1985.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe ALCATEL s'établit pour le premier semestre 1986 à 12.824 millions de francs, dont 12.225 millions de francs en provenance des sociétés contrôlées et 599 millions de francs en provenance de sociétés affiliées. Le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 1985 s'élevait à 8.367 millions de francs, mais ne comportait pas les facturations des filiales de THOMSON TELECOMMUNICATIONS.

CHIFFRE D'AFFAIRES DU 1^{er} SEMESTRE 1986

هناك أصل

Principles

22 ABOUT

**Cours relevés
à 17 h 35**

| Comptant (sélection) | Second marché (sélection) |
|----------------------|---------------------------|
|----------------------|---------------------------|

Comptant (sélection)

Second marché (sélection

| | | | | | | | | | | | |
|-----------------|--------|------|-----------------|-------|-------|-----------------|------|------|-----------------|--------|--------|
| 11 30 AM, 1000 | 500 00 | 0 00 | Union Pacific | 570 | 570 | Public | 220 | 220 | Dart and Kraft | 410 00 | 410 00 |
| 10 20 PM, 1000 | 110 00 | 0 00 | Providence S.A. | 1690 | 1790 | Providence S.A. | 1790 | 1790 | De Buss (part.) | 30 00 | 30 00 |
| 007 12 25 50 00 | 720 | 0 00 | Dang, Yaw, Pub. | 30 00 | 30 00 | Public | 1760 | 1760 | Dang Chemical | 305 | 305 |
| 007 10 30 00 | 115 15 | 2 40 | Everham, Mich | 1800 | 1800 | Ref. Stat. R. | 210 | 215 | | 500 | 500 |

SICAV (reflected)

22/8

| | | | | | | | | |
|-----------------------|-------------------------|-----------------------------|---|-----------------------------|---|----------------------------|---|--|
| Droits et bons | Cote des changes | Marché libre de l'or | Espagne-Orléans 1544 85 Espagne-Indes 773 02 Espagne-Mex 553 78 | 1474 82 736 54 624 13 | Marché Indes 479 79 Mexique 5216 31 Mex-J 50894 | 458 03 5216 31 50894 | L'Indes 111 55 L'Indes 474 74 L'Indes 539 01 L'Indes 1479 90 | 111 55 483 21 1278 20 2270 20 |
|-----------------------|-------------------------|-----------------------------|---|-----------------------------|---|----------------------------|---|--|

| VALEURS | Cours | Déclasse |
|---------|-------|----------|
|---------|-------|----------|

| OFFICIEL | COURS | COURS | COURS DE |
|----------|-------|-------|----------|
|----------|-------|-------|----------|

| MONNAIES ET DEVISES | COURS | COURS |
|---------------------|-------|-------|
|---------------------|-------|-------|

o : coupon détaché
O : offert
• : droit détaché
d : demandé
◆ : prix précédent
+ : marché aux enchères

| ÉTRANGER | POLITIQUE | SOCIÉTÉ | CULTURE | ÉCONOMIE | SERVICES |
|---|--|---|---|--|--|
| 3 La tension au Liban du Sud. — Les relations entre Le Caire et Washington. 4 Catastrophe naturelle au Cameroun. 5 La conférence de Vienne sur la catastrophe de Tchernobyl. | 6 M. Mauroy conteste le découpage électoral dans le Nord. — L'élection législative partielle de Haute-Corse. — Le campus d'été des jeunes giscardiens. | 7 La mise en service de la centrale de Cantonon retardée. 11 Demande d'extradition d'un Basque espagnol. 11 Echecs : dixième partie. SPORTS 12 Les championnats du monde de natation. | 8 Musique : Prince au Zénith. — La rentrée du mélomane. 11 Communication : « Faut-il renoncer à légiférer ? », point de vue de Jean-Louis Bessis. DÉBATS 2 Le rayonnement de la France. | 20 La réforme de l'aide personnelle au logement. — L'URSS confirme son soutien à l'OTPEP. 22 L'Afrique du Sud tente d'émerger, de façon chaotique, de la récession. 22-23 Marchés financiers. | Radio-Télévision 10 Annonces classées 13 à 16 Météorologie 10 Mots croisés 10 Camet 16 Loto 11 Programmes des spectacles 9 |

Le PCF et le découpage électoral

D'une critique à l'autre

En affirmant une chose et son contraire, un parti politique a peu de chance de se tromper. C'est pourtant la démarche étrange du PCF en matière de découpage — « tripartite » — électoral.

M. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée, après avoir qualifié de « tir à blanc » le refus de signature de l'ordonnance sur la privatisation par le président Mitterrand, avait ajouté : « Il n'y a qu'une seule ordonnance que le président peut refuser de signer en mettant tout en cause, c'est celle sur le découpage électoral » (le Monde du 17 juillet).

Après lui, M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central, avait déclaré que M. Mitterrand avait une bonne occasion de « vraiment montrer son infaillibilité » en refusant de signer l'ordonnance sur le découpage électoral (le Monde du 25 juillet). Plus récemment encore, c'est M. Roland Leroy, directeur de l'Humanité, qui affirmait, le vendredi 22 août sur

France-Inter, mettre le chef de l'État au défi « d'assumer ses responsabilités ». En clair, il s'agit donc pour le PCF, depuis un mois et demi de mettre en opposition le « tir à blanc » et celui à balle réelle.

Pourtant, l'hebdomadaire communiste Révolution, dans son édition datée du 21 août, sous le plume de Jean-Paul Joury, son rédacteur en chef et membre du comité central du PCF, fait un éditorial pour démontrer le contraire. M. Joury écrit en effet que « les choses sont claires : un nouvel incident à cette occasion ne pourrait recouvrir aucun désaccord de fond, mais une fois de plus une vulgaire dispute à finalité politicienne. » Tout se passe comme si la critique du PCF à l'égard de M. Mitterrand, au cas où ce dernier refusait de signer l'ordonnance, comme le lui demandent les communistes, était déjà prête.

O.B.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 25 août

En baisse : - 0,6 %

La Bourse de Paris était en léger repli le 25 août dans le sillage de quelques titres tels que Cie du Midi, Chargeurs, Navigation Mixte, en baisse de 2 % à 3 %. À l'inverse, seuls Elf-Aquitaine et Alstom faisaient preuve d'une réelle résistance.

| Valeurs françaises | | | |
|--------------------|-------|---------|------------|
| | Cours | Précéd. | Différence |
| Accor | 470 | 470 | 485 |
| Agencas Hénault | 1800 | 1782 | 1782 |
| Air Liquide (B.T.) | 705 | 702 | 702 |
| Alcatel | 385 | 380 | 386 |
| Alcatel (Ciel) | 1310 | 1311 | 1311 |
| Banque | 2080 | 2076 | 2080 |
| Banque | 1450 | 1450 | 1445 |
| B.S.A. | 4000 | 4000 | 4000 |
| Comptoir | 3380 | 3370 | 3370 |
| Chargers S.A. | 1480 | 1480 | 1425 |
| Club Méditerranée | 625 | 625 | 621 |
| Danone | 1480 | 1480 | 1480 |
| Elf (Gif) | 1390 | 1382 | 1345 |
| Elf-Aquitaine | 517 | 519 | 519 |
| Endesa | 3135 | 3135 | 3120 |
| Edenred | 1420 | 1420 | 1420 |
| Michelin | 3470 | 3446 | 3435 |
| Midi (Ciel) | 1735 | 1700 | 1685 |
| Midi (Hénault) | 2235 | 2240 | 2251 |
| Navig. Mixte | 1250 | 1225 | 1212 |
| Oréal (L.) | 3535 | 3535 | 3540 |
| Parrot-Rhône | 1085 | 1084 | 1080 |
| Repsol S.A. | 1150 | 1150 | 1145 |
| Santel | 720 | 718 | 718 |
| Socotraf | 775 | 775 | 775 |
| Télécom | 3280 | 3240 | 3215 |
| Thomson C.S.I. | 1720 | 1701 | 1685 |
| Total-C.F.R. | 435 | 435 | 438 |
| T.A.T. | 3185 | 3185 | 3185 |
| Veolia | 485 | 484 | 484 |

• Réélection du maire RPR de Propriano. M. Emilio Mocchi a été réélu, le samedi 23 août, à l'unanimité du conseil municipal, maire de Propriano (Corse-du-Sud). Cette réélection fait suite à l'élection municipale du dimanche précédent, qui avait vu la liste de M. Mocchi obtenir la totalité des vingt-trois sièges du conseil municipal (le Monde des 19 et 20 août).

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel
36-15-91-77 + ISLM

A B C D E F G

COMPRENDRE POUR AGIR CHAQUE MOIS, SCIENCE & VIE ÉCONOMIE VOUS EXPLIQUE TOUTE L'ÉCONOMIE. CLAIREMENT. UTILEMENT.

SCIENCE & VIE
ECONOMIE

SEPTEMBRE

Pour mettre un terme à l'apartheid

Les chefs d'État de la « ligne de front » souhaitent rencontrer M. Reagan

Les dirigeants des six États de la « ligne de front » sont convenus d'inviter le président Ronald Reagan pour discuter des moyens de mettre un terme à l'apartheid en Afrique du Sud. En cas de refus de l'intéressé, les présidents de ces pays — Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe — seraient prêts à se rendre à Washington. Le chef de l'État zambien, M. Kenneth Kaunda, a annoncé cette initiative en recevant, samedi 23 août, le pasteur noir américain Jesse Jackson.

D'autre part, le Congrès panafricainiste, mouvement nationaliste rival du Congrès national africain (ANC) et beaucoup moins actif que lui, a choisi un nouveau président, M. Mthopeng, qui, âgé de soixante-trois ans, purge une peine de trente ans de prison en Afrique du Sud pour sa participation aux émeutes de Soweto en 1976. Alors que l'ANC préconise un combat auquel toutes les races peuvent prendre part, le PAC prône d'une tradition séparatiste et considère que les Noirs doivent mener seuls la lutte contre le régime de Pretoria. Très divisé, ce mouvement n'avait plus de président depuis 1978. — (Reuter, AFP.)

• Transport aérien : ouverture du marché néo-zélandais. — La société australienne ANSETT a été autorisée à mettre en service une ligne intérieure en Nouvelle-Zélande, au travers d'une société commune dont elle détiendrait un peu moins de 50 % du capital. La Nouvelle-Zélande a décidé d'ouvrir son marché aérien intérieur, mais la participation étrangère ne peut dépasser 50 %. Pour aller au-delà, les compagnies néo-zélandaises doivent elles-mêmes être autorisées à investir dans le pays d'origine. Air New-Zealand a récemment demandé au gouvernement australien une demande allant dans ce sens.

Le numéro du « Monde » daté 24-25 août 1986 a été tiré à 448 228 exemplaires

Espagne

Un des auteurs présumés de l'incendie de Montserrat arrêté

La police espagnole a arrêté le dimanche 24 août un homme soupçonné d'avoir provoqué, le 18 août, l'incendie de forêt à proximité du monastère de Montserrat, en Catalogne. L'incendie avait duré quatre jours, détruisant 5 500 hectares de forêt, mais le monastère n'a pas été touché par les flammes.

Cette action avait été revendiquée par un groupe d'extrême droite, la Milice catalane. L'homme arrêté est soupçonné d'appartenir à une « bande armée », mais la police ne précise pas s'il s'agit d'une organisation politique.

Par ailleurs, des incendies faisaient rage samedi dans les provinces d'Alicante et de Valence, et dans la région d'Avila. Le Parti écologiste espagnol Verde a lancé un cri d'alarme, estimant que l'Espagne est « menacée de désertification ». — (AFP, Reuter.)

Manifestation dans les Pyrénées contre une ligne à haute tension Bigorre-Aragon, même combat !

TARBES

Une brume tenace enveloppe l'entrée du tunnel franco-espagnol d'Aragnouet-Bielsa, ce samedi 23 août. La pluie de la vallée se transforme, à 1 800 mètres d'altitude, en une fine brume qui, normalement, devrait déconcréter tout pique-nique. Et pourtant, ils sont là, frileusement serrés autour d'une table où l'on offre vin et fromage. « Ils », c'est-à-dire quelques dizaines d'écologistes français venus manifester contre la ligne à très haute tension (400 000 volts) qu'EDF a l'intention d'installer entre Lannemezan et Saragossa : 250 kilomètres de pylônes géants à travers les vallées de Nistos et du Louron, dans les Hautes-Pyrénées, et dans la vallée de Gistau, en Aragon.

Une manifestation de refus avait eu lieu l'an dernier côté français à Genos (le Monde du 20 août 1985). Une autre, plus importante, avait été organisée par les Espagnols le 14 décembre à Saragossa. Il s'agit cette fois d'une manifestation franco-espagnole, qui veut abolir les Pyrénées politiques pour mieux sauver les Pyrénées physiques.

Désaccords chez les écologistes

Les Espagnols veulent-ils au rendez-vous ? Un concert d'avertissements, ponctués d'explications de détails, s'est tenu samedi à Tarbes. Ils ont été retardés par les douaniers espagnols et la Guardia civil, devenus soudain très soupçonneux. Mais ils sont près de deux cents, toutes bandières déployées, sous l'œil déboussonné des gendarmes français : « N'a la ligne de haute tension », claquent-elles en écho aux pancartes françaises « EDF = pollueur ».

Les élus espagnols se succèdent au micro : « Nous ne voulons pas de fils électriques dans notre précieuse vallée », explique calmement, les mains sur les hanches, M. le maire de San-Juan-de-Pan. « Ce n'est pas seulement pour des raisons écologiques que nous refusons la ligne, mais aussi pour des raisons économiques et sociales. Notre région vit de tourisme et d'énergie. La ligne détruirait cet équilibre », explique

M. Leon Bull, député aux Cortes. En à Saragossa du Centre démocratique et social.

Les élus français, où l'on cherche en vain le moindre député, apparaissent en retrait par rapport à leurs collègues espagnols. « Nous ne croyons plus aux promesses d'EDF », dit seulement M. Charles Gerardi, le maire de Bordères-Louron. « Le projet d'EDF est incompatible avec le tourisme dans notre vallée », constate M. Michel Pellet, conseiller général MRG du canton de Louron. « Cela fait un an que la décision aurait dû être prise, explique de son côté Michel Geoffroy, secrétaire général d'Ecologie-Bigorre. Les décideurs sont gênés car le dossier est mal ficelé ». L'an dernier, les associations avaient tenu le tracé alternatif par le Val d'Aran, mais les Espagnols leur ont fait comprendre qu'il était exclu que les Catalans acceptent une ligne faite pour alimenter l'Aragon... Ils proposent donc aujourd'hui un nouveau tracé, qui emprunte la ligne de 220 000 volts reliant actuellement Lannemezan à Saragossa, passant par le col de Bouchuro, près du cirque de Garvarrie.

Mais les écologistes espagnols, à commencer par M. Gaspar Malrai, porte-parole de la coordination d'Aragon, ne l'entendent pas de cette oreille. « Nous sommes contre toute ligne entre la France et l'Espagne », dit-il. « Nous ne voulons pas de dépendance énergétique ». D'autres expliquent que l'Aragon, premier producteur espagnol d'hydroélectricité, exporte les deux tiers de son énergie en Catalogne et au Pays basque et n'a donc pas besoin d'augmenter d'énergie française. « Si les Catalans ou les Basques veulent acheter à EDF, qu'ils le fassent par leur propre ligne ».

Un seul point d'accord entre tous les participants au rassemblement du tunnel : le refus du projet actuel, mis au point directement entre Paris et Madrid, sans passer par les « intéressés ». Pour bien marquer cette non-entente, les Espagnols ont demandé à tous les manifestants de redescendre avec eux à Salinas, sur le versant aragonais ; les douaniers espagnols ont donc dû subir une opération « escargot » dont ils se seraient bien passés. Le long convoi des manifestants en voiture a pu ainsi vérifier ce qu'il était difficile de croire côté français : le soleil brillait en Espagne. Il y a toujours des Pyrénées.

ROGER CANS.

Selon une équipe de l'Institut Pasteur

Les insectes africains sont contaminés par le virus du SIDA

Les insectes africains sont contaminés par le virus du SIDA. Cette découverte de l'équipe du Docteur Jean-Claude Chermann de l'Institut Pasteur, rendue publique lors de la quarantième conférence internationale sur le cancer qui se tient actuellement à Budapest, a immédiatement relancé la polémique sur l'hypothétique rôle du réservoir naturel du vecteur du virus du SIDA joué par les moustiques en Afrique (1).

Après avoir démontré, il y a quelques mois, que les cellules d'insectes cultivées en laboratoire pouvaient être infectées par le HIV — le virus du SIDA — le Docteur Chermann a voulu déterminer si une telle infection pouvait se produire naturellement.

Il a fait venir du Zaïre et de Centrafrique des insectes de toutes sortes (drosophiles, moustiques, blattes, mouches us-té, tiques) et, à sa grande surprise, a observé que tous, qu'ils soient piqueurs ou suceurs, avaient au niveau de leur génome, des traces du virus du SIDA. Ces traces, des séquences

d'ADN proviral, indiquaient par là même que ces insectes avaient bel et bien été infectés par le HIV. Répétés sur des insectes « français » (des abeilles, des moustiques...), ces expériences se sont à chaque fois soldées par des résultats négatifs. Seuls les insectes africains sont donc contaminés par le virus du SIDA.

« Le fait que seuls les insectes vivants dans des zones endémiques du SIDA soient contaminés par le virus du SIDA est différent en Occident et en Afrique », nous a expliqué le docteur Chermann. Il se pourrait donc que les insectes soient, en Afrique, des réservoirs naturels du virus du SIDA et qu'ils constituent un mode de contamination possible de la maladie.

La découverte du docteur Chermann pourrait avoir d'autres conséquences, en particulier d'ordre immunologique : on pensait jusqu'à présent que le HIV ne pouvait s'attaquer qu'à certaines cellules sanguines particulières, les lymphocytes T4. Or les insectes africains

qu'a étudié, le docteur Chermann ont des récepteurs différents de ceux des lymphocytes. La spécificité du HIV pour les lymphocytes serait donc remise en cause.

Jusqu'à présent, aucun argument tant épidémiologique que biologique n'avait permis de retenir l'hypothèse moustique « agent de transmission du virus du SIDA ». La découverte du docteur Chermann, en dépit de son importance — c'est la première fois que l'on démontre que des insectes peuvent être infectés par le virus HIV — ne démontre rien quant au rôle de réservoirs ou de vecteurs joués par les insectes africains. Elles n'en constituent pas moins une piste importante, qui, si elle aboutissait, compliquerait encore davantage l'épidémiologie d'une maladie déjà fort mystérieuse.

FRANCK NOUCH.

(1) Cette étude, coignée en particulier par les docteurs Becker, Hagan et Barre-Sinoussi, fera l'objet le 30 août d'une communication à l'Académie des sciences.

INSTITUT PORTUAIRE DU HAVRE

Deux formations pour des métiers qui bougent
CESTIP / CESTEX
du 10 octobre 1986 au 30 juin 1987
I.P.E.R. I.P.E.X. I.P.E.S. 5200
75000 LE HAVRE
DATE LIMITE D'INSCRIPTION 22 SEPTEMBRE

CENTENAIRE
John Baillie
Un grand tailleur en boutique
Depuis 1863
GRANDE MESURE à partir de 7.200 F
Livraison en 48 h si nécessaire
Sa diffusion (mesure traditionnelle) à partir de 3.980 F
1, rue Auber - 5, pl. Opéra
75009 Paris — 47.42.49.17

Rémy DÉCORATION
SOLDES D'ÉTÉ du 29 juillet au 6 septembre
BIBLIOTHÈQUES, Mortier, Chêne Louis XIV, XV, XVI, Decore, L. Philippe
Le MEUBLE REGIONAL, Rustique Noyer de France, Chêne, Meuble
SALONS CUR et STYLE
SALLES à MANGER et CHAMBRES tous styles, toutes essences de bois
Tout est réalisé d'après des documents anciens en toutes dimensions dans les laques et patines anciennes et nouvelles
une collection de lits de repos
de commodités et de secrétaires
RÉMY
80-82, St Antoine - 43.43.65.58

BAC-87 PROGRAMME PÉDAGOGIQUE
Par classe de 15 élèves. 9 h à 19 h en 1/2 pension.
U.P.A. 1, bd M.-Bertheaux, SAINT-MAUR. Tél. 48-83-26-58.

JUSQU'AU 30 AOUT !
Réservés aux Établissements d'enseignement ou de Formation agréés ainsi qu'aux professeurs.
30 % de remise sur la gamme Apple.
MACINTOSH PLUS
18130 F.H.T. 21502 F.T.C.!!
APPLE II C
3535 F.H.T. 4192,51 F.T.C.!!
etc...
Profitez-en dès aujourd'hui !!
Un Macintosh s'achète chez
INTERNATIONAL COMPUTER
26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - tél. 272.26.26
et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - tél. 37.25.03

هكذا امت الام